

Les acteurs civils et la prévention des conflits

Editeurs : Christiane Kayser et Flaubert Djateng



Construire la Paix



Service Civil Pour la Paix (SCP) /
BfdW – Mano River Region, RD Congo
et Cameroun

Construire la Paix

Brot für die Welt (BfdW)

(Pain pour le Monde)

Financé par le BMZ (Bundesministerium für
Wirtschaftliche Zusammenarbeit – Ministère Allemand
pour la Coopération Economique)

Les acteurs civils et la prévention des conflits

Brot für die Welt

Brot für die Welt (BfdW) (Pain pour le Monde)

Financé par le BMZ (Bundesministerium für
Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung –
Ministère Allemand pour la Coopération Economique)

zfd Ziviler Friedensdienst
Service civil pour la paix

Tous droits réservés pour tous pays

1^{ère} édition, octobre 2018

Copyright © 2018 by SCP/BfdW,
Bafoussam, Berlin

Editeurs : Christiane Kayser et Flaubert Djabateng

Traduction vers le français : Françoise Guerlin

Photo couverture devant : *doual'art* Cameroon par Linda Dreisen, Yves Makongo

Couverture arrière de gauche : *doual'art* (2 ×), Evariste Mfaume (2 ×)

Production et conception : Eberhard Delius, Berlin

Mise en page : Reih's Satzstudio, Lohmar

Impression : Beltz Grafische Betriebe, Bad Langensalza

Imprimé en Allemagne

contact :

Flaubert Djabateng : fdjabateng9@gmail.com

www.peaceworkafrica.net

Sommaire

Introduction	7
<i>par Christiane Kayser et Flaubert Djateng</i>	
Les citoyens africains, acteurs essentiels de la prévention des conflits	10
<i>par Christiane Kayser</i>	
Prévention des conflits : Possibilités et défis liés à la mise en œuvre des principaux engagements et priorités stratégiques	16
<i>par SIDA/ASDI</i>	
Les acteurs du changement : Les rôles de la société civile dans la prévention de la guerre et la consolidation de la paix	26
<i>par Catherine Barnes</i>	
La société civile, l'engagement citoyen et la consolidation de la paix	42
<i>par Thania Paffenholz et Christoph Spurk</i>	
Peacebuilding toolkit	49
<i>Série de publications et d'outils pour le travail de paix</i>	
Le grand débarras	54
<i>Opinion</i> <i>par Achille Mbembe</i>	
L'art, outil d'émancipation pour la paix	64
<i>par Marilyn Douala Manga Bell</i>	
Chefs traditionnels, leaders religieux et société civile : Des capacités de paix dans la crise au Cameroun ?	73
<i>par Flaubert Djateng</i>	
Les médias communautaires sont dans une position idéale pour faciliter le dialogue entre les acteurs d'un conflit	82
<i>Propos recueillis par Alexander Vojvoda</i>	

« Hand put it hand take it » (La main donne, la main prend)	91
Atelier de Formation de Médiateurs de Paix pour quatre communautés rurales dans la ville de Varney Goya, comté de Montserrado, Liberia <i>par Peg Koedel, Joseph D. Howard, Wladislaus Rzepka, Karen N. Domah</i>	
La prévention du conflit	100
Étude de cas de la Sierra Leone <i>par Bamike Williams</i>	
Tracer une voie prometteuse pour la prévention des conflits dans l'Union du Fleuve Mano (UFM)	106
Étude de cas de la Sierra Leone <i>par Edmond Kposowa de la FIOH-SL (L'Avenir dans nos Mains, Sierra Leone)</i>	
La diplomatie préventive, pour une approche holistique de consolidation de la paix	112
Cas du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo <i>par Odile Bulabula Mbila</i>	
De la prévention à la gestion non violente des conflits, un souffle de paix de bas en haut au Sud-Kivu (cas des territoires de Fizi, d'Uvira et de Mwenga)	124
<i>par Evariste Mfaume</i>	
La prévention des conflits dans la province du Tanganyika en RDC : une tâche essentielle dans un environnement instable	137
<i>par Jean-Marie Toro</i>	
Les acteurs civils face à la prévention des conflits	144
<i>par Pasteur Fidèle Mueta Mikiama</i>	
Prévention des conflits : expériences dans les écoles du Sud-Kivu	152
<i>par Divine Kasimbi et David Mukamba</i>	
Approche de la CBCA dans la réduction des tensions intercommunautaires dans la plaine de la Ruzizi/Territoire d'Uvira au Sud-Kivu en République Démocratique du Congo (2012–2018)	159
<i>par Pierre Murhula Kaheto</i>	

Introduction

Ces derniers temps la notion de prévention de conflits n'est plus seulement liée à des efforts diplomatiques ou militaires ; elle concerne également le vivre ensemble dans une société donnée et nécessite donc la participation des premiers concernés : les populations subissant des conflits potentiellement violents. Nous vivons une époque de croissance des flux de migration causés par des conflits armés, des catastrophes naturelles liées aux désastres écologiques et de la misère structurelle engendrée par un système globalisé favorisant quelques-uns au détriment de tous les autres. Des solutions pour cette spirale de violence et de souffrance ne peuvent être trouvées en prônant un isolationnisme grotesque, en érigeant des forteresses de privilégiés, en niant les problèmes et prêchant la bonne parole d'une ouverture à tous sans en gérer les conséquences... Il est donc essentiel de trouver ensemble des pistes de prévention de conflits.

Nous vous proposons dans cette publication d'abord des textes définissant le concept et ouvrant le regard à des considérations globales :

L'organisation suédoise SIDA/ASDI explique brièvement et clairement les bases de la prévention des conflits et ses liens avec les nouveaux agendas des organismes internationaux.

Catherine Barnes du Centre européen pour la prévention des conflits développe les questions autour du rôle de la société civile dans la prévention, la stabilisation et la consolidation de la paix.

Thania Paffenholz et Christoph Spurk résument une étude faite pour la Banque Mondiale sur la société civile, l'engagement civique et le travail pour la paix.

L'Institut des États-Unis pour la Paix (USIP) présente de façon brève et schématique un cadre stratégique pour prévenir les conflits violents.

Pour clore cette partie nous avons inclus un très récent texte du théoricien camerounais Achille Mbembe, « Le grand débarras », sur les flux de migration et la déshumanisation des réfugiés, les questions de liberté et de sécurité. La version française de ce texte dont l'original est en anglais a été fournie par le professeur Thierry Nlandu de Kinshasa.

Nous estimons que ces fenêtres sur des réflexions plus larges peuvent renforcer nos collègues dans les différents pays africains qui sont souvent en première ligne dans la lutte pour la prévention des conflits.

Dans une deuxième partie, des collègues et partenaires travaillant sur le terrain dans divers pays africains partagent leurs expériences. Souvent ils n'étaient initialement pas conscients de leur rôle essentiel dans la prévention des conflits.

À partir du *Cameroun*, Marilyn Douala Manga Bell, la présidente de doual'art, illustre les expériences avec les jeunes Camerounais où son organisation utilise l'art comme outil d'émancipation pour la paix.

Flaubert Djateng s'interroge sur fond de crise aigüe au Cameroun sur le potentiel des leaders religieux et des chefs traditionnels comme acteurs de la prévention des conflits.

Dans une interview conduite par Alexandre Vojvoda, le professeur Steven Youngblood explique le rôle des médias communautaires comme facilitateurs de dialogue entre parties en conflit.

Au *Libéria* les collègues des ONG NAEAL et CJPS racontent leurs expériences avec des ateliers communautaires dans les villages pour mettre en place des facilitateurs de prévention et transformation des conflits.

En *Sierra Leone* Bamike Williams de l'ONG SLADEA explique leur concept de prévention des conflits dans une situation pré-électorale.

Edmond Kposowa de l'ONG FIOH discute des défis rencontrés en Sierra Leone et au Libéria par rapport à la prévention des conflits surtout par rapport à la situation des jeunes.

À partir de la *RD Congo* Odile Bulabula du RIO développe leur approche holistique de consolidation de la paix au Sud Kivu.

Egalement au Sud Kivu, Evariste Mfaume de SVH décrit plusieurs initiatives créant un souffle de paix venu d'en bas au sud de cette province fortement éprouvée par les conflits armés.

De la province du Tanganjika également en RDC, Jean-Marie Toro, employé d'un projet de la coopération allemande, parle des expériences en prévention des conflits dans le cadre d'un travail de transition entre l'humanitaire et le développement.

De l'autre bout de cet énorme pays, le pasteur Fidèle Mikiama du Kongo Central parle des obstacles que rencontrent souvent les bâtisseurs de paix et insiste sur la nécessité du renforcement des capacités locales dans ce domaine.

Divine Kasimbi et David Mukamba de la Coordination des Ecoles Protestantes au Sud Kivu partagent leurs expériences tirées du travail avec les écoliers.

Pierre Murhula Kaheto de la CBCA au Sud Kivu décrit l'historique des conflits dans la plaine de la Ruzizi et les approches intercommunautaires développées par son Eglise pour y réagir.

Nous espérons que ces contributions vous aideront dans votre travail et vous encourageront à partager vos propres expériences.

*Christiane Kayser
Flaubert Djateng
Berlin et Yaoundé
Septembre 2018*

Les citoyens africains, acteurs essentiels de la prévention des conflits

*Par Christiane Kayser**

« La prévention des conflits consiste à faire en sorte que les sociétés deviennent résilientes face aux conflits violents en renforçant les capacités locales pour la paix (systèmes, ressources, structures, attitudes et compétences). »¹

Il y a une pléthore de définitions de la prévention des conflits. Souvent on en parle dans le contexte d'interventions étatiques ou au niveau des diplomaties internationales. On distingue entre la prévention directe et la prévention structurelle qui permet de ne pas tomber ou récidiver dans des conflits violents à moyen et long terme. Les interventions militaires et diplomatiques sont sans doute utiles et nécessaires dans certains contextes mais il s'est avéré qu'une paix durable ne peut s'effectuer sans prévention structurelle ce qui exige la participation active des différentes couches de la population, voire des différents acteurs clé d'une société.

Les liens avec la transformation des conflits, la stabilisation et le développement sont essentiels. La définition donnée par l'agence de développement suédoise SIDA citée en haut nous semble la plus parlante, car elle intègre les efforts des acteurs civils dans les différents pays et régions de l'Afrique. Ces acteurs travaillent souvent dans des conditions difficiles et ne sont pas toujours conscients de faire de la prévention de conflits.

¹ Extrait de : SIDA Conflict Prevention : Opportunities and challenges in implementing key policy commitments and priorities (s209461_thematicoverview_conflict_prevention_webb_final), pour la traduction française voir aussi page 16 dans cette publication

* Consultante et chercheuse indépendante

La notion de « société civile » comporte des acteurs très divers aux objectifs et loyautés très différents². Comme elle sert souvent de passe-partout dans les débats de ces dernières années sans plus avoir de signification claire nous évitons ici tant que possible de l'utiliser et parlons plutôt de certains exemples de mouvements citoyens africains qui, de par leurs comportements et actions, correspondent davantage aux principes fondamentaux de groupes, associations, initiatives, structures, défendant les intérêts des populations civiles par des voies non-violentes.

Les jeunes Africains devant les défis

Ces dernières années beaucoup de jeunes Africains qui forment l'absolue majorité des populations dans la plupart des pays, – s'ils ne sont pas incarcérés, écrasés, tués, chassés par des violences commises par des milices ou des militaires de leur propre Etat ou d'un Etat voisin – se retrouvent devant des choix cruels de perspectives de vie :

- ◆ Ou bien ils rejoignent une milice ou une armée pour prendre par les armes et la force violente ce dont ils ont besoin.
- ◆ Ou bien ils cherchent à migrer essentiellement par des voies illégales et dangereuses vers l'Europe, les Etats-Unis, le Canada, l'Afrique du Sud, etc. pour y mener – s'ils ont la chance d'arriver vivants – pour la plupart une vie de sous-prolétaires et de mendiants.
- ◆ Ou bien ils se résignent à vivre difficilement sans perspectives et souvent en s'accrochant à des croyances et sectes manipulatrices.
- ◆ Ou bien ils décident d'affronter la mal-gouvernance, la corruption et la marginalisation dans leurs propres sociétés.

Or tout travail de prévention structurelle a un besoin essentiel de ces citoyens qui font le choix de rester et de se battre pour une vie meilleure. Il est très encourageant de voir émerger ces dernières années des mouvements de jeunes Africains dans de nombreux pays au sud du Sahara, même s'ils sont réprimés, pourchassés, traités de terroristes,

2 Voir aussi : Cahiers du Mapinduzi 4, Les Sociétés Civiles en Afrique, www.peaceworkafrica.net

emprisonnés et parfois tués par les élites corrompues de leurs pays. Le chemin vers une prévention efficace est donc encore long et tortueux.

Les petits pas et les grandes tendances

Ceci dit ce sont également les petits pas qui comptent. Souvent on les néglige, on en ignore les effets à court et long terme. Et c'est justement la valorisation de cela qui peut donner le courage et l'énergie nécessaires aux citoyens africains et renforcer les structures et systèmes appropriés.

Le Plan d'action 2030 des Nations Unies et la Déclaration de Stockholm³ sur les réponses à l'instabilité du monde et aux conflits violents prennent en compte la nécessité d'intégrer les acteurs civils dans les pays concernés. Ceci dit l'évolution politique marquée notamment par le président américain Trump et le renforcement des populismes de droite met fortement en cause les avancées des systèmes internationaux depuis la Deuxième Guerre Mondiale vers des solutions durables au niveau international et renvoient chacun à son propre pays ou camp. Il faut se renforcer pour écraser ceux qui sont plus faibles. Parallèlement on constate dans certains pays africains, notamment la RD Congo un pseudo-patriotisme qui prêche la haine de tout ce qui vient de l'extérieur. Les tares du néocolonialisme et des systèmes impérialistes sont confondues avec toute ouverture vers l'autre. Tout ce qui vient de l'extérieur est nécessairement mauvais pour le pays. L'Afrique ne peut avancer qu'en s'isolant du monde et souvent même des autres pays africains. À un moment de l'Histoire où notamment à travers les réseaux sociaux et les contacts multiples les peuples africains ont la possibilité de se renforcer et d'avancer ensemble y compris avec les mouvements citoyens du nord de l'hémisphère, une telle idéologie affaiblit tous ceux qui veulent une transformation sociale durable en contrant l'Internationale des multilatérales et des systèmes financiers par une Internationale des citoyens. C'est à l'opposé de « l'America first » de Trump, aussi

3 Voir plus de détails dans l'article du SIDA/ASDI pages 16

bien que de la construction d'une « forteresse Europe » ; les initiatives et comportements de ce genre servent uniquement ceux qui s'accrochent à un pouvoir corrompu.

Heureusement que notamment les mouvements des jeunes et des femmes résistent pour l'essentiel à cette tendance et se mettent en réseaux de plus en plus étendus et efficaces.

La LUCHA (Lutte pour le Changement) en RD Congo⁴

La Lucha est un mouvement créé par de jeunes Congolais de tous milieux, origines et religions qui ont choisi de mener un combat pacifique dans un pays où les choses se règlent souvent par les armes, le clientélisme ou la corruption.

C'est en janvier 2012 que ce mouvement citoyen voit le jour à Goma, dans l'Est de la République démocratique du Congo. Parmi les principaux fondateurs du mouvement, il y a un certain nombre de fondatrices comme Micheline Mwendike et Rebecca Kabugho.

Animée par le désir d'un pays nouveau, véritablement indépendant et démocratique, la Lucha milite, à travers des actions non violentes pour l'accès à l'eau, à l'éducation, la fin de l'impunité des groupes armés et la tenue d'élections présidentielles. Le mouvement a très vite attiré l'attention des autorités qui répriment régulièrement leurs actions.

Depuis 2015 la Lucha a tissé des liens sérieux avec d'autres organisations citoyennes africaines comme le Balai citoyen au Burkina Faso ou Y en a marre au Sénégal. En mars 2015 des militants de la Lucha, du mouvement Filimbi et d'autres activistes furent arrêtés à Kinshasa et Goma. Certains passèrent 6 mois en prison, d'autres même

4 <http://www.luchacongo.org> et voir aussi : « Lucha, chronique d'une révolution sans armes au Congo », une bande-dessinée imaginée par Annick Kamgang et Justine Brabant. © La boîte à bulles, http://afrique.lepoint.fr/actualites/rd-congo-justine-brabant-personne-n-a-raconte-l-histoire-de-la-lucha-04-07-2018-2233226_2365.php

17 mois et cela sans procès. Intimidations, enlèvements, tortures et arrestations ont régulièrement eu lieu depuis. En parallèle, la Lucha prenait de l'ampleur. Quand ça a commencé à Goma ils n'étaient qu'une dizaine. En 2017, on recensait presque 400 membres. En 2018 cela a encore doublé sans compter les grandes sympathies à travers le pays et au-delà. Ils ont eu de nombreux prix au niveau international. Le 8 juin 2018 le militant Luc Nkulula est mort brûlé vif dans sa maison à Goma. Il y a de fortes indications que ce qui est formellement décrit comme un accident fut un assassinat. Les obsèques à Goma, avec un défilé de masse et des fanfares, furent un témoignage digne et impressionnant de l'influence et de la popularité de la Lucha, mais aussi de son adhésion sans faille à la non-violence.

Les luchéens ont l'habitude de dire : « On a l'impression que la non-violence est facile parce que c'est s'abstenir de quelque chose. » Or, c'est extrêmement difficile de tenir cette ligne de conduite face à des organes d'Etat et un service secret brutaux et violents. Ce jeune mouvement a également dû faire des choix pas toujours évidents par rapport aux alliances et positionnements politiques. Ses structures horizontales qui refusent un leadership traditionnel évitent l'enfermement dans le culte de la personnalité et l'accaparement du pouvoir par des individus, mais la prise de décision et l'unité du mouvement restent difficiles à réaliser. Les pièges et les infiltrations sont nombreux, mais l'enthousiasme et l'engagement des jeunes activistes forment un contre-poids.

Quoiqu'il arrive par la suite, la Lucha a donné de l'espoir à de nombreux jeunes en RD Congo qui ne se voient plus en victimes, mais en acteurs de leur destin. L'image de la RDC s'en trouve transformée. Un deuxième succès irréversible est que dans le monde entier nous commençons enfin à entendre à travers la Lucha et d'autres mouvements, les voix des jeunes Africains : une base essentielle pour notre avenir commun à tous.

Le local et l'international : agir ensemble

Les enjeux du XXI^e siècle sont planétaires et ne peuvent être résolus en vase clos mais les avancées se basent sur des actions pragmatiques locales et non pas sur de grandes déclarations.

Les organisations partenaires du Service Civil pour la Paix travaillent de façon très diversifiée et variée pour avancer dans le travail de prévention⁵. Il est important de les écouter et de chercher à comprendre les embûches sur leur chemin, les avancées et aussi la diversité des approches correspondant à la diversité des situations.

Ils n'utilisent pas souvent le vocabulaire en vogue dans les institutions onusiennes et dans les milieux de la communauté internationale. Il y a encore et toujours comme un abîme entre les acteurs locaux et les institutions internationales. Tout ce qui peut créer des ponts et contribuer à la reconnaissance des efforts locaux est un pas en avant.

Or nous devons prendre conscience qu'il est essentiel de se mettre ensemble entre acteurs civils du sud et du nord pour soutenir les efforts locaux et d'influencer les décisions nationales et internationales. Entre autres, les programmes du Service Civil pour la Paix s'efforcent de tisser des liens entre acteurs du sud et du nord, mais aussi entre acteurs africains des différents pays. Ceci pour renforcer les capacités locales pour la paix.⁶ Car que ce soit pour la prévention directe ou la prévention structurelle, le succès et la durabilité des actions de tous les acteurs extérieurs dépendent des efforts locaux.

5 Voir entre autres les exemples de la RD Congo, du Cameroun, de la Sierra Leone et du Liberia dans cette publication.

6 Voir à propos de l'importance des acteurs locaux les publications de Severine Autesserre, notamment son dernier livre : *On the frontlines of peace*, 2018 <http://www.severineautesserre.com/research/on-the-frontlines-of-peace/>

Prévention des conflits : Possibilités et défis liés à la mise en œuvre des principaux engagements et priorités stratégiques

Par SIDA/ASDI*

La consolidation de la paix et la prévention des conflits sont des concepts et des processus qui se chevauchent. La prévention des conflits ne consiste pas seulement à éviter que ces derniers ne se déclenchent mais aussi à les résoudre ou à empêcher qu'ils ne récidivent. Toutefois, la théorie et les observations donnent à penser que la prévention structurelle est plus efficace aux premiers stades (ou stades latents) du conflit.

Qu'est-ce que la prévention des conflits ?

La prévention des conflits consiste à faire en sorte que les sociétés deviennent résilientes face aux conflits violents en renforçant les capacités locales pour la paix (systèmes, ressources, structures, attitudes et compétences). Les initiatives internationales de prévention des conflits se distinguent souvent des autres concepts et démarches de consolidation de la paix, notamment en ce qui concerne le moment où elles entrent en jeu dans le cycle des conflits, et dans une certaine mesure en fonction des approches et outils spécifiques qui sont appliqués.

Les initiatives de prévention précoce visent à améliorer les relations entre les parties avant l'éclatement d'un conflit violent, tandis que la

* SWEDISH INTERNATIONAL DEVELOPMENT COOPERATION AGENCY/
AGENCE SUÉDOISE D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
Extrait de : Paix et conflits (aperçu thématique) Prévention des conflits,
décembre 2017, www.sida.se

Le Plan d'action 2030 et la prévention des conflits violents

Le Plan d'action 2030 peut constituer un cadre mondial de coopération pour la prévention du conflit violent. De nombreuses causes premières communes aux conflits sont traitées par le biais de leurs finalités et de leurs cibles. Par exemple, l'ODD (Objectif de Développement Durable) 16 va bien au-delà de la prévention et de la résolution de la violence en révolutionnant des questions structurelles telles que la prise de décision inclusive et participative et la protection des droits humains. L'ODD 10 comprend des objectifs visant à promouvoir l'intégration sociale, économique et politique de chacun, tandis que le 5ème ODD favorise l'égalité des sexes.

L'horizon prévisionnel de 15 ans devrait permettre aux bailleurs de concentrer leur programme sur des problématiques qui exigent une attention soutenue et de longue durée. En outre, les indicateurs qui permettront de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des ODD seront différenciés par groupe d'identité et par appartenance sociale, ce qui permettra d'identifier les exclusions et les inégalités horizontales et d'agir en conséquence. En effet, l'appel lancé par Le Plan d'action 2030, préconisant que « personne ne soit laissé pour compte » dans les progrès du développement, constitue une base solide pour une initiative visant à promouvoir l'intégration politique, économique et sociale – et donc des actions de développement qui contribuent à prévenir les conflits.

prévention tardive concerne la résolution ou la prévention d'une récidive. Les méthodes, approches et autres mécanismes de mobilisation sont souvent classés dans les catégories de *prévention directe* et de *prévention structurelle*, bien que ces méthodes se recoupent souvent, de la même manière que les phases du cycle du conflit. La prévention directe

fait référence à des initiatives à court terme mises en place à un moment critique dans le but d'avoir un effet de désamorçage immédiat sur les tensions ou sur la violence. Ces initiatives comprennent, entre autres, un dialogue plus approfondi, une médiation et toute autre mesure de renforcement de la confiance, un déploiement international préventif et la création de zones de paix. La prévention structurelle fait référence à des initiatives de coopération au développement à plus long terme dans une multiplicité de secteurs qui tentent de s'attaquer aux causes profondes des tensions et de la violence. Dans une perspective de paix inclusive et favorable au développement, la prévention structurelle constitue l'aspect le plus pertinent de la prévention des conflits... La prévention structurelle implique des initiatives à long terme visant à transformer les principales sources socio-économiques des conflits, les influences politiques et institutionnelles qui empêchent les pays et les sociétés de régler les tensions de manière constructive et pacifique et qui pourraient entraîner le déclenchement ou la résurgence d'un conflit armé.

Les opportunités de contribuer à la prévention des conflits

QUOI : Identifier et cibler les causes profondes de la violence et des conflits en fonction du contexte

Les conflits violents sont le reflet d'un ensemble complexe de facteurs, et la prévention des conflits est un processus compliqué qui exige une intervention adaptée à chaque contexte et exécutée dans les meilleurs délais. La conjonction de solides connaissances de la situation présente sur le terrain et d'une bonne vue d'ensemble des outils et approches disponibles en matière de prévention des conflits peut contribuer à renforcer le potentiel de la coopération internationale au développement à long terme pour la prévention des crises. Cela signifie que, en tout lieu, les activités et stratégies de prévention des conflits doivent se fonder sur une analyse des tensions qui s'appuie sur une pluralité de sources et

La Déclaration de Stockholm : Répondre à l'instabilité et construire la paix dans un monde en mutation en se concentrant sur les causes profondes de l'instabilité, du conflit et de la violence

« À la source du conflit et de l'instabilité se trouvent l'injustice, les violations des droits de l'homme, l'inégalité, l'exclusion, la pauvreté, la mauvaise gestion des ressources naturelles et l'absence de dispositions politiques inclusives et d'institutions compétentes. L'appui aux transitions qui permettent de sortir de l'instabilité exige des interventions politiques et ne se limite pas à des réponses techniques.

Il est primordial que ces processus soient ancrés dans des contextes autochtones. Ils doivent être pilotés au plan local, pris en charge au plan local et dirigés au plan local. Il ne peut y avoir de paix durable sans une implication significative de la société civile et on doit accorder une attention particulière à la sensibilisation aux questions de genre et à la participation effective des femmes aux processus de paix et à sa consolidation ».

de perspectives, en particulier les connaissances, le vécu et les conceptions des acteurs locaux. L'analyse du conflit devrait toujours comporter une dimension spécifique au genre, afin de dresser un tableau complet des schémas de violence, des griefs, des risques et des opportunités que connaissent les femmes et les hommes, les filles et les garçons. La profondeur exigée de cette analyse varie selon les contextes et les types d'interventions. Il est généralement recommandé de considérer l'analyse comme un processus continu et réfléchi qui fait appel à des intervenants et des points de vue multiples.

Si nous reconnaissons la nature contextuelle de toute situation d'instabilité, de violence et de conflit, deux facteurs se révèlent être

des causes importantes de la plupart des crises d'aujourd'hui : (i) La dynamique destructrice du pouvoir et (ii) les schémas de marginalisation et d'exclusion. D'autres causes sous-jacentes pourraient inclure l'injustice, les violations des droits humains, les inégalités, l'exclusion, la pauvreté, la mauvaise gestion des ressources naturelles, l'absence de solutions politiques inclusives et d'institutions compétentes et réactives.

QUI : De l'importance de procéder à des analyses des parties prenantes et du pouvoir.

Une sélection minutieuse des partenaires et des bénéficiaires est essentielle à la réussite des stratégies et approches de prévention des conflits, et un juste équilibre doit s'établir entre les actions menées avec les structures étatiques officielles et non officielles, la société civile et ses administrés, les acteurs privés, de même qu'entre des groupes sociaux d'appartenance, de sexe et d'âge différents. Cette sélection doit être étayée par une analyse approfondie des parties prenantes et du pouvoir qui identifie les besoins, les centres d'intérêt, les positions, l'omnipotence et les ressources des facteurs et acteurs potentiels ainsi que des principaux protagonistes du phénomène de violence.

COMMENT : Prévention structurelle des conflits par le soutien à des politiques, des économies et des sociétés inclusives

Étant donné que les schémas de marginalisation et d'exclusion constituent des perspectives d'avenir déterminantes dans les dynamiques mondiales de la violence et du conflit, les initiatives structurelles de prévention des conflits à long terme peuvent être considérées comme des moyens de promouvoir une politique, une économie et une société plus inclusives. Les sections qui suivent proposent d'autres orientations. Les exemples présentés ci-dessous comprennent à la fois des initiatives bien ciblées en matière de prévention des conflits et des initiatives pour

lesquelles la prévention des conflits devient un objectif secondaire sous forme de composantes et d'activités intégrées dans diverses actions de coopération au développement à long terme.

A) SOUTENIR LES POLITIQUES INCLUSIVES

Dans les pays à risque, la politique représente souvent une forme d'exclusion, tant au niveau des élites, dont certaines sont écartées du pouvoir, qu'au niveau de la société où la participation civique des groupes sociaux peut se trouver limitée en raison de leur sexe ou de leur identité. Des études sur les récurrences des guerres civiles ont montré que l'exclusion politique en constituait l'un des facteurs les plus importants. Les pays dotés d'institutions politiques inclusives parviennent également plus souvent à assurer un développement économique à long terme. Des institutions efficaces et une bonne gouvernance deviendront alors des stratégies fondamentales pour éviter qu'une grande partie de la population n'ait recours à la violence armée en invoquant des points de vue et des besoins non satisfaits.

B) ENCOURAGER DES ÉCONOMIES INCLUSIVES

Les inégalités horizontales se caractérisent par des discriminations entre groupes culturellement définis (ou construits), par opposition aux inégalités verticales, qui se traduisent par des inégalités entre les ménages ou les individus.

Le risque de conflit est plus élevé dans les pays où le revenu par habitant et la croissance économique sont faibles. D'ici 2030, la majorité des couches les plus pauvres de la population mondiale pourrait vivre dans des zones touchées par des conflits. Cependant, le sous-développement économique, les faibles taux de croissance et la pauvreté ne conduisent pas inévitablement à des conflits ; tous les pays pauvres ne sont pas touchés par des conflits violents et les pays à revenu moyen ne sont pas épargnés, comme l'illustre par exemple la flambée des hostilités en Syrie ou en Irak. Plus précisément, lorsque les inégalités économiques – qu'il

s'agisse de l'accès à l'emploi, aux revenus ou aux biens – s'inscrivent dans le cadre de groupes identitaires (« **inégalité horizontale** »), le risque de conflit augmente. La détection de différences de revenus et de formes pluridimensionnelles de pauvreté entre les régions, les sexes etc., ainsi que de sentiments d'exclusion, constitue un élément important pour évaluer les situations de tension croissante et élaborer un système de détection précoce.

C) SOUTENIR LES SOCIÉTÉS INCLUSIVES

Alors que l'on suppose souvent que les prestations de services sociaux peuvent consolider les relations entre l'état et la société, des recherches récentes suggèrent que le sentiment d'équité suscité par l'allocation elle-même importe davantage. L'égalité d'accès aux services de sécurité et de justice semble constituer un indicateur particulièrement important pour prédire les conflits violents. Les inégalités culturelles entre les groupes peuvent également engendrer des tensions. Par exemple, les décisions relatives aux langues officielles, à la religion ou aux événements culturels qui favorisent certains groupes par rapport à d'autres peuvent exacerber les divisions sociales, créant des clivages qui peuvent être instrumentalisés par la violence. Inversement, des relations pacifiques et constructives entre l'état et la société, ainsi qu'au sein des communautés et entre celles-ci, peuvent concourir à prévenir les conflits. Les valeurs culturelles qui définissent les rôles des hommes et des femmes, telles qu'une virilité qui se traduirait par la participation à des actes de violence, peuvent également devenir des éléments moteurs du conflit. Dans un contexte de tensions croissantes, il est important de soutenir le renforcement de l'égalité entre les sexes, tant en termes d'intégration des femmes dans les processus décisionnels qu'en termes de prévention des violences sexistes.

QUAND : Accompagner la prévention des crises à chaque phase du cycle des conflits

La Sida/Asdi soutient actuellement un large éventail d'initiatives globalement définies en termes de prévention structurelle et de consolidation de la paix. Néanmoins, la plupart de ces interventions sont mises en œuvre dans des contextes qui connaissent déjà des conflits violents et dans des situations post-confliktuelles, alors que la théorie et les observations donnent à penser que la prévention structurelle est plus efficace aux premiers stades (stades latents) du conflit. En intégrant systématiquement la sensibilisation aux conflits dans les stratégies et démarches de coopération au développement et d'aide humanitaire, l'Asdi/Sida et ses organisations partenaires peuvent découvrir des opportunités supplémentaires pour optimiser le potentiel de la prévention des conflits tout au long de ses différentes phases.

Quelques défis majeurs

Des formes de violence et de conflits de plus en plus complexes

Les conflits et leurs conséquences ne se limitent pas à un seul pays et à ses frontières. Les causes profondes du conflit au niveau national et local sont en lien et en interaction avec les risques plurinationaux et les sources de tensions telles que le trafic illicite de drogues et d'armes, la traite des êtres humains, les épidémies sanitaires et l'extrémisme violent. En s'attaquant à ces risques et ces facteurs de crises transfrontalières, l'ONU a introduit une troisième catégorie dans la prévention des conflits, la « **prévention systémique** ». Dans cette approche de prévention, on admet de plus en plus que les systèmes d'alerte précoce et les cadres analytiques doivent inclure des vecteurs régionaux pour garantir une approche holistique. La collaboration entre les organismes et le partage de données et d'expériences constituent désormais un aspect important du succès des initiatives de prévention. Pour l'Asdi/Sida, cela

impliquerait peut-être également de privilégier la sensibilisation aux conflits et leur prévention dans les échanges d'informations et la coordination avec les partenaires et autres parties prenantes, y compris dans des contextes qui ne sont pas immédiatement considérés comme des « contextes de crise ».

Comprendre et faire face aux protagonistes armés non gouvernementaux

Les conflits sont devenus plus complexes et multiformes, alimentés par de nombreux facteurs et intervenants internes et externes. Ils impliquent souvent une myriade d'acteurs au comportement peu conventionnel et peu respectueux du droit international humanitaire et se caractérisent par des opérations de guerre irrégulière, le terrorisme et une politique d'élite. On admet de plus en plus la nécessité de comprendre les points de vue des groupes armés non gouvernementaux et de négocier avec eux pour garantir l'accès humanitaire, conclure un accord de paix et mettre en œuvre des activités de développement à long terme dans les zones touchées par le conflit.

Le risque de nuire

Il est très difficile pour les acteurs extérieurs de saisir pleinement la violence et la dynamique de conflits locaux, nationaux et régionaux interdépendants, ce qui est pourtant essentiel pour élaborer efficacement des stratégies et des réponses adaptées aux conflits. Les initiatives de prévention des crises risquent d'exacerber les tensions si elles ne sont pas soigneusement planifiées et gérées. Les politiques ou les procédures destinées, par exemple, à remédier aux inégalités, en particulier celles qui visent les groupes économiquement ou politiquement défavorisés, avec pour but la redistribution du pouvoir ou des biens, la promotion de l'emploi ou l'augmentation des revenus, peuvent elles-mêmes alimenter les tensions si elles ne sont pas gérées avec soin. Elles peuvent,

par exemple, contribuer à une sensation de partialité ou de favoritisme vis-à-vis d'un groupe par rapport à d'autres, et révéler ou renforcer l'importance des questions identitaires comme ligne de faille dans un conflit, aggravant ainsi par mégarde les divisions sociales.

Mesurer les résultats et l'impact de la prévention des conflits

L'un des principaux défis consiste à mesurer l'efficacité de la prévention des conflits, car les crises évitées sont tout simplement indécé-
lables. Cependant, grâce à des théories du changement bien définies, il est encore possible d'effectuer une analyse nuancée de la manière dont une intervention contribue à la prévention d'un conflit dans un système plus large de facteurs interdépendants. Ces théories du changement privilégient une interprétation détaillée des principales sources et moteurs de tensions dans un contexte spécifique, des méthodes et activités proposées pour faire face à ces conflits, et envisagent une contribution explicite de l'initiative en termes, par exemple, d'amélioration des relations et de renforcement des capacités pour gérer les tensions de manière pacifique.

Les acteurs du changement : **Les rôles de la société civile dans la prévention** **de la guerre et la consolidation de la paix**

*Par Catherine Barnes**

Principales observations

Les acteurs du changement : les fonctions essentielles de la société civile en matière de consolidation de la paix

La société civile répond aux conflits de nombreuses façons. Bien qu'elle se joigne souvent aux forces qui soutiennent la guerre, elle représente aussi l'une des énergies les plus puissantes en faveur de la paix. On comprend bien le rôle des OSC dans l'aide humanitaire, le développement et la protection des droits de la personne. Beaucoup moins connues sont les multitudes de moyens par lesquels elles participent activement à la construction de la paix. Pourtant, elles jouent un rôle à tous les stades de l'évolution d'un conflit et de sa résolution : depuis l'apparition des situations d'injustice jusqu'à la prévention de la violence, depuis la création de conditions propices aux pourparlers de paix jusqu'à la médiation d'un accord et la tâche d'en assurer la consolidation et depuis de l'aménagement d'un programme politique international jusqu'à la guérison des psychés marquées par la guerre. Ces rôles peuvent se répartir en huit grandes fonctions de consolidation de la paix par la société civile.

*© 2006 Centre européen pour la prévention des conflits
info@conflict-prevention.net www.gppac.net

RÉGLER LES CONFLITS DE MANIÈRE CONSTRUCTIVE

Parfois, les structures de pouvoir qui régissent une société sont profondément oppressives. Bien qu'il n'y ait pas toujours de guerre à part entière, la vie de nombreuses personnes peut être perturbée par une violence structurelle profonde, souvent associée à une violence directe réelle ou redoutée. Les militants de la société civile peuvent jouer un rôle fondamental dans le dénouement de ces situations en faisant émerger un conflit et en lui permettant d'éclorre de manière non violente afin de susciter les changements nécessaires. Souvent mobilisés par une situation de déclenchement qui provoque une réponse de type « trop c'est trop », ils rassemblent les étincelles de résistance de toute une population dans un mouvement capable de remettre en cause les structures de pouvoir concernées. Parfois, ils utilisent les systèmes institutionnels et juridiques en place pour demander des comptes aux gouvernants ou pour remédier aux injustices. Ils associent souvent des stratégies juridiques officielles à des approches qui visent à sensibiliser le public et à transformer les attitudes et les relations conflictuelles. Les OSC peuvent se porter témoins de violations et compromettre l'autorité morale et la légitimité des agresseurs. L'acte même de dénonciation et/ou de divulgation publique de la situation peut faire éclater la vérité d'une façon dont il est très difficile de faire abstraction et permettre aux gens de prendre les mesures nécessaires pour faire évoluer la situation. Cette confrontation favorise parfois des conditions qui conduisent à long terme à l'effondrement des régimes. Elles peuvent également dissuader le grand public de consentir ou de se livrer à des actes qui favorisent les abus et l'oppression.

LE CONFLIT EST DONC ADOPTÉ COMME UNE FAÇON DE TRAVAILLER DE MANIÈRE PROACTIVE VERS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE CHANGEMENT SOCIAL et constitue une caractéristique de la lutte pour la justice. Les militants de la société civile peuvent manifester à la fois le « pouvoir de résister » aux forces oppressives – généralement en mobilisant des mouvements de masse efficaces en faveur du changement – et

le « pouvoir de révéler » l'oppression et ainsi délégitimer l'autorité des oppresseurs. En outre, ils ont le « pouvoir de persuader » à la fois l'opinion publique et les décideurs de trouver des moyens plus constructifs pour répondre à des situations de conflit spécifiques et résoudre les problèmes structurels qui sont à l'origine de ces derniers. Ce qui souligne l'importance de canaliser les conflits par le biais de processus pacifiques capables d'apporter des changements constructifs.

FAIRE ÉVOLUER LES ATTITUDES CONFLICTUELLES : LE POUVOIR DE RECADRER ET DE MODIFIER LES VISIONS DES CHOSES

De nombreux artisans locaux de la consolidation de la paix dans des sociétés en proie à des conflits prolongés encouragent le dialogue entre les peuples au-delà des divergences pour commencer à modifier une dynamique de crise bien enracinée. On y parvient souvent en établissant une communication directe entre des personnes ayant un attribut commun, soit un rôle professionnel (p. ex., enseignants, journalistes), des caractéristiques identitaires (p. ex., femmes, jeunes) ou des expériences du conflit (p. ex., combattants, conseillers politiques) de nature similaire. Le fait de rencontrer ceux qui étaient jusqu'alors perçus comme des ennemis et de les considérer comme des êtres humains peut ébranler la perception de « l'autre » et remettre en question les discours de haine. Il peut en résulter un bouleversement des perceptions du conflit et, en fin de compte, une transformation personnelle. Il se peut que ces personnes – et celles qui les entourent – commencent à chercher des alternatives à la poursuite de la guerre parce qu'elles savent dorénavant qu'il existe dans l'autre communauté des gens qui, de la même façon, sont en quête de solutions acceptables pour ce conflit.

ENVISAGER UN AVENIR MEILLEUR : LA CAPACITÉ D'IDENTIFICATION, D'ANALYSE ET DE PROPOSITION

Les acteurs de la société civile peuvent contribuer à façonner une politique de paix en identifiant les difficultés et les lacunes politiques jusqu'alors occultées, en analysant les problèmes et en suggérant des

solutions. En résumé, ils peuvent définir l'ordre du jour principal des questions qui devront être abordées pour répondre à une situation de conflit et traiter les questions de paix et de sécurité sur une plus grande échelle. Les groupes de la société civile peuvent analyser la situation, émettre des recommandations, élaborer des options stratégiques et engager un dialogue politique pour résoudre les conflits. Ils sont également en mesure de déclencher des campagnes de plaidoyer pour éveiller une volonté politique chez les décideurs et mettre en œuvre des stratégies afin d'atteindre les résultats souhaités. Ainsi, les efforts de la société civile pour sensibiliser le public à un certain nombre de problèmes sont étroitement liés aux initiatives visant à inciter les décideurs politiques à prendre des mesures pour y remédier.

Les processus de paix durables ne doivent pas se limiter à trouver des moyens de mettre fin aux combats; il faut aussi s'attacher à soutenir les sociétés sur la voie d'un avenir plus équitable et plus pacifique. Dans certains conflits, les militants de la société civile ont sollicité un vaste débat public sur le type de société que les citoyens souhaitent créer. Non seulement cela a permis d'établir un « plan directeur » des objectifs pour l'avenir, mais aussi de révéler les causes profondes des conflits auxquelles il faut s'attaquer si l'on veut que ces aspirations se concrétisent. Dans certains cas, ces idées ont été directement intégrées à l'ordre du jour des négociations de pourparlers de paix et aux propositions concernant les méthodes à suivre pour traiter au mieux ces questions.

MOBILISER L'ENSEMBLE DES ACTEURS EN FAVEUR DE LA PAIX : SUSCITER DES APPUIS ET FAIRE PRESSION

Les personnes impliquées dans les conflits armés justifient souvent leurs actions en se fondant sur leur autorité en tant que gouvernements ou en prétendant représenter des causes populaires. Les acteurs de la société civile peuvent contester ces affirmations en démontrant que l'opinion publique rejette les approches militaires et soutient les solutions alternatives. Les médias pacifistes, les projets artistiques, les concerts et

autres méthodes créatives, ont toujours réussi à toucher le grand public. Parfois, ces initiatives impliquent des protestations de masse contre le recours à la force militaire ou des manifestations en faveur des processus de paix. En révélant l'existence d'importants regroupements pour la paix, ils sont en mesure de constituer une force de persuasion et d'inciter les gouvernements et les groupes armés à réagir de manière différente. Cela peut contribuer à transformer la dynamique sociale et politique pour favoriser un climat propice à la consolidation de la paix et à la viabilité d'un processus politique de négociations pacifistes.

Pourtant, les populations locales sont souvent incapables de faire face par elles-mêmes à toutes les dimensions et à tous les facteurs des conflits. Cela peut s'avérer particulièrement difficile lorsqu'il existe de graves déséquilibres de pouvoir, quand de nombreuses parties au conflit sont constituées par des acteurs extérieurs (comme des pays puissants alliés à l'un des groupes armés) ou lorsque les belligérants sont fortement enclins à faire en sorte que les avantages tirés de « l'économie de guerre » se pérennisent. Dans ces cas, les stratégies peuvent avoir besoin de la solidarité et de la collaboration de partenaires clés dans différents pays du système planétaire. Cela suppose la nécessité d'une démarche de collaboration plus systématique entre les acteurs de la société civile et les gouvernements et autres acteurs ayant un intérêt dans la situation ou y exerçant une influence. On peut encore améliorer les choses grâce à un travail coordonné de pressions et de sensibilisation auprès d'auditoires nationaux et internationaux.

PROMOUVOIR LA SÉCURITÉ : LE POUVOIR DE RÉDUIRE LA VIOLENCE ET DE FAVORISER LA STABILITÉ

Il est très difficile pour les gens de s'engager et de soutenir le rétablissement de la paix lorsque leur sécurité de base est menacée. C'est l'une des raisons pour lesquelles ceux qui veulent saboter un processus de paix intensifient la violence contre les civils. Si les forces de sécurité conventionnelles de l'État peuvent jouer un rôle important en matière de protection, elles représentent trop fréquemment un aspect du pro-

blème ou sont tout simplement incapables de s'acquitter de leurs responsabilités. Les soldats de la paix sont souvent déployés trop tardivement, ils sont trop peu nombreux ou dotés d'un mandat inadapté pour assurer une protection suffisante à la population civile. Pourtant, les forces de sécurité de l'État et les effectifs de maintien de la paix mandatés par la communauté internationale ne sont pas les seuls à être équipés pour répondre efficacement aux actes de violence. Les communautés qui en subissent les conséquences ne sont pas uniquement des victimes des événements. Dans de nombreux cas, elles ont pu prendre des initiatives pour prévenir la violence et atténuer les effets des conflits armés. Les structures communautaires – en particulier lorsqu'elles travaillent en partenariat avec les autorités et les missions internationales – peuvent suivre l'évolution de la situation et adopter des mesures proactives pour désamorcer la montée en flèche du conflit. Dans un certain nombre de régions ravagées par la violence, l'un des moyens les plus efficaces de remédier au problème est de faire en sorte que la communauté s'implique activement dans la prévention en résolvant les querelles sur le terrain et en empêchant les personnes en proie à des griefs personnels d'embrigader les autres dans le conflit. En outre, le fait de coopérer pour contribuer à la sécurité mutuelle peut se révéler un puissant instrument de renforcement de la confiance. Cette pratique peut aider à préparer les communautés à une coexistence pacifique dans la société en général.

Le pouvoir de donner l'alerte et d'agir : avertissements précoces et réactions immédiates. Les personnes établies dans une société sont souvent les mieux placées pour identifier les raisons d'un conflit, les motivations de ceux qui le provoquent, et pour suggérer des actions précises qui pourraient le canaliser dans une voie plus pacifique. Ces éclairages peuvent favoriser le développement de stratégies subtiles et très ciblées qui ne nécessitent ni ressources importantes ni mesures coercitives, en particulier lorsqu'elles sont mises en œuvre au stade précoce du cycle d'un conflit. Si les OSC peuvent être à l'origine de contributions vitales

dans l'élaboration de réponses internationales aux conflits, il est également essentiel de stimuler les systèmes locaux pour faire face aux risques de violence.

La surveillance civile. Les initiatives de suivi de la société civile visant explicitement à soutenir des processus de paix sont peu connues. Pourtant, elles peuvent avoir une influence singulière sur la création de la stabilité et de l'espace appropriés pour étayer les négociations politiques officielles et répondre aux aspects locaux de contextes de conflit plus généralisés. Elles s'appuient généralement sur une solide connaissance de la dynamique et des développements propres à chaque région qui peuvent déclencher l'escalade d'un conflit. Grâce à des observateurs crédibles (et généralement indépendants), elles sont en mesure de délivrer des informations et des analyses validées par les parties au conflit et autres intervenants. Elles émettent souvent des recommandations visant explicitement à renforcer la confiance et il peut leur arriver de travailler avec toutes les parties concernées pour les faire appliquer. Leur crédibilité découle souvent du fait que leurs membres sont perçus comme non/ou multi partisans (p. ex. composés de personnes ayant des liens avec toutes les parties au conflit), leur principale préoccupation étant les intérêts et les besoins des civils non combattants. En parallèle à la surveillance des cessez-le-feu officiellement convenus, les observateurs communautaires peuvent participer à des activités qui contribuent à renforcer la confiance du public, telles que le suivi de l'évolution des institutions gouvernementales ou des relations entre communautés.

Interposition, accompagnement et maintien de la paix civile. Partant du constat que, dans de nombreux contextes – sinon tous –, la simple présence de témoins extérieurs peut avoir un effet dissuasif sur la violence, des actions non armées ont été déployées par la société civile afin de réduire la violence politique et protéger les civils non-combattants. Au nombre des activités civiles de maintien de la paix figurent le suivi, l'accompagnement protecteur et l'interposition, c'est-à-dire un posi-

tionnement physique entre des forces opposées pour contrer une attaque violente. De nombreuses initiatives reposent sur l'utilisation d'un système de contacts internationaux-locaux, associant des étrangers à des personnes résidentes pour assurer une présence symbolique, indiquant ainsi que le monde est à l'écoute.

Le succès repose souvent sur une croyance des agresseurs potentiels selon laquelle les étrangers auraient des relations internationales. Cette conception peut modifier leur évaluation des « coûts par rapport aux avantages » dont ils pourraient bénéficier en attaquant. Ces initiatives peuvent également soutenir les efforts de résolution des conflits de la population locale.

INSTAURER LA PAIX : FAVORISER LA CONCLUSION D'UN ACCORD

Les négociations visant à mettre fin aux conflits armés sont souvent considérées comme l'apanage exclusif des gouvernements et des dirigeants des groupes armés, les autorités concernées et les OIG (Organismes d'Intérêt Général) y jouant un rôle de rassembleurs et de médiateurs. La nature « officielle » de ces processus a fait que les contributions possibles de la société civile ont été négligées. Depuis les années 1990, de nombreuses initiatives de la société civile en faveur de la paix ont pourtant révélé un potentiel inestimable pour soutenir la perspective d'un accord durable.

Les communications par « voies dérobées » et le dialogue non officiel. En même temps qu'ils contribuent à créer un climat propice aux pourparlers, les acteurs de la société civile jouent parfois un rôle direct dans le rétablissement de la paix. Ils peuvent aider à ouvrir des portes de communication entre les parties en conflit. Grâce à leur statut officieux et discret, ils sont en mesure de fournir des « voies dérobées » confidentielles pour transmettre des messages entre adversaires. Les OSC peuvent également faciliter les processus de dialogue non officiels des Pistes II et 1 1/2, auxquels participent des personnes proches des dirigeants gouvernementaux et des groupes d'opposition armés. Les deux

méthodes offrent aux parties l'occasion de s'engager dans la communication nécessaire pour déterminer si les négociations politiques peuvent être viables, établir des relations avec une plus grande compréhension des points de vue d'autrui sur le conflit et examiner les options pour le résoudre.

Médiation/conduite des négociations de paix. Certains acteurs non officiels de la société civile ont également fait office de médiateurs et facilitateurs principaux dans les négociations de paix officielles. Ce rôle est plus communément assumé par les diplomates des gouvernements concernés ou bien par les Nations Unies ou les organisations régionales. Ces médiateurs offrent souvent des ressources financières et, dans de nombreux cas, ils exercent des pressions politiques sur les négociations. Pourtant, dans certaines circonstances, le simple fait que les médiateurs de la société civile ne peuvent offrir que leur confiance et leurs compétences constitue l'une des raisons principales pour lesquelles ils sont acceptés quand d'autres conciliateurs seront rejetés. Ils déploient généralement des processus non coercitifs et participatifs pour permettre aux personnes concernées de mieux comprendre les raisons du conflit et les mesures à prendre pour le résoudre. Au lieu de compter sur une force extérieure qui exercerait des pressions et inciterait les parties à conclure un accord, puis leur fournirait les ressources nécessaires à sa mise en œuvre, les belligérants doivent de préférence travailler ensemble sur les différentes options, en attendant de pouvoir conclure des accords mutuellement acceptables. Ces derniers seront alors plus susceptibles de perdurer parce que les parties concernées tendront à mieux comprendre pourquoi les compromis étaient nécessaires et pourquoi l'accord conclu représentait la meilleure solution possible.

Participation du public aux négociations de paix. Pourtant, il existe certains processus de paix dans lesquels certains groupes de la société civile participent directement aux négociations. Ces processus tentent généralement de parvenir à des accords complets sur les nouvelles

structures étatiques et autres questions clés au cœur du conflit. C'est là que la société civile peut se révéler particulièrement précieuse, car en général, ses membres sont plus motivés par le désir de favoriser un changement durable que par la quête du pouvoir.

Consolidation des accords de paix. Les conflits ne sont pas transformés par de simples accords; ils exigent que l'on s'engage à résoudre les problèmes récurrents par des moyens politiques. La société civile joue également un rôle important en contribuant à faire en sorte que les accords conclus par les parties soient maintenus, notamment en sensibilisant et en instruisant le public sur l'accord en tant que tel. Elle peut être déterminante en ce qui concerne le renforcement des appuis. Un sentiment d'appropriation publique du processus de paix peut se révéler fondamental pour sa pérennité. Si le public et la société civile organisée ont été exclus du processus ou estiment que ce dernier n'a pas répondu à leurs besoins réels, ils seront moins enclins à travailler activement à sa mise en œuvre. Sans l'appui d'un large public, il y existe peu de garanties contre les personnes qui veulent faire échouer l'accord.

« LA PAIX PRAGMATIQUE » : LE RÉTABLISSEMENT DE LA PAIX AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE

De nombreuses initiatives – en particulier celles qui sont menées par les artisans de paix de la société civile – visent à consolider la paix au niveau des communautés locales. Les conflits armés prolongés au sein des états atteignent généralement toutes les strates de la société. Les conflits nationaux et régionaux sont liés à une dynamique de crise auto-entretenu sur le plan local. Dans certains cas, la persistance de la violence au niveau communautaire génère une pression qui pousse à un chaos plus grand, sabotant les efforts de rétablissement de la paix à plus grande échelle. Inversement, une prévention efficace des conflits et un rétablissement de la paix sur le terrain peuvent étayer des processus de paix de grande envergure en créant une stabilité suffisante pour que des initiatives politiques pacifistes plus vastes puissent se déployer.

Cela se vérifie particulièrement lorsque les membres d'autres communautés découvrent ce qui a été accompli et s'en inspirent pour lancer leurs propres initiatives.

Même lorsque les processus de paix nationaux sont bloqués ou inexistants, les communautés de base peuvent agir pour résoudre les problèmes qui génèrent les crises et aggravent la violence à l'échelle locale. Parfois, elles traitent les dynamiques locales instables qui pourraient dégénérer en violence et intensifier les conflits et la guerre dans la société en général. Souvent, elles s'associent aux efforts déployés en vue d'avoir une incidence concrète sur la vie quotidienne des membres de la communauté. Parfois, elles parviennent à faire émerger des « îlots de paix » dans un contexte de guerre plus généralisé. Les accords de paix locaux disposent rarement d'un statut juridique officiel. Ils comptent sur la capacité des gens à tenir les engagements qu'ils ont pris – souvent appuyés par une pression considérable des pairs issus d'autres membres de leur communauté. Pourtant, c'est justement parce que ces derniers réalisent qu'il est dans leur propre intérêt de trouver un moyen de vivre ensemble de manière pacifique que ces résultats peuvent être si durables.

TRANSFORMER LES CAUSES ET LES CONSÉQUENCES DU CONFLIT

S'attaquer aux causes et aux conséquences structurelles du conflit armé. Les conventions sur papier ne signifient pas grand-chose si les populations souffrent encore des conséquences de la guerre et si les inégalités qui en sont la cause sont laissées sans réponse. Des engagements financiers, techniques et politiques soutenus sont nécessaires pour faire évoluer ces conditions. Des actions gouvernementales déterminées, conjuguées à une aide internationale appropriée, sont indispensables pour faciliter la réhabilitation des communautés touchées par la guerre et contribuer à faire en sorte que chacun puisse bénéficier d'un « dividende de la paix ». Cela peut être encore renforcé par la participation des OSC locales et internationales à l'analyse des stratégies ainsi qu'à la mise en œuvre des programmes et aux prestations de services.

En définitive, cependant, il est impératif que le gouvernement s'engage à adopter des politiques en vue de créer des structures et des conditions plus aptes à répondre équitablement aux besoins de tous. La société civile peut jouer un rôle important en suscitant la volonté politique de consolider cet engagement. Pourtant, le simple fait de rétablir des structures antérieures à la crise – ce qui pour beaucoup semble l'action la plus évidente à mener après une guerre – peut contribuer à perpétuer le conflit (ou même à le ranimer) plutôt qu'à le résoudre. La société civile locale, souvent soutenue par ses partenaires internationaux, peut jouer un rôle fondamental dans la promotion de cette transformation structurelle à long terme et dans la résolution des conflits en cours concernant les objectifs de développement en ayant recours à des procédures pacifiques.

Démilitariser les esprits, guérir les psychés et favoriser la réconciliation. S'il est impératif de répondre aux besoins pratiques pour instaurer une paix durable, la transformation des relations dégradées par les conflits peut exiger des processus encore plus complexes permettant aux personnes de retrouver leur dignité et de développer leur empathie au-delà des fractures causées par les crises. Cela peut impliquer que les parties reconnaissent pleinement leur responsabilité dans les abus qu'elles ont commis et prennent des mesures pour remédier aux injustices passées et présentes. Il est également nécessaire de changer les attitudes qui ont permis et soutenu le conflit ; passer d'une vision de « l'autre » en tant qu'ennemi – ce qui remet implicitement en question son appartenance à la communauté humaine – à une perception de ses semblables comme des êtres avec qui l'on peut, tout au moins, coexister. Bien qu'une telle transformation ne soit peut-être pas obligatoire pour que cessent officiellement les hostilités, le manquement à cette tâche peut signifier que la dynamique sous-jacente du conflit demeure non résolue avec le risque de créer les germes d'une future discorde. Si les gouvernements ont les moyens – et le devoir – de jouer un rôle de premier plan dans la promotion de la réconciliation, il faut toutefois faire évoluer le « cœur

et l'esprit » de ceux qui ont été touchés par le conflit et qui, de ce fait, ne peuvent être maîtrisés. Ces changements peuvent être déclenchés par les initiatives authentiques des acteurs de la société civile, qui s'appuient essentiellement sur leur créativité pour générer des expériences qui permettent aux gens de se connecter au-delà des divisions et de faire évoluer leur façon de voir les choses. Il s'agit souvent de réactiver les traditions culturelles et les ressources spirituelles qui renvoient aux sources les plus profondes, porteuses de sens pour les personnes touchées par le conflit. Les groupes de la société civile ont souvent trouvé des moyens pour encourager les procédures qui visent à établir la vérité et de veiller à ce que le passé ne soit pas simplement occulté par un mur de déni. Ces initiatives peuvent se décliner sous forme de projets de documentation et d'études universitaires, de créations théâtrales et autres productions artistiques et littéraires, de monuments commémoratifs et d'expressions symboliques ou rituelles du deuil, de réparation et de reconnaissance des personnes qui ont souffert. Toutes ces formes peuvent fournir des points d'accès qui permettent aux gens de se souvenir et de se confronter au passé.

Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR). Les conflits armés prolongés tendent à militariser d'importantes couches de la population concernée. Les sociétés sont souvent saturées d'armes militaires, mais aussi de soldats – avec parfois un grand nombre d'enfants – dont la vie a été modelée par l'expérience du combat. Un élément important du succès ou de l'échec des processus de DDR est la mesure dans laquelle ils sont inspirés par les idées et les besoins des personnes intéressées et jusqu'à quel point ils y répondent. Les perspectives de succès seront multipliées si les programmes de collecte des armes sont jugés favorables aux intérêts et aux besoins des membres de la communauté dont ces forces de combat sont issues. Les acteurs locaux de la société civile peuvent faire office de paratonnerre dans le but de faire émerger et de mettre en œuvre des stratégies appropriées et durables.

Transformer les valeurs et les cultures : une éducation pour la paix. De nombreuses OSC visent à s'attaquer aux sources de violence structurelle et à renforcer la sécurité humaine. Par leur participation aux processus politiques, au dialogue stratégique, au suivi, aux campagnes de plaidoyers et aux protestations, elles contribuent à améliorer la capacité des gouvernements et des structures étatiques à répondre aux besoins de leurs citoyens. Elles peuvent également jouer un rôle important pour atténuer les tensions sociales et les conflits. Elles s'opposent au racisme, à la xénophobie et à la discrimination et elles encouragent la tolérance et la promotion d'une culture de paix. Les méthodes axées sur la personne, telles que les ateliers de déconstruction des préjugés et le dialogue interconfessionnel, peuvent compléter des actions visant à combattre la discrimination par des réformes politiques et une réorganisation structurelle. Souvent, ces initiatives sont axées sur les jeunes, qui possèdent peut-être de plus grandes capacités de changement que les générations plus âgées. Les camps d'été, les écoles intégrées et les programmes d'échange peuvent tous promouvoir ce que nous connaissons aujourd'hui sous le nom de « travail de la prochaine génération ». Les personnes de tous âges peuvent être habilitées à résoudre les conflits depuis la base vers le sommet. Au fur et à mesure que leurs connaissances et leurs compétences grandissent, elles devraient permettre à ces notions de s'enraciner dans la conscience dominante. L'un des moyens d'y parvenir consiste à modifier les normes et à soutenir les réponses aux crises constructives en systématisant l'éducation pour la paix et la résolution des conflits.

Partenariats pour la paix

En résumé, les initiatives de la société civile sont souvent à la source de réponses novatrices aux conflits. Si la société civile dans son ensemble n'est pas nécessairement une force de paix, les initiatives et les débats nourris par les OSC en constituent souvent l'élément moteur. Leur contribution à la transformation sous-jacente des conflits et à la conso-

lisation de la paix englobe aussi bien les activités visant à soutenir le développement individuel et à cultiver des normes positives dans les communautés que la lutte contre les politiques, les systèmes et les structures d'exclusion qui soulèvent des mécontentements. En fin de compte, un engagement généralisé, rassembleur et dynamique au sein de la vie citoyenne peut devenir l'incubateur des institutions et des usages nécessaires à la résolution pacifique des conflits et générer une gouvernance meilleure et plus réactive, indispensable pour assurer une paix durable.

S'il est rare que les initiatives de terrain parviennent à transformer des schémas plus généralisés de conflits et de guerres, il n'est pas non plus possible de faire évoluer ces schémas sans amorcer des changements au niveau communautaire. C'est pourquoi de nombreux analystes et praticiens approuvent l'observation de John Paul Lederach selon laquelle il faut construire la paix de la base vers le sommet, du sommet vers la base et du centre vers la périphérie. Pourtant, les méthodologies permettant de franchir l'étape du passage à l'échelle supérieure, simultanément et de manière coordonnée, sont encore mal développées. La solution semble donc reposer sur la négociation de partenariats dynamiques et stratégiques.

La responsabilité première de la prévention des conflits incombe aux gouvernements nationaux et autres acteurs locaux. Un renforcement du sentiment d'être partie prenante est susceptible d'aboutir à des processus plus légitimes et à des résultats plus durables. Le rôle premier des intervenants extérieurs est de créer des espaces et de soutenir des processus participatifs qui permettent aux personnes directement concernées de prendre des décisions sur des dispositifs précis aptes à traiter les causes du conflit. Ces intervenants devraient contribuer à renforcer les capacités disponibles et éviter les actions qui écartent et affaiblissent les initiatives de terrain ou qui favorisent des objectifs à court terme au détriment d'une prévention à long terme. En partant d'une compréhension commune des sources du conflit et des facteurs qui persistent à le générer, les personnes domiciliées en dehors du pays peuvent chercher à enrayer certaines des causes « localisées » en dehors du système

(comme les fournisseurs d'armes des pays tiers ou les politiques préconisées par des gouvernements étrangers qui intensifient les combats).

Les partenariats pour la paix peuvent devenir l'antidote aux systèmes et aux réseaux qui soutiennent la guerre. Pourtant, pour exploiter ce potentiel, nous devons reconnaître la légitimité des OSC en matière de paix et de sécurité et renforcer la reconnaissance officielle du rôle qu'elles jouent dans le partenariat pour la prévention des conflits. Ce processus pourra alors devenir opérationnel grâce à des ressources et des mécanismes plus consistants au service de l'interaction entre les OIG, les OSC et les gouvernements afin d'institutionnaliser la capacité de prévention.

Toutefois, il est probable que les initiatives visant à passer à une culture de paix et à donner la priorité à la prévention plutôt qu'à la gestion des crises ne pourront se poursuivre durablement qu'à la seule condition que le monde entier prenne conscience que la sécurité universelle ne se trouvera pas au bout du fusil ; en revanche, c'est en déployant des efforts collectifs pour répondre aux besoins humains fondamentaux et renforcer les systèmes de gestion pacifique des différences que nous pourrons œuvrer au mieux à une paix durable.

La société civile, l'engagement citoyen et la consolidation de la paix

*Par Thania Paffenholz et Christoph Spurk**

Conclusions et hypothèses de recherche

Une bonne compréhension des rôles de la société civile est une condition indispensable pour que celle-ci puisse avoir un impact sur la consolidation de la paix. Ce principe est tout aussi important du point de vue des sociétés civiles nationales ou locales et de leurs stratégies, que de celui des soutiens extérieurs. Cette recherche démontre que la fusion du discours de la société civile sur la théorie de la démocratie et le développement avec le débat sur la reconstruction de la paix mène à une compréhension plus claire et plus ciblée du rôle de cette dernière dans la consolidation de la paix. Plus précisément, l'application d'un cadre analytique fonctionnaliste apporte une contribution majeure à l'état actuel du débat. L'application de ce cadre analytique, fondé sur une analyse bibliographique générale et sur les informations tirées des études de cas et des évaluations, a permis d'obtenir un certain nombre de résultats.

Sur les sept fonctions de la société civile, six sont appliquées dans la pratique actuelle de la consolidation de la paix. Toutefois, dans ce domaine, certaines fonctions s'appréhendent sous un angle différent de celui de la démocratisation ou exigent d'être adaptées à des fins de consolidation de la paix. La fonction de prestation de services (déjà

* Extraits de : Thania Paffenholz, Christoph Spurk, *Civil Society, Civic Engagement and Peacebuilding*, World Bank SOCIAL DEVELOPMENT PAPERS Conflict Prevention and Reconstruction Paper No. 36/October 2006, Web: <http://www.worldbank.org/conflict>

Tableau 1 : Comparaison des fonctions de la société civile dans la démocratisation et la consolidation de la paix

Fonctions de la société civile Démocratisation	Comprendre la Démocratisation	Fonctions de la société civile	Comprendre la Consolidation de la paix	Hypothèses de recherches sur la pertinence et l'efficacité lors des phases de conflit
Protection	Contre les attaques de l'État qui menacent la liberté, la vie et la propriété	Protection	Protection contre les attaques de toutes les parties armées	Pertinence accrue en période de conflit armé
Suivi	Suivi et contrôle des activités de l'État et des droits des citoyens	Suivi & Alerte précoce	Idem que pour la démocratisation, avec en ajout le suivi des questions pertinentes pour l'alerte précoce.	Pertinence accrue en période de conflit armé, néanmoins uniquement efficace en synergie avec une fonction de protection et de communication
Plaidoyer/ Communication avec le public	Articuler les intérêts et présenter les questions pertinentes au débat public	Plaidoyer & Communication avec le public	Idem que pour la démocratisation, avec en ajout la participation au processus de paix	Pertinence accrue dans toutes les phases d'un conflit armé
Socialisation	Forger des comportements et des habitudes démocratiques ainsi que la tolérance et la confiance	Culture de Paix & Socialisation	Changement d'attitude afin d'inculquer une « culture de paix » et de réconciliation	Effets à long terme, essentiels uniquement dans la phase post-confliktuelle
Cohésion sociale	Bâtir le capital social, combler les clivages sociaux, renforcer la cohésion sociale	Cohésion sociale dans les situations de conflits	Établir des passerelles entre groupes adverses	Pertinence en période de conflit armé, mais principalement au lendemain d'un conflit ; plus efficace que la « culture de paix »
Inter-médiation	Équilibrer les intérêts et les pouvoirs publics	Intermédiation/ Facilitation	Favoriser les échanges entre tous types d'acteurs différents, pas uniquement entre les citoyens et l'état.	L'engagement international de la SC est moins important ; l'engagement local de la SC est pertinent pendant et après un conflit armé.
Prestations de service	Fournir des services de base axés sur les besoins des citoyens	Prestations de service	Peut faire office de portail d'accès à d'autres fonctions de consolidation de la paix dans le cas où les acteurs seraient conscients de ce potentiel.	Ne constitue pas une fonction de la société civile dans la consolidation de la paix

controversée dans la recherche sur la démocratie) ne s'est pas révélée comme une fonction spécifique à la société civile pour la promotion de la paix. Toutefois, la prestation de services peut créer des voies d'accès importantes pour la consolidation de la paix via la société civile, principalement en ce qui concerne les fonctions de cohésion sociale dans les situations de conflit et de médiation.

Le cadre analytique en lui-même est orienté vers une meilleure compréhension et une meilleure analyse du rôle constructif de la société civile. Il ne fait pas état des contributions actuelles ou potentiellement négatives que ses intervenants pourraient apporter ; Il ne décrit pas non plus les obstacles à l'instauration d'un environnement favorable à la société civile dans la consolidation de la paix. À ce jour, il ne précise ni le calendrier et l'échelonnement des appuis de la société civile ni le rôle de ses différents acteurs, pas plus que l'impact de ses diverses fonctions sur la consolidation de la paix ni le rôle des aides extérieures. Les réponses précises à ces questions exigent des études de cas plus approfondies. Néanmoins, cette étude a permis de dégager un certain nombre de réflexions et d'identifier quelques obstacles au rôle constructif de la société civile dans la consolidation de la paix et des conditions qui lui sont favorables.

Ce dernier chapitre présente les conclusions générales des recherches effectuées jusqu'à présent et examine quelques points supplémentaires qui devront faire l'objet d'études de cas comparatives plus détaillées pour chaque pays.

1. Enseignements tirés et obstacles à la consolidation de la paix via la société civile

La société civile a un rôle important à jouer dans la consolidation de la paix. Fondée sur une analyse des fonctions de la société civile, cette étude a démontré que cette dernière peut apporter une contribution importante à la consolidation de la paix à court, moyen et long terme. Les recherches sur la démocratie révèlent que la société civile a joué

un rôle crucial dans les transitions démocratiques en Europe orientale. Le constat le plus percutant des recherches sur la consolidation de la paix via la société civile est la corrélation directe entre la participation de cette dernière aux négociations de paix et la pérennité de l'accord : plus cette participation est importante, plus l'accord sera susceptible d'être maintenu. La fonction la plus importante de la société civile dans la construction de la paix semble être le plaidoyer, en particulier le fait de faire entendre sa voix et de soumettre ainsi des enjeux importants au programme de consolidation de la paix. D'autres contributions de la société civile sont également essentielles à la promotion de la paix, en particulier l'observation des droits de l'homme qui contribue à la protection de la société civile et les activités conjointes qui permettent d'établir des passerelles dans des sociétés divisées.

Prudence devant le seul enthousiasme à propos de la société civile. La simple existence de la société civile et des efforts déployés pour la soutenir ne contribue pas automatiquement à la consolidation de la paix. La société civile (de même que ses appuis extérieurs) doit clairement identifier ses objectifs et démontrer la pertinence de ses fonctions/rôles particuliers dans les différentes phases du conflit et de la reconstruction de la paix. Les appuis de la société civile doivent se fonder sur les résultats escomptés plutôt que sur les seules bonnes intentions. La société civile a beaucoup à apporter à la consolidation de la paix durant toutes les phases d'un conflit, mais si un appui extérieur est fourni, il doit être fondé sur une analyse minutieuse et des objectifs précis.

Les soutiens actuels de la société civile méconnaissent la nature de ses rôles et de sa composition. La pratique actuelle de soutien de la société civile a une approche axée sur ses acteurs et se concentre sur l'identification des groupes qui peuvent soutenir la consolidation de la paix. Cette démarche repose essentiellement sur le simple postulat selon lequel la société civile a besoin d'être soutenue et contribuera d'une manière ou d'une autre à la consolidation de la paix. Ces appuis doivent au contraire se baser sur une analyse solide de la composition et des caractéristiques de la société civile dans un contexte national particu-

lier et des fonctions spécifiques de cette dernière dans le cadre de la promotion de la paix à une phase donnée du conflit/processus de paix.

Les fonctions de la société civile ne sont pas toutes également efficaces dans les différentes phases d'un conflit. Il est de surcroît important de noter que, selon les fonctions de la société civile, celles-ci auront des priorités différentes pour chaque phase du conflit. Lors ou aux lendemains immédiats d'un conflit armé, les activités de protection, de suivi et de plaidoyer/communication publique apparaissent clairement comme une priorité. D'autres fonctions, telles que la culture de la paix, semblent s'inscrire dans le long terme et devraient donc être moins prioritaires au cours des premières phases de reconstruction de la paix. Néanmoins, il manque encore quelques preuves empiriques pour vérifier ces résultats préliminaires.

La société civile n'est pas toujours bénéfique – Attention à la société « incivile ». La société civile a aussi ses zones d'ombre. De nombreux acteurs de la société civile adoptent des comportements peu civilisés, ils prêchent la haine contre d'autres groupes et peuvent inciter à la violence. Cela peut se produire tout particulièrement pendant, et immédiatement après, un conflit armé lorsque la vulnérabilité de l'État offre aux groupes qui ne respectent pas les principes civils de meilleures chances de proliférer. Cela conforte la réflexion précédente sur la nécessité d'une analyse solide permettant d'évaluer le potentiel, aussi bien positif que négatif, de la société civile et les contextes dans lesquels elle apparaît.

Le rôle de l'État est tout aussi important. La société civile a besoin d'un État opérationnel pour fonctionner efficacement. Dans les périodes de conflit et d'après-conflit, elle doit faire face à un environnement peu favorable en raison de la vulnérabilité de l'État et de la confusion qui règne dans les relations et les réseaux de pouvoir, ou elle peut également se heurter à un État fortement autoritaire qui réprime la société civile. Dans le cas d'un État fragilisé, le soutien de la société civile aura peut-être besoin de se recentrer sur un environnement favorable, notamment les appuis aux structures étatiques et les services de maintien de

l'ordre public, mais aussi sur un renforcement plus spécifique de ses fonctions. Le soutien à la société civile devrait veiller à ne pas affaiblir le rôle de l'État et tenter de développer ces deux aspects de manière à ce qu'ils se renforcent mutuellement. Il faut encore approfondir la réflexion sur les caractéristiques particulières de l'environnement favorable qu'il convient de privilégier.

La société civile va bien au-delà des ONG. Bien que les ONG aient un rôle à jouer dans la consolidation de la paix et qu'elles suscitent le plus grand intérêt et un soutien important, elles ne représentent pas les seuls acteurs aptes à intervenir dans la société civile. Le discours démocratique révèle qu'il existe de nombreux autres intervenants qui remplissent – ne serait-ce que temporairement – une fonction de la société civile. Des témoignages provenant de divers pays prouvent que les bailleurs de fonds ont tendance à soutenir avant tout des groupes modérés de la classe moyenne qui servent souvent de garde-fous vis-à-vis d'autres groupes sociaux. Certains aspects essentiels de la société civile, tels que les mouvements de masse qui peuvent disposer d'une plus grande représentation et d'une légitimité accrue, ont tendance à être marginalisés. Les bailleurs de fonds semblent consacrer peu d'efforts à identifier les acteurs les plus appropriés, préférant plutôt maintenir une relation avec ceux qu'ils connaissent déjà. En revanche, un grand nombre de ces nouvelles ONG urbaines nationales ont des effectifs souvent limités, manquent de représentations politiques ou ethniques équilibrées à l'échelle du pays et sont le plus souvent liées aux institutions politiques. Les initiatives des ONG et de la société civile dirigées par les bailleurs de fonds ont restreint les capacités de créer un capital social national et une appropriation du processus de paix, fragilisant ainsi le processus d'autonomisation et maintenant les groupes nationaux dans une position de faiblesse et de soumission. Pour reprendre les termes d'Edwards : « Le nombre d'ONG est la chose la plus facile à contrôler, mais aussi la moins essentielle » (2004, p. 95).

Expertise critique des effets des ONG sur la consolidation de la paix. Deux enseignements majeurs se dégagent des études sur les effets de la

consolidation de la paix par les ONG. Premièrement, l'appui des bailleurs de fonds a tendance à favoriser les ONG locales basées en milieu urbain et faiblement représentées, évinçant ainsi les autres manifestations, souvent plus représentatives, de la société civile. En privilégiant des ONG non représentatives et la prestation de services, les donateurs monétisent le travail de paix et imposent à ces dernières de rendre des comptes à des bailleurs de fonds externes plutôt qu'aux instances locales. Deuxièmement, les initiatives de paix des ONG ont des effets très limités sur des processus de plus grande envergure. On a supposé que les initiatives des ONG nationales influenceraient automatiquement la consolidation de la paix au niveau international, mais des études récentes ont démontré que le travail de pacification ne peut influencer le processus de paix mondial que sous certaines conditions.

Efficacité et calendrier des diverses initiatives de la société civile. Les quelques études sur l'efficacité du travail de paix confirment que son succès est tributaire de conditions très spécifiques. Il est nécessaire de mener de plus amples recherches pour recueillir des données supplémentaires et élaborer une typologie. Toutefois, les récentes études d'impact dans le domaine de la consolidation de la paix portent principalement sur les interventions à l'échelle du projet sans jamais se pencher sur les types de fonctions/rôles de la société civile qui peuvent avoir un impact sur la consolidation de la paix dans les différentes phases du processus et sous différentes conditions.

La nécessité d'une vision/approche holistique. Pour que la société civile puisse jouer un rôle constructif dans la consolidation de la paix, il faut se fonder sur une conception holistique de la société civile en tant que telle et des appuis qui lui sont nécessaires. Il est non seulement nécessaire d'identifier les fonctions les plus pertinentes de la société civile, mais aussi d'évaluer ce qui la constitue et les conditions et obstacles qui affectent son environnement favorable, notamment le comportement de sociétés « inciviles » potentielles ou avérées et le rôle de l'État.

Peacebuilding toolkit



Série de publications et d'outils pour le travail de paix

À propos de cette série

En collaboration avec un large éventail de partenaires d'organisations non gouvernementales, de gouvernements, de forces armées, d'organisations internationales et du secteur privé, l'Institut des États-Unis pour la Paix (USIP) coopère à l'élaboration d'une doctrine, de structures et de méthodes communes en faveur de la consolidation de la paix. Ce document fait partie d'une série de cadres stratégiques que l'Institut aide à élaborer, le premier d'entre eux étant le Cadre pour la Réussite de l'USIP : États Vulnérables et Sociétés émergeant d'un Conflit.

À propos de l'USIP

L'Institut des États-Unis pour la Paix est une institution nationale indépendante, non partisane, créée et financée par le Congrès. Ses objectifs consistent à prévenir et à résoudre les conflits violents, à promouvoir la stabilité et le développement au sortir des conflits et à renforcer les capacités et les outils de gestion des conflits. Pour ce faire, l'Institut a recours à des connaissances, des compétences et des ressources, et il s'engage directement dans des efforts de consolidation de la paix partout dans le monde.



United States Institute of Peace, 1200 17th Street NW, Washington, DC 20036

WWW.USIP.ORG

Cadre stratégique : Prévenir les conflits violents

Rares sont ceux qui contestent le fait que la prévention des conflits violents est préférable à la gestion de leurs conséquences. En effet, la prévention des conflits s'affirme aujourd'hui fréquemment comme un objectif dans des contextes aussi divers que l'Assemblée Générale des Nations Unies, le Conseil National de Sécurité des États-Unis et les réunions d'ONG locales. En conséquence, plusieurs gouvernements, organisations internationales et ONG, ont pris des mesures pour renforcer leurs capacités institutionnelles en matière de prévention. Malgré des progrès tangibles, les praticiens ne disposent toujours pas de cadres communs pour réfléchir de manière systématique à la manière de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies de prévention. Afin de combler cette lacune, l'USIP a élaboré le cadre stratégique ci-joint. Il est conçu pour servir à un large échantillon de praticiens de la prévention des conflits - depuis les décideurs politiques jusqu'aux intervenants locaux sur le terrain.

Ce cadre s'articule autour d'un résultat final souhaité, d'objectifs clés et de responsabilités en matière de leadership.

Le cadre décrit le résultat final souhaité comme celui d'une « paix durable ». Ce qui ne signifie pas qu'il n'y a pas de différends. Si les divergences sont extériorisées, elles peuvent conduire à des changements positifs quand elles sont gérées correctement. Ainsi, l'objectif de ce cadre n'est pas d'éviter les conflits, mais plutôt d'éviter la violence dans ces conflits.

L'essentiel du cadre se trouve dans les principaux objectifs. Ces derniers se divisent en trois grandes stratégies de prévention potentiellement complémentaires : atténuer les risques planétaires, atténuer les risques sociétaux, stopper et inverser le phénomène d'escalade – ainsi que toute une série d'objectifs dans chacun de ces domaines.

Les responsabilités primordiales en matière de leadership définissent plusieurs thèmes transversaux en ce qui concerne les stratégies de pré-

vention efficaces. Ces dernières soulignent des défis de première importance, notamment la nécessité de se préparer à l'avance aux crises, de planifier et de coordonner des approches aux facettes multiples impliquant un ensemble diversifié d'acteurs, et de veiller à ce que les stratégies à court et à long terme soient complémentaires.

On ne saurait confondre ce cadre stratégique avec une liste de vérifications ni avec un modèle unique pour la prévention des conflits. Pour qu'une stratégie soit efficace dans toute situation donnée, elle doit être adaptée au contexte et aux dynamiques spécifiques décrites dans une analyse exhaustive du conflit. La pertinence de chacune des grandes stratégies et des objectifs correspondants doit être évaluée dans chaque cas particulier.

Ce cadre s'inspire d'un examen approfondi de la littérature scientifique et des outils des praticiens sur la prévention des conflits, notamment le rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la prévention des conflits armés (2006), Investir dans la Prévention de l'Unité de Stratégie du Premier Ministre du Royaume-Uni (2005), la Déclaration Ministérielle du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE sur la prévention des conflits violents (2001), le programme de l'Union Européenne pour la Prévention des Conflits Violents (2001) et le rapport final de la Commission Carnegie sur la prévention des conflits meurtriers (1997). Les ébauches antérieures ont été retravaillées en fonction des commentaires de réviseurs internes et externes.

Février 2009



LA PAIX DURABLE

Atténuer les risques planétaires*

- ◆ Gérer les changements démographiques
- ◆ Réduire les menaces qui pèsent sur l'environnement
- ◆ Assurer la stabilité du système et des marchés monétaires internationaux
- ◆ Restreindre les réseaux financiers illicites
- ◆ Supprimer les incitations au trafic illicite de stupéfiants
- ◆ Établir une réglementation efficace sur les industries minières.
- ◆ restreindre la disponibilité des armes légères et de petit calibre
- ◆ Contrôler les matériaux liés aux ADM
- ◆ Renforcer le respect des droits de l'homme universels

*Les risques planétaires peuvent également être traités à l'échelle régionale, sociétale et nationale.

Atténuer les risques sociétaux

- ◆ Favoriser un environnement de sécurité durable (p. ex., réformer les forces de sécurité, s'engager dans des structures de sécurité multilatérales)
- ◆ Renforcer la primauté du droit (p. ex. Favoriser un cadre juridique légitime ; réformer la police, le système judiciaire et pénitentiaire, appuyer les habilitations légales)
- ◆ Favoriser une gouvernance efficace (p. ex. renforcer les capacités et la responsabilisation des institutions décisionnelles ; soutenir les élections ; une société civile indépendante et des médias libres et responsables)
- ◆ Stimuler une croissance économique équitable (p. ex. réduire les inégalités économiques flagrantes, promouvoir les liens économiques intercommunautaires)
- ◆ Promouvoir le bien-être social (p. ex. soutenir les services de santé, faire respecter les droits de la personne et la non-discrimination).
- ◆ Favoriser la compréhension et la coopération entre les groupes identitaires (p. ex. aider à déterminer les objectifs prioritaires, favoriser le partage du pouvoir, soutenir l'éducation pour la paix).

Stopper et inverser le phénomène d'escalade

- ◆ Favoriser la résolution coopérative des problèmes entre les parties (par exemple, par la médiation, les bons offices, les mécanismes de règlement des différends, les systèmes de gestion des crises).
- ◆ Modifier les structures d'incitation des parties en faveur de solutions pacifiques (par exemple, par le biais d'incitations conditionnelles, de menaces de sanctions/recours à la force, de diplomatie/prescriptions citoyennes, d'implication d'autres parties).
- ◆ Renforcer les modérés, gérer les « fauteurs de troubles » (p. ex. par des mesures d'assistance, d'encouragement, d'intégration conditionnelle, de menaces ou de coercition).
- ◆ Restreindre la capacité des parties à entrer en guerre (par exemple, par des embargos sur les armes, des sanctions économiques ciblées, un déploiement militaire préventif).
- ◆ Protéger les civils (p. ex. à travers un suivi du respect des droits de la personne, des missions d'observation, des services de police efficaces).

Capacités institutionnelles et préparation

- ◆ Renforcer les capacités de prévention (dans les institutions nationales, régionales et mondiales)
- ◆ Instaurer une « culture de la prévention » (dans les institutions nationales, régionales et mondiales)
- ◆ Obtenir les ressources nécessaires

Établissement des priorités et planification

- ◆ Surveiller les risques de près et donner une alerte rapide
- ◆ Établir les priorités en fonction des éventualités de conflits et de leurs conséquences.
- ◆ Planifier des stratégies préventives à facettes multiples adaptées à des lieux spécifiques en fonction (1) de chaque stade de la progression du conflit, (2) de sa dynamique, (3) des intérêts et capacités des parties en conflit et (4) des intérêts et capacités des tierces parties

Choix du moment opportun et coordination

- ◆ Mobiliser l'action préventive au plus tôt (chaque fois que des facteurs de risque importants sont observés) et avec davantage d'intensité et d'urgence dès l'apparition des premiers signes d'aggravation de la violence à grande échelle
- ◆ Coordonner les mesures préventives entre les différents types d'acteurs (p. ex. gouvernement, armée, ONG, OIG).
- ◆ Coordonner les mesures préventives de manière verticale entre les acteurs locaux, nationaux, régionaux et internationaux.
- ◆ Coordonner les mesures préventives dans tous les secteurs (p. ex. sécurité, gouvernance, législation, économie, société civile, aide humanitaire).
- ◆ Veiller à ce que les mesures préventives à court et à long terme soient complémentaires

Tous droits réservés.

Veuillez ne pas reproduire sans citer l'Institut des États-Unis pour la Paix

Le grand débarras

Opinion

*Par Achille Mbembe**

Une fois de plus, quelque chose d'extrêmement troublant se déroule au cœur de l'Europe. Incontestablement, une multitude croissante de voix se fait entendre. Poussées par la force de leurs âmes vivantes, des chaînes humaines de solidarité se forment. Dans l'obscurité de la peur et de la dénonciation, et face à des vagues de répressions incessantes, des hommes et des femmes compatissants cherchent à réveiller les lucioles endormies de l'hospitalité et de la solidarité.

Au milieu d'une anesthésie autrement troublante, une minorité active prend position. Avec une vigueur renouvelée, ils cherchent à dénoncer les actes perpétrés en leur nom contre l'Autre – qui, prétend-on, n'est pas l'un d'entre nous.

Que se passe-t-il ?

Forcés de quitter leurs foyers, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants désespérés se sont lancés dans des voies d'exode. Un autre grand cycle de repeuplement se déroule dans le monde.

Cependant, ces personnes ne sont pas des déserteurs. Elles sont des fugitives. Menacées par l'une ou l'autre calamité ; elles ont abandonné leurs lieux de naissance et d'enfance, lieux où elles ont vécu, mais qui, un jour, sont devenus inhabitables, des demeures impossibles.

* Historien et philosophe camerounais. Original anglais (source : <https://mg.co.za/article/2018-06-22-00-the-great-riddance>) Traduction française par prof. Thierry Nlandu, Université de Kinshasa, RDC. – Achille Mbembe est le lauréat du Prix Ernst Bloch 2018 et du Prix Gerda Henkel 2018.

En réponse à ce grand bouleversement, des refrains familiers et bien rodés résonnent à l'unisson. « Explosion démographique. » « Conflits armés. » « La montée de l'extrémisme religieux. » « La ruée vers l'Europe. » « La crise des migrants. » « Pourquoi viennent-ils ici ? » « Ils devraient rester chez eux. »

Légitimant la fable de « l'aide étrangère », nombreux sont ceux qui croient encore aux contes de fées. Malgré le fait qu'entre 1980 et 2009, les transferts nets de ressources financières de l'Afrique vers le reste du monde ont atteint le seuil d'environ 1 400 milliards de dollars et que les transferts illicites ont atteint 1 350 milliards de dollars, la croyance reste ferme⁹: les pays du Nord subventionnent ceux du Sud.

En outre, il semble moins préoccupant que les pays ayant un produit intérieur brut faible ou intermédiaire aient accueilli plus de 90% des 65,6 millions de réfugiés actuellement déplacés et déracinés dans le monde.

Dans ce secteur, comme dans d'autres, une ère de fantaisie et d'étroitesse d'esprit est en vogue. Les vieux préjugés sont constamment recyclés à partir de la ferraille, et dans un processus cyclique typique des discours racistes, de nouveaux fantasmes sont suggérés. « C'est à la fois culturel et civilisationnel » proclament les pseudo-experts érudits. « Ils fuient à cause des tensions entre les générations ». « Plus ils sont pauvres, plus ils sont susceptibles de partir, mais à mesure que leurs conditions de vie s'améliorent, leur désir de vivre ailleurs grandit ». Des profondeurs de l'ombre, un vieux spectre revient hanter les esprits avec des invasions de hordes venues de pays surpeuplés – des pays « où les femmes en donnent encore sept ou huit ».

La solution ?

Nous devons fermer les frontières. Filtrer ceux qui arrivent à les franchir. Les traiter. Choisir qui nous voulons voir rester. Déporter le reste. Signer des contrats avec des élites corrompues des pays d'origine, des pays en transition. Ils doivent être transformés en gardiens de prison de

l'Ouest, avec qui l'activité lucrative d'administrer la brutalité peut être sous-traitée.

Ces États doivent devenir les protectorats de l'Europe – à la fois des prisons pour ceux qui veulent partir et des enclaves pour ceux dont il serait préférable de se débarrasser. Et surtout, nous devons faire en sorte que les Européens aient plus d'enfants. C'est l'essence de la pierre angulaire de la politique migratoire européenne au début de ce siècle.

Frontières et « frontiérisation »

En vérité, le problème n'est pas les migrants, ni les réfugiés, ni les demandeurs d'asile. Le problème ce sont les frontières. Tout commence avec elles, et tous les chemins leur reviennent. Elles ne sont plus simplement une ligne de démarcation séparant des entités souveraines distinctes. De plus en plus, elles sont le nom utilisé pour décrire la violence organisée qui sous-tend à la fois le capitalisme contemporain et notre ordre mondial en général – les femmes, les hommes et les enfants non désirés condamnés à l'abandon; les naufrages et la noyade de centaines, voire de milliers – hebdomadaires; l'attente interminable et l'humiliation dans les consulats, dans les limbes; des jours d'ennui passés à errer dans les aéroports, dans les commissariats, dans les parcs, dans les gares, puis sur les trottoirs de la ville, où la nuit tombée, des couvertures et des chiffons sont arrachés à des gens déjà dépouillés; des corps dégradés par un manque d'eau, d'hygiène et de sommeil. Bref, une image de l'humanité sur un chemin de ruine.

En fait, tout ramène aux frontières – ces espaces morts sans aucun lien qui nient l'idée même d'une humanité partagée, d'une planète – la seule que nous avons, que nous partageons ensemble et à laquelle nous sommes liés par l'éphémère de notre condition commune. Mais peut-être, pour être tout à fait exact, nous ne devrions pas parler de frontières mais de « frontiérisation ».

Quelle est alors cette banalisation, sinon le processus par lequel les puissances mondiales transforment de façon permanente certains

espaces en des lieux infranchissables pour certaines classes de populations ? De quoi s'agit-il, si ce n'est la multiplication consciente des espaces de perte et de deuil, où la vie d'une multitude de personnes jugées indésirables est brisée ?

Qu'est-ce que c'est, sinon une façon de faire la guerre contre des ennemis dont nous avons détruit les moyens d'existence et de survie - avec des ogives d'uranium et des armes interdites comme le phosphore blanc, avec des bombardements à haute altitude des infrastructures de base, avec un cocktail de substances chimiques cancéreuses déposées dans le sol, qui remplissent l'air, la poussière toxique dans les ruines des villes rasées, la pollution des hydrocarbures brûlants ?

Et que devrions-nous dire à propos des bombes ? Au cours du dernier quart du XXe siècle, y a-t-il des bombes auxquelles les populations civiles n'ont pas été soumises ? Bombes aveugles conventionnelles, reconverties avec des systèmes inertiels centraux dans la queue ; missiles de croisière avec systèmes intégrés de chasse à l'infrarouge ; bombes électroniques destinées à paralyser les centres nerveux électroniques de l'ennemi ; bombes qui explosent dans les villes émettant des rayons d'énergie comme des éclairs ; -bombes qui, bien que non mortelles, brûlent leurs victimes et élèvent la température de leur peau ; bombes thermobariques qui libèrent des murs de feu, absorbent tout l'oxygène des espaces environnants, qui tuent avec des ondes de choc, asphyxient presque tout ce qui respire ; bombes à fragmentation qui dévastent les populations civiles, se dispersent dans les airs, dispersant de mini-munitions conçues pour exploser au contact sur de vastes zones ; une pléthore de bombes, des manifestations absurdes d'un pouvoir destructeur incalculable. En bref, écocide.

Dans ces conditions, est-il surprenant que ceux qui le peuvent, les survivants d'un enfer vivant, prennent la fuite et se réfugient dans tous les coins du monde où leur vie pourrait être épargnée ?

Ce genre de guerre d'usure - méthodiquement calculée et programmée, et mise en œuvre avec de nouvelles méthodes - est une guerre contre les idées mêmes de mobilité, circulation et vitesse, et l'âge dans

lequel nous vivons est précisément celui de la vitesse, de l'accélération, de l'abstraction croissante et des algorithmes.

De plus, les cibles de ce type de guerre ne sont en aucun cas des corps singuliers, mais plutôt de grandes portions d'humanité jugées sans valeur et superflues, dont chaque organe doit être spécifiquement frappé d'une manière qui affecte les générations à venir – yeux, nez, bouche, oreilles, langues, peau, os, poumons, intestins, sang, mains, jambes, tous ces gens mutilés, paralytiques et survivants, toutes ces maladies pulmonaires telles que la pneumoconiose, toutes ces traces d'uranium dans les cheveux, les milliers de cas de cancer, les avortements, les malformations fœtales, les malformations congénitales, les fractures du thorax, les dysfonctionnements du système nerveux – tout cela témoigne d'une terrible dévastation.

Tout ce qui précède, il vaut la peine de le répéter, appartient à la pratique actuelle de la marginalisation à distance – réalisée de loin, au nom de la liberté et de la sécurité. Cette bataille, menée contre certains indésirables, les réduisant à des monticules de chair humaine, se déploie à l'échelle mondiale. Il est sur le point de définir les temps dans lesquels nous vivons.

La viande humaine et la chasse à l'homme

Souvent, cette bataille précède, accompagne ou complète les campagnes qui se déroulent entre nous, ou à nos portes – à savoir le suivi de ces corps qui ont fait l'erreur de se déplacer.

Le mouvement, incidemment, est l'essence même des corps humains, mais on suppose que ces corps ont pénétré illégalement certains espaces et endroits où ils n'auraient jamais dû être – des lieux qu'ils polluent maintenant par leur seule présence et dont ils doivent être expulsés.

Comme l'a suggéré la philosophe Elsa Dorlin dans « Se Défendre » : une philosophie de la violence ; cette forme de violence vise une proie. Elle ressemble aux grandes chasses d'antan, à la fois à la chasse

au renard, au piégeage et à leurs techniques respectives – recherche, poursuite, piégeage avant de conduire la proie jusqu’au point où elle est encerclée, capturée ou tuée à l’aide de chiens de chasse et de limiers.

Mais, elle appartient aussi à une longue histoire de chasse à l’homme. Grégoire Chamayou en a étudié les modalités dans son livre « Les Chasses à l’Homme ». Les cibles sont toujours à peu près les mêmes : les esclaves marrons, les Indiens rouges, les Noirs, les Juifs, les apatrides, les pauvres et, plus récemment, les sans-abri.

Ces chasses visent des corps animés et vivants, des corps mobiles, fugitifs et dotés d’une présence et d’une intensité, mais marqués et ostracisés dans la mesure où ils ne sont plus considérés comme des corps de chair et de sang comme le nôtre.

De plus, cette chasse se déroule à un moment où l’accélération des technologies ne montre aucun signe de relâchement, créant une planète segmentée à plusieurs vitesses.

La transformation technologique des frontières bat son plein. Barrières physiques et virtuelles de séparation, numérisation des bases de données, systèmes de classement, développement de nouveaux dispositifs de repérage, capteurs, drones, satellites et robots sentinelles, détecteurs infrarouges et autres caméras, commandes biométriques et nouvelles micro puces contenant des données personnelles, tout est mis en place pour transformer la nature même du phénomène frontalier et accélérer la mise en œuvre de ce nouveau type de frontière mobile, portable et omniprésent.

Confinement et nettoyage

Les migrants et les réfugiés ne sont donc pas, en l’état, l’objet principal de l’argument. De plus, ils n’ont ni nom propre ni visage et ne possèdent pas de carte d’identité. Ils ne sont qu’une sorte d’entité évidée, des voûtes marchantes cachées par une multitude d’organes, des formes vides et pourtant menaçantes dans lesquelles nous cherchons à enterer les fantasmes d’un âge terrifié par lui-même et par son propre excès.

Le rêve d'une sécurité parfaite, qui nécessite non seulement une surveillance systématique complète, mais aussi une politique de nettoyage, est symptomatique des tensions structurelles qui, depuis des décennies, accompagnent notre transition vers un nouveau système technique d'automatisation accrue, de plus en plus complexe, de plus en plus abstrait, composé de multiples écrans – numériques, algorithmiques, voire mystiques.

Le monde a cessé de se présenter à nous dans les termes anciens. Nous assistons à la naissance d'une forme inédite de la relation sujet/objet humain, ainsi qu'à l'émergence de nouvelles manières de concevoir l'espace. Les expériences phénoménologiques que nous tenons du monde sont en train d'être complètement ébranlées. La raison et la perception cessent de correspondre. La panique s'ensuit. Nous voyons de moins en moins de ce qui nous est donné à voir, et de plus en plus de ce que nous voulons désespérément voir, même si ce que nous voulons désespérément voir ne correspond à aucune réalité donnée.

Peut-être que, plus que jamais auparavant, d'autres peuvent se présenter à nous d'une manière physique et tactile, tout en restant dans l'absence fantomatique, dans un vide concret similaire, presque comme un phénomène. C'est en effet le cas des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile. Ce n'est pas seulement la manière dont ils apparaissent parmi nous qui nous plonge dans une angoisse existentielle chronique. C'est aussi la matrice de leur être, dont nous supposons qu'ils ne sont que le masque, qui nous plonge dans un état d'agitation et d'incertitude radicale. Après tout, qu'est-ce qui se cache vraiment derrière ce que nous pouvons voir ?

Dans un monde de plus en plus balkanisé et isolé, où sont les voies migratoires les plus meurtrières ? L'Europe ! Qui revendique le plus grand nombre de squelettes et le plus grand cimetière marin de ce siècle ? L'Europe ! Le plus grand nombre de déserts, d'eaux territoriales et internationales, de chenaux, d'îles, de détroits, d'enclaves, de canaux, de rivières, de ports et d'aéroports transformés en technologies de rideaux de fer ? L'Europe ! Et pour couronner le tout, en ces temps d'escalade per-

manente ; les camps. Le retour des camps. Toute l'Europe a des camps. Samos, Chios, Lesbos, Idomeni, Lampedusa, Vintimille, Sicile, Subotica, la liste continue.

Camps de réfugiés ? Des camps pour personnes déplacées ? Camps de migrants ? Des salles d'attente pour les personnes en transfert ? Zones de transit ? Centres de détention ? Centres d'hébergement d'urgence ? Jungle ? Des paysages composites et hétérogènes, certes.

Résumons tout ce qui précède en une seule phrase, la seule qui dresse un tableau véridique de ce qui se passe : des camps d'étrangers. En fin de compte, c'est tout ce qu'ils sont. Camps pour étrangers, à la fois au cœur de l'Europe et à ses frontières. C'est le seul nom approprié pour ces dispositifs et pour le type de géographie pénitentiaire qu'ils servent à appliquer.

Il y a quelques années, l'anthropologue Michel Agier comptait quelques 400 camps de ce type au cœur de l'Union européenne. C'était avant le grand afflux de 2015. Depuis lors, de nouveaux camps et de nouvelles infrastructures de tri ont été créés tant en Europe qu'à ses frontières, et sur son insistance, dans les pays en développement. En 2011, cet éventail d'espaces de détention contenait jusqu'à 32 000 personnes. En 2016, le nombre total est passé à 47 000. Les détenus sont simplement des personnes sans visas ou sans autorisation de séjour, jugées inéligibles à la protection internationale.

Essentiellement, ce sont des lieux d'internement, des espaces de relégation, un moyen de marginaliser les personnes considérées comme des intrus, de manquer de permis valides, de les rendre illégales et, en fin de compte, de ne pas mériter la dignité.

Fuyant leurs mondes rendus inhabitables, persécutées à la maison et au loin, elles sont venues se trouver dans des lieux où elles n'auraient jamais dû être sans invitation et où leur présence est indésirable.

Il est très difficile d'affirmer que de les regrouper et les écarter de la sorte est fait dans leur meilleur intérêt. Après les avoir détenues dans des camps, les avoir placées dans des limbes et les avoir dépouillées de

tout statut de droits de l'homme, le but est de les transformer en objets qui peuvent être déportés, arrêtés en chemin, voire détruits.

Il faut répéter que cette guerre – qui vise à traquer, capturer, rassembler, traiter, isoler et déporter – n'a qu'un seul but. Il ne s'agit pas tant de couper l'Europe du reste du monde ou de la transformer en une forteresse impénétrable, mais plutôt de conférer aux seuls Européens le privilège du droit de possession et de libre circulation sur l'ensemble de la planète – une planète sur laquelle en vérité, nous devrions tous avoir le même droit.

Le XXI^e siècle sera-t-il le siècle de l'évaluation et de la sélection sur la base des technologies de sécurité ?

Depuis les confins du Sahara, à travers la Méditerranée, les camps sont de nouveau en passe de devenir la dernière étape d'un certain projet européen, une certaine idée de l'Europe dans le monde, son emblème macabre, comme l'avait prédit Aimé Césaire encore trop récemment dans son Discours sur le colonialisme.

L'une des principales contradictions de l'ordre libéral a toujours été la tension entre liberté et sécurité. Aujourd'hui, cette question semble avoir été coupée en deux. La sécurité importe plus que la liberté.

Une société de sécurité n'est pas nécessairement une société de liberté. Une société de sécurité est une société dominée par le besoin irrépressible d'adhérer à un ensemble de certitudes. C'est une peur du type d'interrogatoire qui plonge dans l'inconnu, détarrant les risques qui doivent sûrement être contenus à l'intérieur.

C'est pourquoi, dans une société de sécurité, la priorité est, à tout prix, d'identifier ce qui se cache derrière chaque nouvelle arrivée – qui est qui, qui vit où, avec qui et depuis quand, qui fait quoi, qui vient d'où, qui va où, quand, comment, pourquoi et ainsi de suite.

Et de plus, qui projette de faire ; qui agit, consciemment ou inconsciemment. Le but d'une société de sécurité n'est pas d'affirmer la liberté, mais de contrôler et de gouverner les modes d'arrivée.

Le mythe actuel affirme que la technologie constitue le meilleur outil pour gouverner ces arrivées, que seule la technologie permet de

résoudre ce problème : un problème d'ordre, mais aussi de prise de conscience, d'identifiants, d'anticipation et de prédiction.

On craint que le rêve d'une humanité transparente, dépourvue de mystère, ne soit une illusion catastrophique. Pour le moment, les migrants et les réfugiés en portent le poids. À long terme, il n'est pas certain qu'ils seront les seuls.

Dans ces conditions, comment résister à la revendication d'une province du monde d'un droit universel de prédation, sinon d'oser imaginer l'impossible – l'abolition des frontières, c'est-à-dire donner à tous les habitants de la Terre (humains et non humains) le droit inaliénable à la liberté de mouvement sur cette planète ?

L'art, outil d'émancipation pour la paix

Par Marilyn Douala Manga Bell*

« *C'est quoi les droits de l'Homme ?* » est un questionnement représenté en peinture sur papier canson par un élève du Lycée Bilingue de Bepanda à la fin d'un atelier de peintures organisé en janvier 2017 par **doual'art** et animé par des artistes. Quelques-uns de ses camarades ont également accepté d'exprimer leurs ressentis— espoirs, doutes et frustrations— après avoir été invités à regarder autour d'eux, dans leur environnement, les zones de droits et de non-droits.

En réalité, dans le cadre du festival Salon Urbain de Douala— SUD2017— dont le thème était *La Place de l'Humain*, le projet « Par-



* Présidente de doual'art

cours des Droits de l'Homme à Douala » a été mis en œuvre, avec le soutien de Pain pour le Monde.

Un processus de deux années 2015–2017 a incité des jeunes de 3 établissements scolaires et de 2 quartiers populaires de la ville de Douala à porter un regard attentif sur leur environnement et a surtout créé des plateformes de dialogue public et d'écoute de ces jeunes sur leurs droits, ceux qui leur tiennent à cœur et qui les concernent, dans un contexte social et politique où personne ne leur prête attention.

L'enjeu était de mettre les jeunes au cœur du processus. Il s'est agi de stimuler leur prise de conscience de la place qu'ils peuvent/doivent occuper dans la société et de développer leurs capacités de dialogue sur des thématiques et des sujets cruciaux pour la paix. Celle-ci ne peut se construire que dans des rapports à l'autre apaisés, quand bien même il existe des discordes ou des divergences. Apprendre à échanger sereinement, à argumenter, à défendre des idées, sans passer par des violences verbales ou physiques !

Le processus qui va être décrit ci-dessous a reposé sur un concept primordial : dans l'ère de communication et de médiatisation qui est la nôtre, les arts plastiques (photo, peinture, dessin, sculptures...) donnent une grande visibilité et lisibilité à des discours, pouvant toucher un très large public. Ce processus s'est déroulé en plusieurs étapes.

Comment engager et délier la parole des jeunes ? ...

Par tâtonnements, peu à peu, il nous a semblé évident que parler de l'histoire avec un « H » était la porte d'entrée la plus favorable. Aussi, avec une exposition parlant de la naissance du Cameroun en tant que territoire disposant de frontières et nation dotée d'une législation, tout élève ayant ce sujet dans son programme scolaire ne pouvait être que partie prenante.

L'exposition Kamerunstadt a donc été montée et a tourné dans les 3 établissements du secondaire et 2 quartiers. Ouverte à tous publics, elle a été très bien accueillie, notamment par certains enseignants d'his-

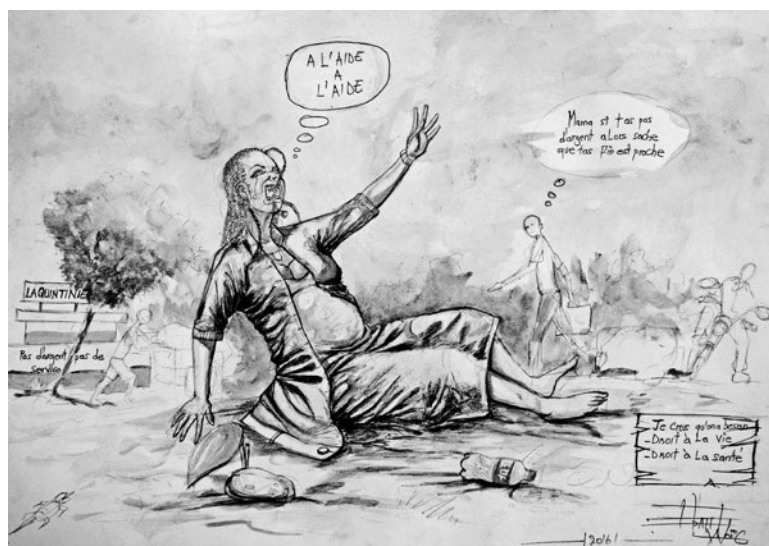
toire qui n'ont pas caché avoir découvert des pans de l'histoire qu'ils ignoraient ! D'où des échanges et dialogues canalisés par des historiens d'université et des juristes pouvant élargir l'horizon sur les dominations coloniales et leurs motivations et, surtout, sur le respect (ou non) des droits. Il est plus aisé de parler de périodes non actuelles.

Les artistes sont entrés en scène pour animer des ateliers de peinture ou de théâtre, incitant les participants à restituer leur compréhension des faits historiques, des résistances et des droits bafoués. Des expositions de résultats de ces travaux d'atelier ont été montrées dans chaque établissement et des représentations théâtrales dans les quartiers.

Dans chacun des établissements, autour de l'exposition, les élèves ont été conviés à présenter leur dessin ou peinture, de développer le choix de tel évènement ou tel personnage, en mettant l'accent sur la question du/des droits.

Et la magie a pris !

Dans un premier temps, très intimidés par une prise de parole publique devant des inconnus, à savoir les élèves des autres établisse-



ments et leurs encadreurs invités à former le parterre des visiteurs, les jeunes orateurs sont devenus des tribuns, capables de défendre leurs choix, les formes, les couleurs ... et de parler des droits bafoués durant la période coloniale.

Forts de leur succès d'avoir surmonté la peur, certains élèves ont alors demandé à s'exprimer sur leur monde contemporain.

D'où un second atelier cette fois dédié à la restitution des droits qui leur tiennent à cœur, qui les concernent directement.

... Cette parole libérée ne peut rester confinée à leur monde d'adolescents! ...

Prolixes !

Les jeunes s'adonnent au dessin et à la peinture, au théâtre comme s'ils s'agrippaient à une bouée ! Ils créent des formes visuelles et savent mieux en parler qu'ils ne savent écrire. Et ils se disent. Et ils nous disent. Ils illustrent ces Déclarations et autres Chartes qui sont censées baliser le vivre-ensemble. Entre eux se nouent de nouvelles amitiés, de nouveaux dialogues. Ils se parlent, commentent le mariage interreligieux qui doit être un droit, les tensions entre francophones et anglophones qui pourraient s'amenuiser s'il y avait de vraies médiations ...

Cette ébullition ne peut rester cantonnée à l'entre soi, bien sûr déjà transversal entre établissements et encadreurs, mais ce n'est pas suffisant.

A l'occasion de la fête de la jeunesse, le 11 février 2017, doual'art donne la parole à la jeunesse.



Devant des autorités, des adultes, des représentants de la société civile réunis dans une salle municipale de la ville, les jeunes sont maintenant invités à montrer leurs expressions picturales et à parler de leurs aspirations à une société plus juste et respectueuse des droits, de leurs droits : un environnement sain/assaini, une protection sociale, le droit à des divertissements gratuits, à l'éducation ... Ils osent montrer et dire. Ils ne veulent plus quitter le podium. Ils ont enfin une plateforme. On les écoute ... on les interroge... Ils interpellent ...

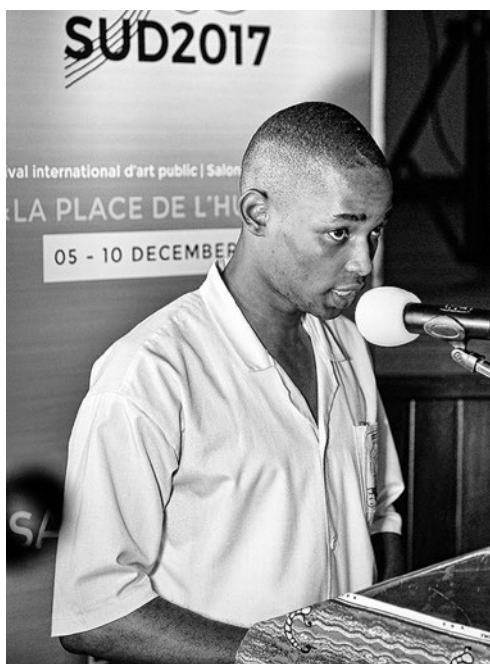


Sortis épanouis de cet exercice, ils sont maintenant tenus de laisser des traces. Et c'est alors le travail de fresque murale au sein de leurs établissements, de manière à partager avec un maximum de personnes de leur environnement. Dans les quartiers, c'est le moment des représentations théâtrales sur des thématiques choisies par les enfants eux-mêmes. Devant de très larges publics.

Enfin, en décembre, c'est l'apothéose, avec une prise de parole forte et digne devant le Délégué du Gouvernement et de nombreuses autorités.

Ils existent enfin !





... Cette parole libérée doit se poursuivre ...

A l'occasion du festival SUD2017, du 5 au 10 décembre, ce sont maintenant les artistes qui vont inaugurer des projets artistiques qui donneront de la durabilité à la parole de cette jeunesse pour qu'elle se définit, qu'elle se prolonge ...

L'artiste Eric Goengrich, avec son œuvre « *The arena of Humanity and the right to business* », crée une arène au sein du lycée bilingue de Bepanda où les enfants sont sollicités pour réfléchir à haute voix à leurs métiers d'avenir. Qui prend la peine ici et maintenant d'accompagner les enfants à lever le voile sur telle ou telle profession... ? et donc à surmonter leurs craintes pour l'avenir !

L'artiste Jean-Jacques Kanté, avec « *Partage de différences* », offre au Club Journal la possibilité de recueillir des écrits de camarades de l'établissement.

L'artiste Mustapha Akrim, incite la proviseure du Lycée Technique à s'engager à ce que les cours d'instruction civique se déroulent sous sa pièce « *Article 1* ».

L'artiste Hervé Yamguen qui vulgarise les articles de la Charte des Droits de l'Enfant, avec « *Les Chaises de la Dignité* » et diffuse un poster par le biais des élèves de l'école primaire qui, très fiers, les remettent à leurs parents en les commentant.

L'artiste Jean-David Nkot qui installe sur une façade d'une rue passante un extrait du discours de Ruben Um Nyobe prononcé en 1952 aux Nations Unies pour dénoncer la fracture entre Anglophones et Francophones dans un même pays, avec tous les risques de compromettre un avenir serein au Cameroun.

... 15 projets artistiques, tous différents, mais qui engagent les artistes et les publics à ne pas rester indifférents sur leur responsabilité individuelle et collective quant à la qualité de vie collective et au respect mutuel.

En guise de conclusion

Tel que décrit ci-dessus, le processus semble simple.

Et il a parfaitement donné les résultats escomptés.

Mais il a fallu se frotter aux difficultés des autorisations, autant à un niveau individuel et domestique (les parents) qu'à un niveau institutionnel !

La grande question du conflit de compétences entre les autorités traditionnelles et les représentants de l'Etat (municipalité, services déconcentrés, collectivités territoriales...) sur les décisions concernant l'espace public, sur le droit à parler haut et clair des traumatismes de l'histoire, a été soulevée lors de la destruction de l'œuvre de Sylvie Blocher.

Ce que l'on retient est tout de même la capacité de la culture à réfréner les instincts de violence, et à laisser place à des relations pacifiques, quand bien même il apparait ici ou là des relations tendues, voire agressives. Il a été démontré durant ce processus de deux ans qu'il est possible de promouvoir et de faire respecter la dignité humaine.

Crédits photos : doual'art, par Linda Dreisen, Yves Makongo

Chefs traditionnels, leaders religieux et société civile : Des capacités de paix dans la crise au Cameroun ?

*Par Flaubert Djateng**

La situation et son histoire

Des grèves et des violences ont éclaté dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun à la fin de 2016. Tout est parti d'une grogne des enseignants et des avocats en réponse à l'usage forcé du français dans les écoles, les tribunaux et autres institutions publiques. La réponse du gouvernement n'a pas apporté d'accalmie et un mouvement séparatiste s'est ensuite saisi de l'affaire et réclame l'indépendance des parties anglophones du Cameroun sous le nom d'Am-bazonia. Il faut rappeler que la formation de l'Etat du Cameroun est passée par plusieurs étapes, sa colonisation en 1885 par l'Allemagne, son occupation par la France et l'Angleterre après la défaite de l'Allemagne pendant la première guerre mondiale, sa mise sous tutelle de la France et de l'Angleterre, l'indépendance de la partie sous administration française, la réunification avec la partie administrée par la Grande Bretagne en Etat fédéral et l'avènement de l'Etat unitaire. Pendant près d'un siècle deux régions, le Nord-Ouest avec pour chef-lieu Bamenda et le Sud-Ouest avec pour chef-lieu Buéa, ont fonctionné sous un système linguistique, éducatif, juridique de culture anglaise inspirée par celle de la Grande Bretagne. Les revendications des enseignants et des avocats se sont ajoutées au sentiment d'abandon et d'exploitation que

* Coordinateur de Zenü Network, consultant/accompagnateur du SCP Pain pour le Monde.

les populations dites anglophones éprouvent depuis plusieurs décennies. Il faut signaler que les premiers puits de pétrole ont été découverts dans la région du Sud-Ouest et leur exploitation par les sociétés françaises n'a pas profité aux populations riveraines des zones d'exploitation, encore moins à la région du Sud-Ouest.

A ce jour, le cours des événements montre une escalade permanente. Chaque jour qui passe, des Camerounais sont tués, civils et militaires, les femmes et les enfants ne sont pas épargnés. Depuis que les autorités du Cameroun en intelligence avec celles du Nigéria voisin ont arrêté les leaders séparatistes et déclenché des actions pour contrer les partisans de la division du pays, on observe l'émergence de groupes pro-sécessionnistes très actifs. Ces derniers essaient par tous les moyens d'empêcher le fonctionnement de l'administration, des écoles et paralysent les activités économiques. Ils n'hésitent pas à enlever des autorités et personnalités publiques, détruire les édifices et les écoles, attaquer et tuer les forces de sécurité. La réponse du gouvernement est la force : répression brutale des manifestations, imposition de l'état d'urgence, restriction de la circulation ; les groupes armés sont traqués et leurs membres sont tués. Dans la hargne, les pratiques des militaires dépassent les limites autorisées et sont condamnées par les organisations de droits humains. La confusion entre les citoyens paisibles et les pro-séparatistes extrémistes renforce le sentiment de frustration et augmente l'adhésion des populations à l'idéologie des sécessionnistes.

De nombreuses initiatives et voix se sont élevées pour demander l'arrêt des tueries. En septembre 2018, à la rentrée scolaire, des groupes de femmes, majoritairement des Eglises se sont rassemblées sur les places publiques de Buéa et de Bamenda pour exiger la paix et l'arrêt des tueries. Chacune d'elles portait des tiges de *Draceana*, un arbuste communément appelé « arbre de la paix » et utilisé dans les cérémonies de médiation et autres actes coutumiers exigeant une entente entre acteurs en conflit et la paix dans les communautés.

Les mois d'août et de septembre 2018 ont connu une montée de la violence teintée d'une cruauté sans pareille. Il est clair que les séparatistes

veulent profiter du contexte pré-électoral pour marquer les esprits. En effet, le 7 octobre 2018, il y aura des élections présidentielles au Cameroun. Les sécessionnistes surfent également sur le mécontentement populaire que suscite le long règne du Président actuel, Paul Biya, et renforcent l'aigreur des populations anglophones qui s'estiment abandonnées et, plus grave, exploitées. Cette montée de la violence inquiète sérieusement et chacun se demande ce qui va arriver. En bref, le climat est délétère et le peuple est inquiet, le gouvernement refuse toute initiative de dialogue, arguant le fait qu'aucun dialogue n'est possible avec des personnes engagées dans les tueries et déterminées à scinder le pays. Les media ne sont pas en reste, le 30 mai 2018, *The Washington Post* avait titré que la prochaine guerre civile en Afrique sera au Cameroun. Ce type de cris d'alarme provenant hors des frontières, renforce les thèses de complots ourdis par l'extérieur, principal argument souvent avancé par le gouvernement.

Que faire ?

Pour des organisations et personnes engagées pour la paix, cette situation suscite non seulement des questionnements, mais aussi la nécessité de trouver des pistes de sortie de ce marasme. On se demande qui peut faire quoi en ce moment ? Et si une institution ou un acteur avait le potentiel d'intervenir, sur quels facteurs devrait-il agir ?

Des organisations comme International Crisis Group (ICG) ont par le passé mentionné l'**Eglise** Catholique Romaine comme la seule capable de travailler pour l'arrêt de cette crise. Il y a d'autres Eglises comme l'Eglise Presbytérienne et la Convention Baptiste qui ont essayé de proposer des voies de sortie aux protagonistes de ce conflit.

Avant la colonisation et actuellement, le Cameroun est structuré en Chefferies dites traditionnelles. Bien que vidés d'une partie de leur pouvoir, les monarques qui dirigent ces **chefferies** ont encore de l'emprise sur la vie des citoyens, mais est-ce qu'ils peuvent jouer un rôle dans l'arrêt de cette crise ? Bien souvent on parle de la **société civile** comme

acteur indépendant qui est présent auprès des citoyens, cette présence lui confère un légitimité pouvant être utile dans des situations comme celles que vivent les populations camerounaises. Il arrive qu'on évoque aussi **la communauté internationale** avec des acteurs comme l'Organisation des Nations Unies et ses démembrements appuyés par un dispositif juridique et militaire des pays volontaires pour s'interposer entre les belligérants ou faire de la médiation.

Au niveau de la communauté internationale une pluralité de voix, jointe à celles des organisations, des pays et des ambassades se sont élevées pour proposer un dialogue inclusif devant regrouper tous les belligérants. La France avec une diplomatie prudente et secrète est très peu visible depuis le début de ce conflit. L'ambassadeur des Etats Unis a fait une sortie bien que controversée sur le règne du Président, il a condamné les violences de part et d'autre. Des discussions ont eu lieu sur les formes d'organisation de l'Etat pouvant offrir un potentiel dans la recherche de réponses aux revendications et réduire le sentiment de frustration des populations. Dans les débats, le fédéralisme s'est vu opposé à la décentralisation comme alternative viable face à la sécession que veulent imposer les séparatistes. Des Camerounais de la diaspora comme Achille Mbembe, ont rendu publique leurs inquiétudes, tout en soulignant les dérives dangereuses de la situation actuelle.

Eglises et confessions : potentiels et limites

Les Eglises Chrétiennes au Cameroun rassemblent plus du tiers de la population. C'est un acteur de poids au regard de ses missions et des services qu'il apporte. Dans plusieurs communautés, l'éducation, la santé et l'eau potable sont l'œuvre des confessions chrétiennes. Il existe des plates formes et des institutions qui facilitent la rencontre entre les Chrétiens et d'autres communautés de foi comme l'Islam, ce qui offre un réel potentiel. Mais il faut observer que depuis le début de cette crise, les Eglises Chrétiennes et surtout leurs prêtres et pasteurs, se sont montrés très divisées sur la question. Les responsables des Eglises selon leurs

positions géographiques ou selon qu'ils soient anglophones ou francophones, avaient des positions différentes et parfois opposées à celles des confrères de la même congrégation. Certains dirigeants, notamment de l'Église Catholique Romaine, se sont prononcés très ouvertement pour la sécession, réduisant du même coup leur potentiel de médiation. Par ailleurs le gouvernement a engagé des poursuites contre le modérateur de l'Église Presbytérienne au Cameroun, le président exécutif de la Convention Baptiste du Cameroun et certains évêques catholiques anglophones, arguant que leurs positions étaient favorables à la fermeture des écoles, et réduisant ceci à une position pro-séparatiste.

En dépit de ces difficultés, l'Église reste un acteur avec un potentiel à exploiter. Il y aura juste besoin de courage et de sérénité pour se mettre ensemble autour de propositions constructives. Les responsables qui prendront en compte les contraintes actuelles et s'engageront pour sortir le pays de la crise auront servi toutes les populations et le pays entier. Une conférence générale, initiative du Cardinal Tumi avec les Imams des mosquées de Buea et Bamenda, et le responsable de l'Église Presbytérienne au Cameroun, prévue pour le mois d'août et reportée pour novembre 2018, vise à choisir des personnes pouvant parler au nom des groupes de populations dans le cadre d'un dialogue national. Le cessez-le-feu préalable réclamé aussi bien du côté des forces de défense que chez les sécessionnistes n'a pas du tout été respecté.

Les chefs traditionnels : évolutions et pistes

Les chefs traditionnels ont toujours été considérés avec méfiance par les colons et aujourd'hui par le pouvoir en place. Du fait de leur aura et aussi de la considération qu'ils ont auprès des populations, les chefs ont la capacité de créer des contre-pouvoirs efficaces vis à vis des autorités en place. Ces derniers ont fait jouer des lois et autres dispositifs juridiques pour réduire l'influence des chefs dits traditionnels. Ces chefs par le passé avaient des fonctions liées à la justice, au paiement des impôts, à la mobilisation des fonds pour des services de base (édu-

cation, santé, routes, etc.) et beaucoup d'autres choses. De nos jours tous ces pouvoirs leur ont été retirés. Puis, ils ont subi des pressions de la part du gouvernement en place et pour subsister pratiquement tous les chefs ont dû s'allier au parti au pouvoir. Cette démarche de survie adoptée par les chefs les a desservis dans l'ensemble. Ils ont pour la plupart perdu leur crédibilité auprès des populations. Leur rôle politique est devenu partisan et ceci s'est manifesté lors de cette crise. En janvier 2017, les chefs traditionnels du Nord-Ouest ont écrit au Président de la république pour réclamer la libération des personnes arrêtées pendant la crise afin de décrier l'atmosphère et créer des conditions de dialogue, ceux du Sud-Ouest ont envoyé une motion de soutien au Président en guise de réponse. Le lien fort qui reste entre les chefs et les populations, se trouve dans les sphères culturelles (rites traditionnels, us et coutumes, gardien des symboles culturels qui représentent l'identité des peuples, etc.).

Les chefs traditionnels du Sud-Ouest et du Nord-Ouest ont été éprouvés par la crise actuelle. Ils sont la cible des séparatistes dans les régions anglophones, car ceux-ci les voient comme représentants du pouvoir. Certains ont été enlevés et torturés, plus d'une dizaine ont même été tués. Plusieurs chefs ont dû abandonner leurs villages parce qu'ils craignaient pour leur vie. Au niveau des chefs francophones, on observe un silence qui étonne les analystes. Il existe au Cameroun des institutions ayant pour but de représenter les intérêts des chefs traditionnels. L'attitude des chefs francophones et de leurs institutions, dénotent un manque de solidarité de leur part vis à vis de leurs pairs des régions anglophones. Si les liens culturels qui maintiennent la relation entre la population et les chefs, font d'eux des acteurs potentiels dans la recherche de solutions à cette crise, le fait de ne pas disposer d'espace pour se rencontrer sur la question, de ne pas partager des valeurs qui les rendent solidaires dans des situations comme celle qui prévaut, fragilisent cette opportunité.

La société civile : noyée et fragmentée

La société civile est pratiquement noyée dans cette crise. Il est difficile de percevoir sa place et même son rôle. Les premiers acteurs se réclamant de la société civile et intéressés à cette situation désagréable étaient pour la plupart anglophones et très liés à la diaspora frustrée. Avec des positions contraires à celles du gouvernement, leur mouvement a été interdit très tôt et les responsables arrêtés. Deux groupes de la société civile se sont illustrés et on a pu les entendre ou les lire pendant cette crise. Tout d'abord les **syndicats** qui ont pu rencontrer le gouvernement et cela a débouché sur des mesures qui tardent à être mises en œuvre. Puis les organisations du domaine des **droits de l'Homme**. Du côté des séparatistes, ils ont décrié l'incendie, la fermeture des écoles et des marchés, les enlèvements, la torture et les tueries, les intimidations et les méthodes barbares. Du côté du gouvernement, l'utilisation abusive de la force, les tortures, les incendies des maisons et des villages, les tueries sans distinction des jeunes, tous confondus avec les sécessionnistes, la brutalité vis à vis des paisibles citoyens, etc. Mais ils n'ont engagé aucune action dans la direction de sortie de crise. On peut mentionner quelques ateliers visant à comprendre ce qui se passe, à l'instar de ceux organisés par le Service Civil pour le Paix, qui a le mérite de mettre les partenaires des zones anglophones et des zones francophones ensemble. Comme chez les chefs traditionnels, l'attitude générale des organisations de la société civile francophone laisse dubitatif. D'un côté, il y a ceux qui sont silencieux et ne font rien, de l'autre, ceux qui ne sont pas conscients des enjeux de la crise et la confondent avec des problèmes de gouvernance, de développement ou de représentation politique que l'on rencontre dans tout le pays.

Les obstacles à une intervention fructueuse et les petits pas à envisager

Il est évident qu'avant les élections d'octobre 2018 une action utile sera difficile voire impossible. Mais au-delà de ce délai, les obstacles majeurs à une piste de sortie semblent être les divisions et les désaccords au sein des confessions, des chefferies et de la société civile. Le pays entier se trouve fortement divisé dans cette crise et c'est par rapport à cela qu'il faut agir.

Comment un début de confiance peut être créé et nourri parmi les différents groupes ?

Même des tout petits pas au sein des différents groupes d'acteurs légitimes, comme les rencontres autour du Service Civil pour la Paix – où francophones et anglophones se retrouvent – peuvent faire avancer une confiance mutuelle si elles créent une ambiance de franchise et de respect mutuel. La conférence prévue par le Cardinal Tumi, les Imans de Buéa et Bamenda, avec l'Eglise Presbytérienne pourra également être un pas en avant.

Au regard de la violence qui sévit actuellement, des déplacements des populations à l'intérieur du pays ou vers le Nigéria voisin, et vu la polarisation qui se développe, on peut dire que les options de dialogue telles que proposées, même avec de bons médiateurs ont très peu de chances de réussite. Comment les acteurs peuvent-ils trouver la capacité de s'approprier ensemble la question et de développer une stratégie qui leur permet de faire le point sur le passé, relevant les questionnements qui ont eu des réponses et ceux qui n'ont pas encore été traités. Est-il possible d'avoir une stratégie et des personnes capables d'ouvrir une consultation publique qui rapproche le peuple actuellement divisé ? Comment rechercher les sujets de rapprochement et réduire les thèmes qui séparent ? Quels systèmes pour communiquer, se rencontrer, échanger et rechercher les points de convergence et de divergence ? Les responsables religieux, les chefs traditionnels et la société civile, s'ils arrivent à dépasser leurs contraintes internes, seraient un potentiel

de résolution de cette crise. Ils disposent de structures et d'une légitimité auprès des populations qu'on peut capitaliser dans cette direction. Il ne faut pas se leurrer, cela prendra du temps.

Bafoussam, septembre 2018

Les médias communautaires sont dans une position idéale pour faciliter le dialogue entre les acteurs d'un conflit

*Propos recueillis par Alexander Vojvoda**

Le professeur Steven Youngblood¹ est Directeur du Centre pour le Journalisme de Paix Mondial de la Park University à Parkville (États-Unis). Depuis 2017, ce Centre collabore avec le projet SCP du Département de Communication de l'Église Presbytérienne (PCC) et avec le Réseau des Médias Communautaires du Cameroun (CCMN ; www.communitymedia.cm) dans le cadre du projet #Election2018 : Médias communautaires, journalisme de paix et couverture électorale sur la mise en place d'un journalisme de paix comme alternative au journalisme conventionnel au Cameroun. Mis à disposition par le SCP, Alexander Vojvoda a procédé à une entrevue auprès du professeur Youngblood sur le potentiel des médias communautaires en tant que plate-forme de dialogue pendant les conflits.

1 Steven Youngblood est directeur fondateur du Centre pour le Journalisme de Paix Mondial de la Park University à Parkville, Missouri USA, où il est professeur de communication. Il a organisé et dirigé des séminaires et des ateliers de journalisme de paix dans le monde entier. Youngblood a été par deux fois titulaire d'une bourse d'études William Fulbright (Moldavie 2001, Azerbaïdjan 2007). Il a également été Haut Responsable du Département d'État américain en Éthiopie en 2018. Le Professeur Youngblood est l'auteur de « Journalisme de Paix : Principes et pratiques » et « Professeur Komagum ». Il est éditeur du magazine « The Peace Journalist », et il rédige et produit le blog « Peace Journalism Insights ».

*Alexander Vojvoda est un activiste des médias communautaires, détaché par le SCP au Cameroun. Il est titulaire d'une maîtrise en sociologie et d'une maîtrise en communication politique. Depuis 2014, il collabore avec le CCMN – Community Media Network Cameroon (www.communitymedia.cm) sur le journalisme communautaire, le développement communautaire et le journalisme pour la paix dans le cadre du programme du Service Civil pour la Paix (SCP).

L'implication des médias dans l'escalade des conflits et l'aggravation de la violence a été amplement attestée, par exemple lors du génocide rwandais de 1994 ou pendant les élections au Kenya en 2007. Toutefois, le rôle tenu par ces derniers pour prévenir le conflit ou atténuer les effets de la violence n'a pas fait l'objet d'un débat exhaustif. Selon vous, quel est le rôle des médias dans la prévention des conflits et/ou l'atténuation de leurs effets ?

J'ai tout d'abord écrit ce blog en Ouganda il y a quelques années, et son message central sur le pouvoir et la responsabilité des médias dans la prévention ou l'atténuation des conflits résonne aujourd'hui plus que jamais.

De : *Peace Journalism Insights*

(Enseignements du Journalisme de Paix), 2009 :

MUNYONYO, OUGANDA – Lorsque j'ai observé les journalistes de la radio ougandaise dans mon cours de journalisme pour la paix, j'ai été frappé de constater qu'ils sont littéralement en mesure de prendre des décisions de vie ou de mort.

La radio dans cette partie du monde a une telle importance, elle est si influente. Les mauvais mots prononcés de la mauvaise façon au mauvais moment peuvent, et ils l'ont fait, conduire à la violence, voire à la mort.

La radio a un pouvoir singulier et impressionnant ici, en Ouganda, et dans une grande partie de l'Afrique. Pour beaucoup, la radio est le seul moyen de communication disponible, car elle ne nécessite ni électricité ni compétences en lecture. Sa réception ne dépend pas de camions en panne et de routes jonchées d'ornières. De plus, la radio est souvent le seul média à s'exprimer dans les langues ethniques locales.

Malheureusement, l'histoire récente de deux pays frontaliers de l'Ouganda démontre l'effrayante capacité des stations de radio à manipuler leurs auditeurs. Au Kenya en 2008, 800 personnes ont été tuées et

250 000 ont été forcées de fuir leur foyer à la suite de violences post-électorales. Des émissions de radio remplies de haine ont joué un rôle dans ce chaos en contribuant à inciter à la violence tribale. Plus terrifiant encore est le rôle joué par la radio de la haine lors du génocide de 1994 au Rwanda où 800 000 personnes ont été tuées. Radio Mille Collines est devenue célèbre pour son implication, qui a commencé par un discours haineux à l'encontre de la minorité tutsi qui s'est transformé en références à peine voilées à l'extermination des « cafards ».

Alors que nous débattions autour de la radio de la haine et de sa capacité à déclencher la violence en Ouganda, j'ai demandé si un bain de sang provoqué par la radio tel que ceux qui ont eu lieu au Kenya et au Rwanda pouvait se produire ici. Sans hésitation, tous les étudiants ont répondu par l'affirmative. Pourquoi ? Cela pourrait se passer ici à cause du pouvoir de la radio et de la facilité à manipuler la population. Un étudiant journaliste a fait remarquer que l'identité ethnique est l'identité la plus importante pour les Ougandais et que s'ils voyaient leur peuple menacé, ils feraient le nécessaire, sur les ondes, pour le protéger. Plusieurs autres étudiants ont acquiescé d'un signe de tête.

Saisissant la question de l'identité ethnique, j'ai dirigé une discussion sur ce qui convient le mieux à leur peuple. L'un des groupes ethniques ou religieux a-t-il bénéficié de la violence au Kenya ou au Rwanda ? Fait-il meilleur vivre en Ouganda après 20 ans de guerre civile ? J'ai souligné que ce que les journalistes pouvaient faire de mieux pour leur groupe et pour leur pays était d'encourager les dialogues sur la paix et la réconciliation, et non d'enflammer les passions et la haine. Certes, ici, dans la région des Grands Lacs en Afrique, personne n'est sorti gagnant de la violence.

Alors que nous clôturions ce débat plein d'émotion, je fus rassuré d'entendre un étudiant déclarer « c'est à nous de faire passer le message » sur le pouvoir de la radio, et sur la lourde responsabilité qui repose sur nos journalistes radio d'utiliser leur plateforme pour promouvoir la paix et la réconciliation au lieu de la haine et la violence. Ma seule pensée fut que le temps presse ici en Ouganda, et que je ferais

mieux de me hâter de dispenser autant de séminaires de journalisme de paix que possible.

Le rôle des médias est donc de rapporter les faits de manière responsable afin de ne pas déclencher ou exacerber les conflits. Cela nous amène au journalisme de paix, que je définis comme le moment où les rédacteurs en chef et les journalistes font des choix qui améliorent les perspectives de paix. Ces choix, notamment la façon de rédiger les reportages et de choisir avec soin les mots utilisés, créent une atmosphère propice à la paix et au soutien des initiatives et des artisans de paix, sans compromettre les principes de base d'un bon journalisme. Le journalisme de paix donne une voix aux artisans de paix tout en rendant les initiatives de paix et les solutions non violentes plus visibles et plus viables. Plus précisément, cela signifie explorer des solutions ; remplacer les récits de type « nous contre eux » par des reportages qui unissent les parties en conflit ; donner une voix aux sans-voix plutôt qu'aux seules élites ; fournir un contexte et analyser et choisir soigneusement les mots et les images utilisées dans nos reportages.

Comment la paix et le journalisme sensible aux conflits aident-ils les organismes de presse à anticiper les situations de crise potentielles et à éviter qu'elles ne deviennent violentes ? Pouvez-vous donner des exemples d'un projet de journalisme de paix qui a réussi à prévenir la violence induite par les médias ?

D'après mon expérience, il existe plusieurs cas en Afrique de l'Est où les outils du journalisme de paix ont aidé à prévenir la violence induite ou exacerbée par les médias au moment des élections. Le Centre pour le Journalisme de Paix Mondial a parrainé plus de 50 séminaires, sommets et conférences sur la paix et le journalisme électoral au Kenya et en Ouganda de 2009 à 2014.

On trouve un exemple de l'impact du journalisme de paix dans les élections kenyanes de 2013. Selon certains observateurs, ainsi qu'une petite étude menée par des étudiants en journalisme de paix à Park University, les médias kenyans ont globalement pratiqué le journalisme

pour la paix au lendemain des élections de mars 2013. Pourtant, il est intéressant de noter que ces derniers se sont attiré les foudres en utilisant ce style de reportage.

L'Institute for War and Peace Reporting (IWPR) a écrit : « Certains détracteurs ont condamné les médias qui n'avaient pas donné suite aux affirmations des politiciens selon lesquelles le sondage était truqué. Par exemple, le candidat parlementaire Ayiecho Olweny a crié à l'injustice après avoir perdu le siège de Muhoroni dont on s'attendait à ce qu'il le gagne facilement. » (28 mars)

Cependant, un journaliste anonyme a déclaré à l'IWPR qu'il aurait été irresponsable de diffuser des accusations sensationnelles, eu égard en particulier au rôle des médias dans les troubles qui ont suivi les élections de 2007. Ce journaliste a dit : « Pouvez-vous imaginer que nous ayons commencé à publier des gros titres sur les élections truquées ? Que serait-il arrivé ? Il y avait déjà trop de tensions dans tout le pays. Je remercie tous mes collègues d'être responsables et de questionner les allégations formulées avant de se précipiter pour en faire la une (à sensation). » (28 mars)

Une étude confirme qu'en 2013, les journalistes kenyans ne se sont pas « précipités pour faire les gros titres » et qu'ils ont plutôt pratiqué le journalisme de paix. À l'aide d'une rubrique qui mesure les différents critères du journalisme pour la paix (la langue, le cadre, les préjugés), une classe de journalisme de paix à la Park University a examiné 35 articles de presse kenyans produits au mois de mars suivant l'élection. La majorité des articles (51 %) ont été qualifiés de journalisme de paix, alors que 9 % seulement étaient considérés comme du journalisme de guerre/traditionnel en raison de leur nature incendiaire. Le reste se situait quelque part entre les deux.

Beaucoup ont fait l'éloge du journalisme responsable et non provocateur pratiqué par les médias kenyans. Le ministère de l'information du Kenya a déclaré que les médias avaient obtenu de bons résultats par rapport à 2007 et qu'ils avaient joué un rôle dans la promotion de la paix et la cohésion nationale. (Association de radiodiffusion du

Commonwealth, 18 mars). Nicolas Benequista, sur le blog de la London School of Economics, a écrit : « Le journalisme kenyan est en mesure d'établir une norme nouvelle et supérieure. La couverture des élections au Kenya en 2013 nous a donné un aperçu de ces possibilités. »

Dans *Peace Journalism Insights*, en 2013, j'ai écrit : « Au Kenya, en Amérique et ailleurs, les médias peuvent encore remplir leur fonction de chien de garde et dénoncer les irrégularités électorales, sans verser dans le sensationnel. Le journalisme pour la paix ne prône rien, il n'envenime pas les choses et n'est autrement asservi à aucun programme politique. Cela ne peut que contrarier les partisans politiques, dont certains dépendent de la haine et des divisions pour faire adopter leurs idées ; d'où les critiques ».

On peut trouver un autre exemple en Ouganda où les tensions étaient fortes avant l'élection présidentielle de 2011. Le projet le plus important, exécuté en collaboration avec la Uganda Media Development Foundation, était un projet de Journalisme Électoral et de Paix en Ouganda en 2010-2011. Au cours des séminaires et des conférences du projet, les participants, principalement des journalistes de radio, ont tout d'abord analysé leurs propres reportages et ceux de leurs collègues, arrivant généralement à la conclusion que leurs reportages étaient partisans, partiels, à sens unique, sensationnels, inexacts, parfois racistes et souvent incendiaires. Il fut alors facile de convertir au journalisme de paix des journalistes et directeurs de médias qui n'avaient aucun désir de déclencher la violence.

Grâce à Gloria Laker, chef de projet ougandais, et à ses collègues de l'ensemble de l'Ouganda, le projet a été couronné de succès. Selon nos données, il ne s'est produit aucun incident de violence induite ou exacerbée par les médias, et aux dires des journalistes, l'on peut directement attribuer cela aux interventions de journalisme de paix entamées 10 mois avant l'élection.

Au Cameroun, vous collaborez avec des partenaires du Service Civil pour la Paix – le Département de communication du PCC et le CCMN – Cameroon Community Media Network – sur la capacité des médias communautaires à fournir des plateformes de dialogue et prévenir la violence induite par la presse dans le contexte des prochaines élections présidentielles, nationales et locales 2018/2019 et celui du conflit violent actuel entre les séparatistes anglophones et le gouvernement. Quel est l'objectif principal de votre travail au Cameroun ?

Je travaillais au Cameroun pour collaborer sur un projet de journalisme électoral et de paix avec le CCMN. Je me suis rendu au Cameroun pour la première fois en juillet 2017. Mon projet de juillet 2018 était à la fois un suivi de l'initiative 2017 et une démarche visant à aider les journalistes à commencer la planification et les discussions de fond sur le journalisme de paix au sujet de l'élection présidentielle Camerounaise d'octobre 2018.

En moins d'une journée au Cameroun en juillet dernier, un thème pour le projet a émergé : la sécurité des journalistes et de ceux qui les forment.

Ma première rencontre a eu lieu auprès d'un journaliste qui avait fui la région anglophone de l'Ouest du pays après avoir reçu des menaces, lui et sa famille. Je tairai ici son nom pour des raisons évidentes. Dans ces régions anglophones, au nord-ouest et au sud-ouest, sévit une violente insurrection antigouvernementale dirigée par des rebelles séparatistes. Mon nouvel ami journaliste a déclaré qu'il avait été pris pour cible par des groupes rebelles parce qu'il faisait son travail et rapportait les faits.

Cela a mené à une discussion sur la façon dont un journaliste, ou un formateur en journalisme de paix comme moi, devient une cible dans les régions du nord-ouest ou du sud-ouest. Ce journaliste a déclaré que le fait de parler de paix dans les régions anglophones mettait sa vie en danger, car un message pacifique est perçu par les rebelles comme une position pro-gouvernementale, anti-rebelle. Il déclara qu'il avait même été accusé d'être soudoyé par le gouvernement pour discuter de la paix.

J'ai demandé quelles en seraient les répercussions sur notre projet de journalisme de paix d'une durée d'un mois, dont une grande partie était prévue dans les villes des régions du nord-ouest et du sud-ouest. Le journaliste nous a fermement déconseillé de nous rendre dans ces régions parce qu'il pensait que les formateurs et les participants aux séminaires seraient pris pour cible par les rebelles. Il a dit que les rebelles considèreraient notre programme de journalisme pour la paix comme pro-gouvernemental, et que certains d'entre eux pourraient même croire que je suis payé par le gouvernement pour couvrir la région de messages en faveur de la paix et donc anti-rebelles.

Nous avons suivi ses conseils et nous ne nous sommes pas aventurés dans les régions du nord-ouest ou du sud-ouest. Mais cela ne nous a pas entièrement protégés, car notre séminaire de trois jours à Bonaberi (près de Douala) a été fermé par les autorités quelques heures à peine après son ouverture. Le débat se poursuit parmi ceux qui pensent que l'action policière n'était qu'une réaction excessive de la part de bureaucrates nerveux et paranoïaques, ou que nous avons été délibérément pris pour cible parce que nous étions journalistes et principalement anglophones.

Il convient de noter que deux autres séminaires à Yaoundé et à Bafoussam se sont déroulés sans anicroche.

Quelles opportunités uniques les médias communautaires offrent-ils pour faciliter le dialogue dans les situations de conflit ? De quelle façon les méthodes et outils journalistiques pour la paix soutiennent-ils les médias communautaires dans leur travail ?

Les médias communautaires sont dans une position idéale pour faciliter le dialogue entre les acteurs d'un conflit. C'est une chose qu'ils peuvent accomplir au plus petit niveau, à l'échelle locale, et de telle manière que la discussion elle-même soit perçue comme productive plutôt que menaçante. L'un des principes clé du journalisme pour la paix est de donner une voix aux sans-voix. C'est précisément ce que les médias communautaires peuvent faire de mieux. En leur permettant de

se faire entendre, ceux qui ont été traditionnellement marginalisés se sentiront habilités et seront moins enclins à réagir violemment.

Les principes qui sous-tendent le journalisme de paix offrent également une justification convaincante pour les médias communautaires au Cameroun et partout ailleurs. Il ne s'agit pas seulement de donner une voix aux sans-voix, mais aussi d'encourager le dialogue, d'explorer des solutions et de rejeter les récits simplistes de type « nous contre eux ». Les médias communautaires sont particulièrement bien placés pour promouvoir chacun de ces principes.

En quoi les médias communautaires qui ont recours aux principes du journalisme de paix peuvent-ils servir au mieux les personnes déplacées, les réfugiés et les communautés qui les accueillent ?

Les études de contenus dans les pays qui accueillent un grand nombre de réfugiés comme la Turquie, le Liban, l'Autriche et l'Allemagne montrent que les migrants sont généralement représentés de façon négative par les médias, bien souvent comme un fardeau, et fréquemment par le biais d'un langage déshumanisant (flux, vague, invasion, etc.).

Le journalisme pour la paix invite les journalistes à proposer des contre-récits qui décrivent les déplacés d'une manière plus tridimensionnelle, non pas en ignorant les défis engendrés par leur présence, mais en rendant aussi compte de l'impact positif qu'ils peuvent avoir sur les communautés. Le JP préconise également des reportages qui humanisent les réfugiés et défendent l'idée que les déplacés eux-mêmes devraient être engagés comme partenaires de reportage, en particulier sur des récits qui analysent les situations rencontrées par les populations déplacées.

« Hand put it hand take it » (La main donne, la main prend)

Atelier de Formation de Médiateurs de Paix pour
quatre communautés rurales dans la ville de Varney Goya,
comté de Montserrado, Libéria

*Par Peg Koedel**, *Joseph D. Howard***,
*Wladislaus Rzepka****, *Karen N. Domah*****

Présentation de l'Atelier de Formation de Médiateurs de Paix

Le Libéria est un pays en situation d'après-guerre. La dernière guerre civile a pris fin en 2003 et le pays est confronté à une multitude de problèmes complexes pour reconstruire son tissu social, son économie, sa culture et son éducation. La NAEAL – Association Nationale pour l'Éducation des Adultes au Libéria – et le CJPS – Centre d'Études pour la Justice et la Paix – sont membres du Réseau du Service Civil pour la Paix au Libéria. Les deux ONG ont travaillé ensemble sur divers projets dans les domaines de l'éducation et de la consolidation de la paix.

L'Atelier de Formation de Médiateurs de Paix que nous souhaitons présenter dans cette publication fait partie d'un projet plus étendu de la NAEAL intitulé « Hand put it, Hand take it » [HPHT]. HPHT est un projet d'alphabétisation destiné à 4 communautés rurales des comtés de Montserrado (2) et de Margibi (2). Les Communautés ont créé, avec le soutien de la NAEAL, des cercles d'apprentissage de niveau 1

*consultante en gestion des connaissances, **Directeur Exécutif du CJPS,
conseiller en soutien des programmes, *chargée de projet HPHT
de la NAEAL

et 2 pour les adultes qui ont abandonné leurs études et qui sont analphabètes ou à peine capables de lire, d'écrire ou de compter. Durant la mise en œuvre de ses précédents programmes éducatifs, la NAEAL a constaté la nécessité d'aborder de nouveaux sujets. L'équipe a donc développé différents ateliers sur des thématiques telles que :

- ◆ La gestion des conflits et la consolidation de la paix
- ◆ La réflexion économique et les compétences en affaires
- ◆ Le leadership et la convivialité participative

À titre de bonne pratique, la NAEAL a fait appel au CJPS pour soutenir la réalisation des ateliers sur la Gestion des Conflits et la Consolidation de la Paix, parce qu'il s'agit ici de son domaine de compétences et qu'il est inutile d'inventer la roue une seconde fois.

Présentation de la NAEAL –
Association Nationale pour
l'Éducation des Adultes au Libéria

NAEAL
We burn for education!



La NAEAL est une ONG libérienne. Nous sommes enregistrés et accrédités en tant qu'organisation locale non gouvernementale d'éducation et de développement. Notre objectif est de dispenser, principalement aux Libériens adultes et aux jeunes non scolarisés, des cours d'alphabétisation, de calcul, de commerce, de culture de paix, de plaidoyer et d'autonomisation communautaire. La NAEAL a été créée en 1977 par un groupe de jeunes éducateurs libériens soucieux de promouvoir l'alphabétisation au Libéria.

Depuis 2011 et à ce jour, nous avons éduqué 31 000 apprenants adultes, ce qui a eu un impact sur plus de 150 000 intervenants dont des enfants et d'autres membres de leurs familles. Nous avons formé plus de 1100 instructeurs en alphabétisation et 2700 médiateurs de paix dans 14 comtés.

Présentation du CJPS – Centre d'Études pour la Justice et la Paix

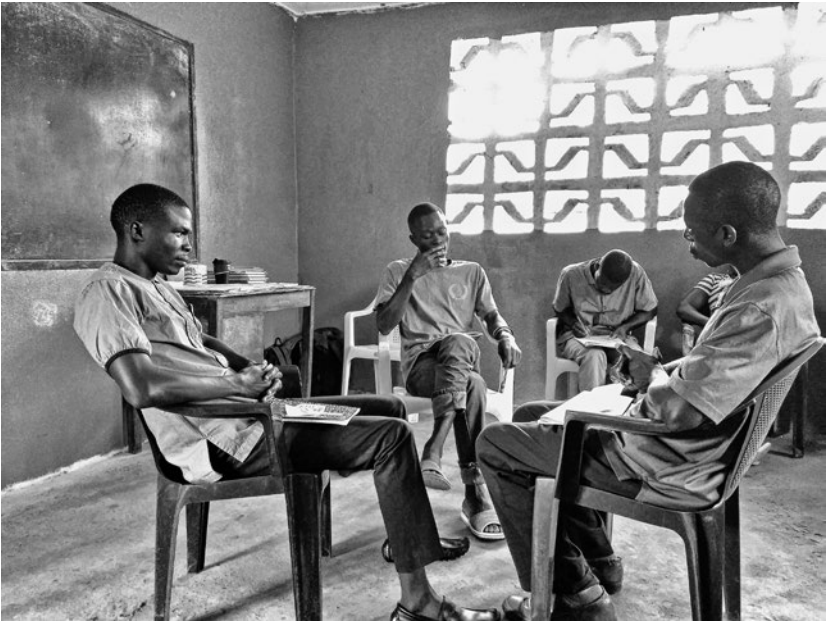
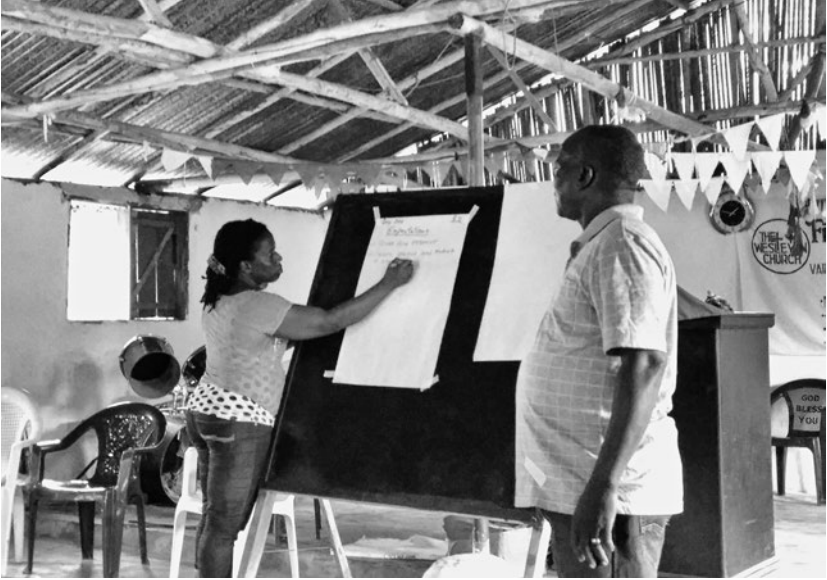
Le Centre d'Études pour la Justice et la Paix est une Organisation Nationale Non Gouvernementale chargée de la Promotion de la Paix et du Développement qui a été fondée en 1998 et incorporée par le Gouvernement



du Libéria en août 2002. La mission du CJPS est de réduire la pauvreté multidimensionnelle dans les zones rurales du Libéria. Depuis sa création, le CJPS a offert des formations sur la consolidation de la paix et la transformation des conflits à plus de 11 000 jeunes et quelque 3000 dirigeants locaux et communautaires des comtés de Bong, Grand Bassa, Grand Cape Mount, Grand Gedeh, Lofa, Margibi, Montserrado, et Nimba. En outre, le CJPS a dispensé à 350 jeunes des formations sur les compétences requises pour assurer leur subsistance dans les domaines de la menuiserie, la couture, la maçonnerie, la cosmétologie, l'informatique et la mécanique (automobile et deux-roues). Les principaux bénéficiaires visés par les programmes de la CJPS sont les jeunes (scolarisés et non scolarisés), les personnes handicapées, les dirigeants locaux, les mères adolescentes et les travailleurs du sexe. Le CJPS coordonne actuellement le MenEngaged Liberia Network et fait également partie de plusieurs autres réseaux au Libéria.

Les adultes analphabètes et la nécessité d'une éducation en marge du système officiel.

Selon l'UNESCO, « 38 % des adultes africains, dont deux tiers de femmes, sont analphabètes. L'Afrique est le seul continent où plus de la moitié des parents ne peuvent pas aider leurs enfants à faire leurs devoirs pour cause d'illettrisme ». D'après les données de l'UNESCO sur le programme Gapminder, le taux d'alphabétisation des adultes au



Libéria est d'environ 43 %. Cela signifie que le nombre total d'adultes analphabètes est d'environ 57 % ! 20 % de plus que la moyenne de toute l'Afrique.

Ce taux élevé de populations analphabètes, dont un pourcentage incroyablement important est constitué de femmes (73 %), a incité la NAEAL à poursuivre sa collaboration avec les bailleurs de fonds internationaux depuis 1977. Mais tout cela ne suffit pas ! Nous avons besoin de multiplier les projets qui suivent cette direction, que des idées intéressantes soient émises sur la manière d'atteindre un plus grand nombre de communautés et il nous faut vraiment davantage de bailleurs, conscients de cette carence dans l'éducation.

En dehors des apports extérieurs, il faut aussi que le Libéria mette en œuvre une stratégie nationale d'alphabétisation des adultes et d'éducation extrascolaire. Nous devons tous être conscients que des adultes bien alphabétisés et instruits sont bénéfiques pour les enfants. En plus de la capacité de suivre les progrès de leur apprentissage, ils peuvent aussi soutenir leurs enfants dans les moments difficiles, les peines et les conflits. Il faut donc en conclure que des adultes éduqués exercent une influence considérable sur les générations futures. Ils manifestent de l'intérêt pour un milieu de vie pas toujours facile pour leurs enfants et entretiennent avec eux des relations plus profondes. Avec un lien affectif et personnel plus profond, on constate également un plus grand respect au sein de la famille. Et ce respect entre les générations est un grand pas en avant pour sortir du traumatisme de la guerre civile qui continue de déteindre sur la société libérienne.

L'éducation dite non-officielle ou, comme l'appelle le Ministère libérien de l'éducation, « l'éducation alternative » est une chose indispensable en parallèle d'une scolarité conventionnelle pour les enfants. Cette éducation contribue à une meilleure compréhension des évolutions, des changements et des conflits sociaux ; une compréhension des processus sociaux, environnementaux, juridiques et politiques qui sera transmise à la génération suivante grâce à la communication entre les membres de la famille. Ainsi, la jeune génération disposera au départ d'une base

de savoir plus riche et sera prête à assimiler des connaissances issues de l'extérieur plus étendues que celles transmises par ses aînés. Il s'agit là d'un postulat fondamental pour la compréhension de la paix, du maintien de la paix et d'une coexistence pacifique.

Brève description des résultats des ateliers précédents

L'éducation pour la paix est l'une des composantes de nos cercles d'alphabétisation dans les communautés rurales. Nous coopérons avec les dirigeants de la communauté et les instructeurs en alphabétisation afin d'organiser une formation communautaire destinée aux médiateurs. Ces derniers sont formés pour aider les membres de la communauté à trouver des solutions en cas de malentendus, en tenant compte des besoins et des intérêts de toutes les parties. Ces ateliers abordent des sujets tels que :

- ◆ comprendre la paix et les conflits
- ◆ la gestion des conflits
- ◆ la communication pacifique et
- ◆ la médiation comme méthode de résolution du conflit.

À la suite de l'atelier de médiation de l'année dernière, chez les communautés participantes, le nombre de conflits portés devant les tribunaux et les postes de police a diminué. Par exemple, dans l'une des communautés avec lesquelles nous travaillons, le pourcentage des litiges (signalés à la police) est passé de 4 à 5 conflits par mois à 1 ou 2 par an. Il s'agit donc d'une réduction d'environ 50 à 1 ou 2 cas par an.

Le groupe d'animateurs par communauté se compose de deux (2) représentants des jeunes. Conformément aux principes de l'égalité des sexes, nous formons une participante et un participant par collectivité. La décision de former des jeunes a été prise par les communautés elles-mêmes. Cette décision s'explique par le fait que les jeunes jouent un rôle considérable dans la plupart des problèmes des collectivités et

qu'il est donc logique de leur enseigner à promouvoir la paix pour qu'ils puissent résoudre eux-mêmes les difficultés qu'ils ont générées.

Les médiateurs de paix collaborent avec les dirigeants communautaires. Ces dirigeants regroupent le chef de village et les représentants des aînés, du groupe de femmes et de la jeunesse. La pratique de l'éducation pour la paix aide les membres de la collectivité à se rendre plus aptes à prendre des décisions avisées et il en résulte une réduction du nombre de cas qui doivent être réglés en dehors de la communauté. Les chefs municipaux sont désormais confrontés à des incidents moins nombreux et moins graves. La mise en œuvre régulière de séances de dialogue communautaire a pour objet de rassembler les membres de la collectivité pour aborder, au sein même de leur société, les problématiques liées au conflit et les mesures à prendre pour le transformer. Les compétences des médiateurs sont renforcées dans le but d'aider les membres de la communauté à faire face aux problèmes de conflit potentiel lors de leurs séances de dialogue. Les médiateurs ont gagné la confiance de la communauté et cela permet à ses membres de résoudre une difficulté plus facilement et de façon plus positive. Cela nous permet également d'éviter que les problèmes ne dégèrent en violence comme cela a si souvent été le cas dans le passé.

Les obstacles

Dans l'optique des travaux de l'atelier

- ◆ Faible niveau d'attention des participants attribuable aux autres réalités de leur vie quotidienne, incapacité de se concentrer pendant une journée entière en raison de la multiplicité des nouveaux contenus, méthodes, personnes, etc. C'est la raison pour laquelle nous examinons seulement deux sujets différents par jour et nous procédons à une alternance fréquente des méthodes et du personnel encadrant.
- ◆ Les participants portent en eux les combats de leur quotidien et il leur est difficile de s'en distancier mentalement pour se focaliser sur la thé-

matique abordée. Plusieurs techniques de suivi ont été utilisées pour faire en sorte qu'ils restent concentrés sur le sujet à l'étude.

- ◆ Dans des communautés rurales pour la plupart analphabètes, le contenu peut sembler trop abstrait et dénué de substance tangible : c'est le problème de l'adoption de la pensée abstraite européenne dans une société aux structures de pensée pragmatiques. À cet égard, diverses méthodes (en particulier la mise en mouvement des participants, l'utilisation d'exemples pratiques et le travail en équipe) ont permis de concrétiser l'apprentissage.
- ◆ La méthode de médiation pour la transformation des conflits est un cursus international certifié qui se déroule sur une année au minimum et qui comprend de nombreuses heures de pratique... ici nous intervenons sur une durée qui varie de 4 jours à 1 semaine !

Dans une optique de médiation de paix dans la communauté.

- ◆ Les membres de la communauté ne sont pas disposés à résoudre les conflits pour parvenir à une solution gagnant-gagnant. En effet, la plupart de ces membres, pour ne pas dire tous, n'ont pas les compétences nécessaires pour résoudre les conflits de manière pacifique. En outre, il règne au sein de la population un esprit de compétition plutôt que de complémentarité. La négociation de solutions satisfaisantes ne relève pas de pratiques culturelles familières!
- ◆ Les transports – il est difficile de se déplacer d'une communauté à l'autre pour essayer de rechercher des façons d'assurer une coexistence pacifique. Le piètre état des routes pose de sérieux problèmes.
- ◆ Ils occultent parfois des sujets de conflits majeurs et y répondent par des procédés traditionnels. Cela peut aussi être une solution. Mais l'expérience montre qu'au final, la plupart des affaires sont portées devant les tribunaux.



« Tu as touché mon cœur et j'apporterai la paix à ma communauté selon tes principes. Je ne m'arrêterai pas. » ... a déclaré Papa Tamae lors de la séance de récapitulation de la dernière journée. Il a 98 ans et c'est le participant le plus âgé de notre atelier de médiation pour la paix. Il est juste passé, parce qu'il s'intéressait au sujet et il a suivi le contenu en manifestant le plus grand intérêt tout au long du programme.

Nous considérons ces ateliers comme des petites étapes, importantes pour transformer et prévenir les conflits grâce à la participation des acteurs essentiels, au sein même des communautés. Ces ateliers sont utiles car ils permettent aux membres de ces communautés d'acquérir des compétences en matière de consolidation de la paix et de gestion/transformation des conflits.

La prévention du conflit

Étude de cas de la Sierra Leone

Par *Bamike Williams**

Tant que les humains continueront d'exister sur terre, les conflits resteront inévitables et de ce fait ils sont aussi anciens que l'existence de l'être humain.

Mais en quoi consiste le conflit ? Le conflit peut se définir sommairement comme un désaccord ou un affrontement, souvent violent, entre deux groupes ou individus opposés. Aujourd'hui, partout dans le monde, on assiste à des tensions ou à des litiges, comme les conflits frontaliers, les guerres tribales, les querelles entre les partis, la violence électorale et même les guérillas du mouvement rebelle. D'une manière générale, il existe de nombreuses causes courantes de conflit, comme par exemple :

- ◆ Les revendications foncières, car les terres sont aujourd'hui en nombre insuffisant pour la population suite à la multiplication des acquisitions par les grands investisseurs multinationaux.
- ◆ L'élimination des groupes minoritaires par les grandes nations ou tribus, en particulier en matière de gouvernance.
- ◆ Les conflits liés aux élections en raison du truquage et autres irrégularités électorales connexes.
- ◆ Le non-respect de l'état de droit et les violations de la Constitution au profit de la classe dirigeante, par exemple la prorogation du mandat présidentiel.
- ◆ Les violations des droits de l'homme, du fait des dictatures et de la mauvaise gouvernance.

* Secrétaire exécutif de la Sierra Leone Adult Education Association (SLADEA)
(Association pour l'Éducation des Adultes en Sierra Leone)

Avec le temps, une nation doit progresser en termes de développement politique, économique et social. Mais pour ce qui est de la Sierra Leone, la situation a régressé et son développement s'est déroulé au pas de tortue en raison des instabilités politiques.

La guerre civile brutale des années 1990 a plongé le pays dans un désarroi total en termes de développement politique et économique, réduisant à néant toutes les activités de développement national. Ce conflit civil a appauvri l'économie et l'infrastructure du pays, rendant ainsi très difficile l'accès aux nécessités de base telles que l'eau potable, la nourriture et les soins médicaux de qualité.

Malgré l'impact colossal de la guerre civile, la paix a été officiellement rétablie en 1991 grâce à un accord de paix appuyé par d'importantes interventions extérieures.

Plus récemment, le pays a été confronté à des conflits entre les deux principaux partis politiques, l'APC et le SLPP, avant, pendant et après les élections qui se sont tenues cette année. Ce conflit a quasiment pris une dimension régionale et tribale. Ces événements ont eu des répercussions négatives et ils ont entraîné la destruction de vies et de biens, un déplacement de personnes, un démantèlement des infrastructures et l'effondrement de l'économie.

Après la guerre civile, quatre élections se sont déroulées avec succès, sans pour autant être exemptes de conflit ni de violence. Il s'agit notamment des années 2002, 2007, 2012 et 2018 – toutes marquées par une série de violences qui ont entraîné la mort et le déplacement de nombreux citoyens.

Ces conflits ont principalement été perpétrés par les deux principaux partis politiques, le SLPP et l'APC. Il est triste de constater que ces deux partis ont réussi à manipuler les citoyens au point de les diviser selon des critères régionaux et tribaux. Le SLPP est censé être plus attrayant pour le Sud-est, dominé par la tribu Mende, tandis que l'APC est plus populaire dans la région du Nord-ouest, où la tribu Temne est plus largement représentée.

Les causes de ces divergences entre partis sont nombreuses, mais on peut citer les suivantes parmi les principales.

- ◆ Le désir de dominer et d'obtenir une suprématie politique, par tous les moyens possibles, aussi bien positifs que négatifs.
- ◆ La peur de se voir exclu de la gouvernance. Ce qui a amené ces partis à recourir à toutes formes de violence et à des procédés illégaux pour continuer à exercer leur pouvoir afin de ne pas être démis de leurs fonctions par la partie adverse.
- ◆ La cupidité – à savoir le désir de contrôler les ressources du pays, souvent jugé nécessaire pour promouvoir et développer les régions où ils jouissent d'une certaine popularité.
- ◆ Les violations des droits de l'homme et le non-respect de l'état de droit. C'est ce qui ressort clairement des nombreux affrontements violents qui ont eu lieu lors des campagnes et des rassemblements électoraux et qui ont entraîné la mort et la spoliation des biens de citoyens pacifiques. Les violations de l'état de droit et de la Constitution : comme par exemple le licenciement de l'ancien vice-président élu Samuel Sumana.
- ◆ La corruption institutionnelle et les détournements de fonds publics ont également constitué une source de conflit dans le pays. De ce fait, les citoyens ont dû se démener pour accéder à des équipements sociaux restreints.
- ◆ L'absence de véritable éducation civique et politique au service du développement d'une tolérance et d'une culture politique éclairées.
- ◆ La répression de la presse et des opposants politiques. Il en a résulté des tensions qui ont souvent donné lieu à des manifestations violentes.

Cependant, ces conflits peuvent être évités ou résolus à l'aide des dispositifs suivants :

- a) Le respect de l'Etat de droit, de la constitution, de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Si la constitution est maintenue en tant que texte sécurisé à appliquer, et non enfreinte, elle permettra de prévenir les conflits.
- b) La formation d'un gouvernement d'unité nationale pour combattre la tendance du « Tout pour le vainqueur », de manière à réduire les crispations qui conduisent à la volonté de dominer le système politique.
- c) Une éducation civique et politique adaptée afin d'élargir les connaissances des citoyens en matière de tolérance et de participation politique. Il en résultera une culture politique plus éclairée qui amènera les citoyens à considérer les élections comme un moyen de changer de gouvernement de façon pacifique.
- d) La dépolitisation des institutions publiques telles que la police, l'armée, l'appareil judiciaire, la commission indépendante des médias, la commission d'enregistrement des partis politiques, pour leur permettre de s'acquitter de leurs fonctions sans crainte et sans favoritisme dans le but de préserver les principes démocratiques.



*L'heure
SLADEA à
Culture Radio*

- e) Renforcer le processus de décentralisation afin de déléguer concrètement certaines fonctions et d'assurer aux populations locales l'accès aux services sociaux. Cela permettra de redistribuer des ressources limitées, en particulier vers des communautés difficiles d'accès.
- f) De sérieux efforts devraient être déployés pour lutter contre la corruption afin de s'assurer que les ressources du pays soient correctement gérées et réparties équitablement au bénéfice de l'ensemble des citoyens.
- g) La nomination à certaines institutions clés ne devrait pas relever de la compétence du président, mais de celle de commissions indépendantes. Cela permettra à ces institutions de s'acquitter réellement de leurs tâches dans l'intérêt du pays. Cela évitera également que les institutions ne soient utilisées pour faire taire les opposants et autres détracteurs du système.
- h) L'appareil judiciaire, avant toute chose, devrait pouvoir fonctionner de manière indépendante, de sorte que la justice soit perçue comme étant rendue équitablement, sans crainte, sans complaisance ni parti pris.



SLADEA en observation électorale

Afin de contribuer à la prévention de ces conflits et en dépit de nombreuses difficultés, la SLADEA s'est engagée dans les activités suivantes :

- a) Sensibiliser le public par le biais de son émission radiophonique « Konkorama », aujourd'hui devenue une série cinématographique. Cinq épisodes portant sur les violences post-électorales ont été produits tout récemment
- b) Un programme de débats sur les enjeux de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits est diffusé sur « SLADEA Hour », une émission radiodiffusée hebdomadaire de la chaîne Culture Radio. Les auditeurs ont la possibilité de donner leur avis et leurs commentaires par téléphone
- c) Lors des élections nationales, la SLADEA s'associe à plusieurs autres partenaires pour assurer le suivi et l'observation du processus électoral. En outre, la SLADEA est membre de National Elections Watch (NEW) et des dispositions ont été prises pour que ses membres y assurent les fonctions d'observateurs électoraux.
- d) Par ailleurs, la SLADEA s'associe à d'autres partenaires du SCP et de l'AGEH pour mener des activités dans tout le pays à l'occasion de la Journée Internationale pour la Paix qui a lieu tous les ans le 21 septembre.

Tracer une voie prometteuse pour la prévention des conflits dans l'Union du Fleuve Mano (UFM)

Étude de cas de la Sierra Leone

*Par Edmond Kposowa de la FIOH-SL
(L'Avenir dans nos Mains, Sierra Leone)**

La Sierra Leone et le Libéria, qui font partie des programmes du Service Civil pour la Paix (SCP) dans les pays de l'UFM, ont connu des expériences tristement similaires dans leur histoire récente, depuis les guerres civiles jusqu'aux épidémies mortelles de fièvre Ébola. En dépit de ces périodes sombres de leur histoire, ces nations, bien que confrontées à certains défis, ont toutes deux fortement progressé dans le développement de leurs démocraties naissantes. Un certain nombre d'élections se sont déroulées dans les deux pays, dont certaines ont abouti au transfert du pouvoir d'un parti politique à un autre. La mise en place d'élections et d'une période de transition, durant laquelle le pouvoir est confié à un autre président ou à un autre parti politique, est un facteur d'agitation, mais le fait que cette conjoncture n'ait pas donné lieu à une violence totale, comme nous l'avons observé dans des pays comme le Kenya, est certainement encourageant. On peut, dans une large mesure, considérer qu'il s'agit là d'une avancée positive dans l'évolution politique de ces deux pays.

Ces enjeux ont fait de la mise en place d'une culture de prévention des conflits dans la région de l'UFM un défi technique, tant pour les

* Responsable de l'ONG « L'Avenir dans nos mains » (Future in Our Hands), Sierra Leone

acteurs locaux que pour les communautés des bailleurs. Ce défi s'inscrit dans le sillage de la violence flagrante des jeunes lors d'élections qui ont gangréné le paysage sociopolitique de ces pays en raison des hostilités perpétrées par la jeunesse, particulièrement lors des élections. Dans une situation où la reconstruction des états au sortir du conflit est principalement menée par des acteurs extérieurs, comme dans le cas de la région de l'UFM, toute tentative sérieuse d'établir une telle culture dépend dans une large mesure de l'engagement des acteurs locaux. Étant donné que les conflits trouvent leur origine dans une violence extrême et que ces pays ont connu une guerre et des troubles civils terribles qui ont entraîné des pertes considérables en vies humaines, des souffrances, une toxicomanie exacerbée et des pertes de biens et d'opportunités, la violence est devenue une pratique addictive, surtout chez les jeunes. Par conséquent, des initiatives diverses telles que les entretiens publics avec la jeunesse au travers de groupes de discussion et d'émissions de radio sont mises en place pour étudier les raisons de la participation des jeunes au conflit électoral. Ces approches ont fourni des données qui prouvent que *les jeunes jouent un rôle actif dans les tensions électorales et qu'ils sont souvent les véritables instigateurs de ces conflits lors des élections*. De plus amples discussions et les contributions de diverses personnes ont permis de constater que les jeunes sont manipulés par des personnes influentes pour participer à ces conflits parce qu'ils ne disposent pas des atouts essentiels énumérés ci-dessous pour assurer leur subsistance :

- i. **L'emploi**
- ii. **L'alphabétisation**
- iii. **La sensibilisation aux conflits et**
- iv. **Le clientélisme et le népotisme**

Ce sont là des facteurs importants qui font que les jeunes sont à maintes reprises utilisés à des fins de violence, même s'ils sont conscients d'en subir les conséquences.

Dans le cadre d'une action de prévention des conflits électoraux, les observations issues des débats publics ont été analysées de près et la

FIOH-SL, avec l'appui du Service Civil pour la Paix (SCP), a déjà pris des mesures supplémentaires pour mettre fin aux agitations lors des élections. Vous trouverez ci-dessous un résumé décrivant comment chaque facteur contribue au conflit dans les élections.

- ▷ **La pénurie d'emploi** : La plupart du temps, les jeunes Sierra-Léonais, après avoir obtenu leur diplôme des établissements d'enseignement et de formation professionnelle, ne trouvent pas d'emploi. Ils sont par conséquent utilisés sous prétexte de promesses d'emplois et de revenus, avant et pendant les élections, pour provoquer des conflits en s'attaquant aux opposants de tel ou tel patron influent. Ces jeunes vont alors sans hésitation déclencher de sérieux affrontements, détruire des biens et/ou même menacer des vies humaines.
- ▷ **L'analphabétisme** : Le taux d'analphabétisme dans les pays de la région de l'UFM est d'environ 62% de la population totale. C'est un élément déterminant qui fait obstacle à une bonne compréhension des choses, à la diffusion d'informations sérieuses et à la différenciation entre nos droits et nos responsabilités. Les rumeurs et les manipulations trouvent des proies faciles chez les jeunes. Le désespoir et l'absence de perspectives d'avenir décentes peuvent également conduire à la toxicomanie.
- ▷ **La sensibilisation aux conflits** : Il s'agit simplement de mieux comprendre les actes qui déclenchent les crises et de donner aux individus et à leur communauté une vue d'ensemble de l'instabilité que le conflit peut provoquer dans leur vie personnelle. Cette démarche est primordiale pour prévenir les tensions occasionnées par les élections. Par conséquent, les commentaires issus du débat public préconisent de mettre en place une formation sur la sensibilisation aux risques d'affrontements afin d'améliorer les politiques et les pratiques de soutien aux Approches Sensibles aux Conflits (ASC)

entre les ONG, les bailleurs de fonds, les organisations de jeunesse et les responsables politiques. L'objectif est de partager la vision des ASC à travers un réseau d'organisations de développement, d'aide humanitaire et de consolidation de la paix nationales et internationales afin de renforcer l'expertise et la capacité des organisations à institutionnaliser et à mettre en œuvre les ASC et les enseignements à retenir, tout comme les suggestions faisant en sorte que la sensibilisation aux conflits soit mise en pratique auprès d'un large éventail d'acteurs et de secteurs.

- ▷ **Le clientélisme et le népotisme** : De nombreuses personnes, en particulier les jeunes, se sentent liées à un « grand homme » de leur communauté ou se mettent à son service et exécutent ses ordres. Ils ne réfléchissent pas et ne prennent pas de décisions par eux-mêmes, mais ils se tiennent toujours au plus près de leur « patron » comme en témoigne le slogan « Pa you Borbor dae » (« Père, ton garçon/fils est là »). Le « grand homme » s'occupe d'eux et fait appel à leurs services. Ils font preuve de loyauté envers lui et cette situation génère une forte dépendance.

A partir de toutes les observations et préoccupations formulées lors du débat public, la FIOH-SL, grâce au soutien du Service Civil pour la Paix (SCP), a mené à bien certaines des activités préconisées, ce qui a suscité de grands changements chez les jeunes dans notre secteur d'activité. Ces activités avaient pour but d'atténuer l'effet des facteurs évoqués plus haut qui font que les jeunes sont incapables de résister lorsqu'il s'agit de commettre des actes de violence. Ainsi, vous trouverez ci-dessous les activités menées par la FIOH-SL :

- I. **Le chômage** : La FIOH-SL, en partenariat avec la Farmers' Cooperative and Credit Union (FCCU), fournit des motos aux jeunes sous forme de prêts dans la communauté de Mile 91. Cela permet aux jeunes de s'établir à leur compte – en tant que conducteurs de

mototaxis – puisqu'ils deviennent les propriétaires légitimes des motos une fois le prêt arrivé à échéance. Bien qu'il s'agisse d'un programme de microcrédit, les jeunes doivent payer une faible somme en intérêts, ce qui leur sert également d'épargne personnelle. En temps voulu, si l'un d'entre eux a de bons résultats, on lui offre cette somme forfaitaire en plus de la moto. Cela a permis de créer des emplois et de renforcer les moyens de subsistance d'un bon nombre de jeunes de la collectivité de Mile 91.

II. **L'analphabétisme** : La FIOH-SL a donné aux jeunes les moyens d'acquérir des compétences en couture et en techniques de teinture du « gara » et leur a également dispensé un enseignement officiel dans la communauté de Mile 91. Cela leur a donné l'espoir de créer leur propre avenir en tant que tailleurs et fabricants de tissus plutôt que de se contenter de commettre des actes de violence susceptibles de mener au conflit.

III. **La sensibilisation aux conflits** : La FIOH_SL a formé les jeunes des communautés sur les indicateurs de conflits et sur les répercussions de ces derniers lors des élections. Nous avons également mené des groupes de discussion, des débats radiophoniques, des entretiens avec des groupes communautaires de jeunes et organisé des équipes scolaires qui discutent des problématiques liées aux conflits dans les ligues scolaires, dans les sociétés de littérature et de débat contradictoire (L&D) et dans les pratiques religieuses. Cela a permis aux jeunes de comprendre les conséquences de leur implication dans la violence et ainsi contribué à éviter qu'ils ne participent au conflit.

IV. **Le Clientélisme et le Népotisme** : La FIOH-SL, avec son engagement dans la lutte contre le chômage des jeunes dans la communauté de Mile 91, a permis à ces derniers de se sentir plus indépendants et leur a fait prendre conscience de la valeur individuelle

qu'ils détiennent en tant que personnes, au travers des débats (communautaires, radiophoniques et au sein des institutions éducatives). Nous espérons que cela apaisera leur crainte de ne pas pouvoir survivre de manière indépendante.

De plus, la FIOH-SL a également participé à des activités telles que :

- ◆ **L'Engagement Communautaire** dans lequel les parties prenantes de la communauté (les chefs, les représentants des jeunes, les enseignants, les responsables féminines, la police locale) ont été sensibilisées aux dangers des conflits par le biais de saynètes et de pièces de théâtre. Et la distribution de brochures illustrant la violence dans les communautés a marqué le temps fort de l'événement. Par la suite, les communautés ont également participé à l'élaboration de stratégies de prévention des conflits dans leurs communautés respectives.
- ◆ **La formation des jeunes aux principes de la non-violence.** À ce jour, la FIOH-SL a formé plus de 50 jeunes de la communauté du Mile 91 aux principes de la non-violence afin qu'ils puissent exprimer leurs besoins et leurs souhaits sans avoir recours à la force.

Après plusieurs réunions et ateliers organisés par le Service Civil pour la Paix, nous constatons que nous pouvons contribuer à limiter la violence ou à y mettre fin, aussi bien en période électorale que de manière générale, en amenant les jeunes à prendre conscience du peu de bénéfice qu'ils peuvent en retirer. Nous utilisons des processus participatifs qui soutiennent le développement et la réussite des jeunes et de leurs familles dans leurs communautés et qui leur offrent un espace de sécurité où ils peuvent se sentir reconnus et exprimer leurs souhaits et leurs besoins de manière créative et non violente.

La diplomatie préventive, pour une approche holistique de consolidation de la paix

Cas du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo

Par Odile Bulabula Mbila*

La diplomatie préventive, concept utilisé par l'Organisation des Nations Unies, à partir de l'année 1950, a été définie comme la mise en place de l'art de la négociation politique ayant pour objectif la gestion pacifique des conflits. Dans les années 1980, la diplomatie préventive a été enrichie d'une nouvelle approche qui consistait à prévenir l'éclatement de conflits potentiels par l'instauration d'une surveillance par le Conseil de Sécurité des « zones à haut risque ». A la fin de la guerre froide, cette notion est devenue plus importante pour l'ONU. Il s'agissait alors **d'apaiser les tensions avant qu'elles ne provoquent un conflit**, ou, si un conflit a déjà éclaté, cela consistait à « **agir rapidement afin de le circonscire et d'en éliminer les causes sous-jacentes** » (ONU : S/2411-A/47/227, 17 juin 1992).

Au début du XXI^e siècle, la diplomatie préventive peut être définie comme l'utilisation, avec le consentement des acteurs impliqués, d'un ensemble de procédés diplomatiques ainsi qu'opérationnels ayant comme objectif la **gestion pacifique des conflits par trois étapes imbriquées** entre elles ; notamment :

- ◆ Détecter les signes d'un conflit qui se prépare à éclater de façon violente ;
- ◆ Négocier la gestion pacifique des différends et des oppositions ;
- ◆ Stabiliser les rapports sociaux pour que la paix soit consolidée.¹

¹ http://www.irenees.net/bdf_fiche-notions-10_fr.html

* Formatrice en Transformation des conflits au Réseau d'Innovation Organisationnelle (RIO). Bukavu, République Démocratique du Congo

En République Démocratique du Congo la communauté internationale en partenariat avec l'Etat congolais et la Monusco², à travers son Unité d'Appui à la Stabilisation, UAS, expérimente la diplomatie préventive avec une mise en relief de la troisième étape susmentionnée. Dans cette perspective, ils sont en train d'accompagner les organisations internationales et locales dans la mise en œuvre des Stratégies Provinciales de Stabilisation dans les provinces de l'Est. Pour ce qui concerne la province du Sud-Kivu, la partie « Plaine de la Ruzizi, Moyens et Hauts Plateaux d'Uvira et de Mwenga », a été jugée comme la zone prioritaire 1 de stabilisation du fait de la récurrence des conflits et de l'activisme des groupes armés dans cette contrée.

En effet, il y a plus de deux décennies que La RD Congo est secouée par les guerres et les conflits multiples. La province du Sud-Kivu est l'une des provinces où l'on trouve une multitude des conflits. Outre les acteurs internationaux et gouvernementaux, des acteurs civils jouent un rôle important qui a permis aux communautés totalement déchirées de développer des mécanismes de résilience face à cette réalité quotidienne. D'après le rapport publié par l'USAID et International Alert dans le cadre du projet 'Tufaidike Wote'³, il ressort que des dynamiques identitaires négatives rendent complexes les conflits marqués par une compétition autour de trois principaux enjeux, à savoir : l'identité, la terre et le pouvoir. En effet, les identités (familiales, claniques, ethniques selon le conflit) deviennent de plus en plus rigides et opposées, parfois sous l'effet de l'instrumentalisation directe de certains acteurs. Ces dynamiques identitaires négatives renvoient le plus souvent au discours de l'autochtonie, qui ne reconnaît que les droits des « autochtones » (les soi-disant « premiers habitants d'un territoire »), stigmatisent « les allochtones » ou « étrangers » (même lorsqu'il s'agit de Congolais) et visent à remettre en cause leurs droits (sociaux, économiques fonciers, politiques, etc.). La terre désigne l'insécurité foncière structurelle dans laquelle se trouve

2 Mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation au Congo

3 L'expression en langue swahili qui peut se traduire littéralement en français par « enrichissons-nous mutuellement »

l'ensemble de la paysannerie congolaise du fait de la dualité existant entre la règle coutumière et la loi foncière et des dysfonctionnements internes aux institutions foncières causé par le mode de gouvernance patrimonial. Le pouvoir fait référence au mode de gouvernance patrimonial et clientéliste qui vide les institutions congolaises (à tous les niveaux) de leur substance, rend leur fonctionnement particulièrement opaque et exclut de larges pans de la population des instances de décision.⁴

Ces conflits sont souvent accompagnés d'actes de violence et de violations massives des droits humains par les différentes milices nationales et régionales qui y opèrent. Les populations sont en perpétuel déplacement, fuyant les hostilités liées aux affrontements entre ces différentes milices et aussi à ceux occasionnés lors des opérations conjointes de leur traque par l'armée nationale, FARDC en collaboration avec la MONUSCO.

Quels mécanismes de réponse ont été mis sur pied ?

Concrètement en ce qui nous concerne la prévention des conflits s'opère à plusieurs étapes. En premier lieu, c'est le travail éducatif qui se passe avant que le conflit n'apparaisse. En exploitant l'héritage culturel de la province, l'on trouve certains proverbes qui promeuvent des valeurs du vivre ensemble, de cohésion sociale, de complémentarité et d'interdépendance entre les habitants du milieu. A titre d'exemple, en kiswahili on dit « *Mkono moja haupige ngoma* », qui signifie littéralement « une seule main ne bat jamais le tambour ». Ce proverbe, qu'on retrouve dans presque toutes les langues de la province, montre que seul on ne peut rien, mais avec l'autre on peut faire des merveilles. La considération et la prise en compte de l'autre est un élément crucial dans la culture traditionnelle à l'Est de la RD Congo et au Sud-Kivu en particulier. « L'autre » n'étant pas seulement son frère de la famille ou de

4 USAID, Tufaidike sote, International Alert, Au-delà de la stabilisation : Comprendre les dynamiques des conflits dans le Nord et le Sud-Kivu en République Démocratique du Congo, février 2015, p 9

la tribu mais aussi l'étranger qui passait et qui avait droit à la nourriture et au logement gratuits dans la société traditionnelle. Les commerçants ambulants qui traversaient des villages et des rivières n'avaient qu'à fournir leurs efforts physiques pour voyager à pied et non se munir d'argent pour acheter la nourriture en cours de route sauf s'ils voulaient se nourrir d'eux-mêmes dans les restaurants. Dans chaque village et quartier, il y avait des paillotes ouvertes à tous, les « Lubunga ». Il s'agit d'une hutte en forme circulaire ayant deux portes de part et d'autre. Elle servait de lieu d'initiation, d'école de sagesse, de cadre juridique de transformation des conflits intrafamiliaux, interfamiliaux, intra claniques, inter claniques, intra tribaux et inter tribaux ; de réfectoire à tous les hommes du village ...⁵, où les notables partageaient la nourriture ensemble et disséminaient les savoirs culturels aux jeunes hommes. Ces espaces étaient aussi ouverts aux passants et aux visiteurs. En ce temps, des familles qui vivaient dans les entités urbaines se sentaient le devoir d'héberger, pour besoin de scolarisation, les enfants des tribus voisines qui n'avaient pas accès facile à l'école. Des liens d'amitié se tissaient et devenaient plus que les liens de fraternité. En cas de suspicion dans un acte pouvant compromettre cette relation, on en parlait sans barrière dans le but de construire à plus long terme.

Dans ce même cadre, des liens forts tissés entre certaines familles existent suite au pacte de sang noué antérieurement par leurs chefs respectifs. En effet, dans la société traditionnelle Sud-Kivutienne, au cas où les personnes/les familles amies voulaient consolider et/ou durabiliser leurs relations, elles faisaient « le pacte de sang »⁶. Cet acte d'intégration familiale les obligeait à se considérer mutuellement comme frères et à partager les responsabilités communes lors des événements heureux ou malheureux qui frappaient l'une d'elles. Elles avaient également le

5 Saidi Alo-I-Bya Sango et Nelson Bya'Ene Esongo, Modes traditionnels de Transformation des conflits dans les communautés Tribales du Sud-Kivu, Ed Centre de Recherches Universitaires du Kivu "CERUKI", 2007, p 89

6 Il s'agissait d'une fine incision sur une partie du corps afin d'obtenir le sang que l'autre partie qui s'engage dans le pacte doit consommer et vice versa.

devoir de se protéger mutuellement étant donné qu'en cas de transgression, les malheurs leur revenaient. Ce type de pratique, quoique déconseillé aujourd'hui pour raison de santé, revêtait un caractère contraignant et concourait à la prévention des conflits.

Outre ces mécanismes culturels, le RIO met en œuvre des actions de nature à renforcer la confiance et à briser les préjugés et les stéréotypes qui existent entre les personnes et les communautés en conflits dans le but de lutter contre les discriminations et de promouvoir la diversité⁷. La stratégie du travail cible surtout les jeunes et les femmes. Ces deux groupes sont souvent à la merci des manipulateurs des conflits aux vues de leurs vulnérabilités liées à la pauvreté, au manque d'emploi et à l'analphabétisme. Ils sont instrumentalisés pour propager les préjugés⁸. Lors de l'organisation d'un festival de jeux à Uvira en 2013, un jeune d'Uvira avait déclaré que c'était pour lui la première occasion de jouer avec un jeune de l'autre tribu qu'il considérait comme "étrangère". Il a découvert à sa surprise que ce jeune garçon ne portait pas de mine anti-personnel sur lui parce qu'ils sont tombés ensemble et aucune mine ne s'est désamorcée. Dans notre expérience de travail avec les femmes, les structures de base créées « Amkeni, Mama anaweza⁹ » ont généré des projets inclusifs entre femmes des tribus différentes. Cette expérience a marché à Baraka (Chez les Babembe) et à Bibokoboko (chez les Banyamulenge). Les femmes de ces deux groupes tribaux ont cogéré un projet d'élevage de vache et un restaurant avec succès. A partir de ce petit projet, d'autres formes des relations se sont tissées, le parrainage des enfants au baptême, la co-organisation des mariages, les visites de compassion lors des événements douloureux.

Par ailleurs, on prévient les conflits afin d'empêcher une escalade de violence. Ici le conflit existe déjà mais on travaille afin d'en réduire

7 RIO, « Ils ne sont pas leurs frères », Rapport de recherche sur les préjugés et les manipulations identitaires chez les femmes et les jeunes de la plaine de la Ruzizi, 2017, inédit.

8 Idem

9 Expression swahili qui signifie, réveille-toi, la femme a la capacité de...

la dégénérescence sous forme violente. Selon le cas, on recourt à trois moyens significatifs : le dialogue, la médiation, et la maturation.

En ce qui concerne le dialogue ; nous pouvons le définir à partir de la compréhension donnée par les auteurs suivants. Pour S. Gérard et P. Lefebvre, le dialogue commence au moment où des personnes qui ont de l'estime l'une pour l'autre et qui se respectent décident de se rencontrer et de nouer des liens authentiques. Le dialogue est donc une manière de se comporter avec les autres, de les accueillir, de se donner à eux, d'entrer en relation. Il est un style de vie centré sur les liens créés entre les personnes.¹⁰

En l'occurrence, le dialogue entre les communautés tribales qui se déchirent dans la plaine de la Ruzizi en RDC, est le fruit du pilier dialogue démocratique contenu dans la stratégie internationale de stabilisation convenue entre les différents acteurs de la stabilisation à l'Est de la RDC. Ainsi, l'objectif global poursuivi dans l'organisation de ce processus de dialogue démocratique entre l'Etat et la population, à travers leurs représentants, consiste à rétablir la confiance entre les différents segments de la société afin qu'ils entretiennent des relations de collaboration susceptibles d'assurer l'harmonie et la cohésion nécessaires à la paix et la stabilité. Plus spécifiquement il s'agit de mettre en place « des cadres » pour le rapprochement des communautés et de créer des mécanismes pour le renforcement de la confiance entre populations et institutions étatiques. Ce processus devrait, d'autre part, permettre le renforcement des initiatives locales et provinciales visant à promouvoir une vision collective de paix et de développement durables sur le long terme.

Après consensus sur le thème à débattre, les protagonistes débutent par organiser des dialogues internes afin de déterminer les rôles que joueront les membres de leur délégation, qui prendra la parole, quel message, quels signaux non verbaux, quelles revendications précises ainsi que quelles concessions éventuelles afin d'aboutir à une solution pai-

10 S. Gerard et P. Lefebvre, Dialogue, chemin de la communion, Kinshasa, l'Epiphanie, 1990. P 11

sible. Tout n'est pas si facile comme on peut le penser car les personnes présentes au dialogue interne ont aussi des perceptions différentes du problème qu'il faudrait harmoniser avant de se présenter au second niveau. L'étape qui suit c'est le dialogue intercommunautaire, qui réunit à nombre égal, les parties prenantes au conflit sous la facilitation d'une personne « neutre ». Une fois cette étape aboutie, un accord est signé entre les protagonistes, suivi d'un plan d'exécution. En cas d'échec de négociation, on reprend le processus jusqu'à son aboutissement.

Un deuxième aspect consiste à créer des ponts entre les communautés et les services publics. Ainsi, le Réseau d'Innovation Organisationnelle, RIO, en consortium avec international Alert et d'autres Organisations de la société civile en place, travaille sur la gouvernance sécuritaire. Parmi les stratégies utilisées dans ce pilier l'on retrouve l'organisation des fora communautaires qui consiste à regrouper ensemble d'un côté les services de sécurité (Agence Nationale des Renseignements ANR, Direction Générale des Migrations (DGM), Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et la Police Nationale Congolaise (PNC) et de l'autre côté les autorités coutumières avec les organisations de la société civile ainsi que les femmes et les jeunes dans le but d'harmoniser les différents rapports sur les données de monitoring des cas d'insécurité et des violations des droits humains récoltées par les uns et les autres. Ils aboutissent à la prise de mesures adéquates afin de réduire sinon éradiquer le phénomène groupe armé et détention illégale d'armes au sein de la communauté.

Quant à la médiation, l'Association du Barreau canadien la définit comme étant « l'intervention dans un litige ou dans le processus de négociation d'un tiers neutre et impartial qui sans pouvoir décisionnel, peut quand même aider les parties en litige à s'entendre pour arriver à un règlement mutuel acceptable des questions en litige ». Ce type d'intervention a été observé dans les conflits sur les chantiers des projets de relance économique mis sur pied par le Fonds Social de la République Démocratique du Congo, FSRDC, dans le territoire de Walungu. Il s'agissait des projets de construction des écoles où l'Agence Locale

d'Exécution (ALE) de construction était en désaccord avec le personnel du chantier et/ou avec la communauté représentée par le Comité Local de Développement, CLD. La médiation conduite par la structure locale de paix de Walungu a restauré le climat de confiance entre les différentes parties prenantes et chacune d'elles s'est mobilisée pour le respect des engagements conclus.

Ici, il ya lieu de reconnaître et d'encourager les efforts fournis par l'Union Africaine pour la mise sur pied du Réseau panafricain des Femmes pour la prévention des conflits et la médiation « Femwise Africa » entériné par les Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'UA en juillet 2017, en vue d'institutionnaliser la place et le rôle des femmes dans les négociations de paix, en conformité à la résolution 1325 des Nations Unies.



Formation des membres de Femwise-Africa sur la diplomatie préventive et la médiation : Addis Abeba, juin 2018

Enfin, on parle de la maturation, lorsque la communauté a développé ses mécanismes de survie face aux effets néfastes du conflit. La communauté est devenue résiliente, elle s'assume et vit avec. Dans ce cas de figure, les conflits se développent au profit des spoilers qui mani-

pulent et divisent mais la communauté possède en son sein ses structures locales de paix ou alors des personnalités compétentes auxquelles elle recourt en cas de conflit. Elle connaît les voies et moyens à utiliser pour accéder aux instances supérieures.

Dans tout état de chose, l'approche « sensibilité aux conflits » est de mise avant toute intervention dans les zones à conflits. Ainsi, avant la mise en œuvre d'un projet/programme que cela soit relatif à la paix, au développement ainsi qu'à une intervention humanitaire, l'intervenant devrait connaître et reconnaître l'état d'un conflit; développer, avec des organisations partenaires, une conscience aiguë des symptômes de crise; observer, avec des organisations partenaires, les tensions et conflits dans lesquels ils sont eux-mêmes impliqués et réfléchir à leur rôle; réagir de façon appropriée à une situation de conflit, c'est-à-dire à partir d'une analyse des causes et des risques, ainsi que d'une réflexion sur leurs options opérationnelles et leurs effets sur le conflit, dans un esprit de prévention de la violence et de promotion de la paix.¹¹

Des défis qui persistent !

En dépit des efforts fournis, des défis énormes persistent qui entravent les efforts de consolidation de la paix. Il s'agit de :

1. L'activisme des groupes armés nationaux et étrangers et l'incapacité de l'Etat Congolais à sécuriser la population : ce phénomène existe et se maintient jusqu'aujourd'hui à cause des déficits de gouvernance. En dépit de l'existence des opérations de brassage des groupes armés locaux, communément dénommés « Mayi Mayi » à l'armée nationale FARDC¹², les groupes armés locaux sont restés engagés dans leurs mouvements et travaillent souvent en collaboration avec les groupes

11 Direction de Développement et de la Coopération, Gestion des programmes sensibles aux conflits GPSC, janvier 2006.

12 Forces Armées de la République Démocratique du Congo.

étrangers tels que les FDLR¹³. Bien qu'il existe des déclarations contradictoires concernant la force du groupe, beaucoup de chercheurs avancent un chiffre situé entre 1.000 et 2.500 éléments, soit plusieurs fois plus grand que tout autre groupe armé dans l'Est de la RDC. Il reste, cependant, que malgré leur importance, les FDLR ont été incapables de lancer des raids majeurs au Rwanda depuis 2001. Leur importance par rapport au Rwanda est donc plus symbolique, alors que beaucoup de leurs dirigeants étaient membres de l'armée rwandaise à l'époque du président Juvénal Habyarimana et avaient contribué à l'organisation du génocide de 1994. En plus des FDLR, deux autres groupes armés étrangers continuent d'opérer dans les Kivus. Il s'agit des Forces Alliées Démocratiques ougandaises (ADF) et de l'aile Nzabampema des Forces nationales de libération du Burundi (FNL). Les deux groupes sont de petite taille, le premier ne dépassant pas 300 éléments et le deuxième probablement la moitié de cela. Les ADF ont été un acteur clé dans une série de massacres autour de la ville de Beni, sans doute les pires violences que le pays a connues depuis une décennie.¹⁴

2. Le manque d'emploi pour les jeunes : A ce facteur, l'on associe également l'absence des perspectives pour les jeunes. Sur base du contexte ci-haut décrit, les jeunes en quête de moyens de subsistance, se font recruter continuellement dans les groupes armés et restent ainsi à la portée de tout manipulateur malveillant qui les utilise à leur gré. Un profond fossé est ainsi creusé et entretenu par les profiteurs des conflits
3. La pauvreté accentuée : La dégradation de la situation socio-économique de la population congolaise a accentué sa vulnérabilité face aux manipulations des acteurs politiques. Depuis environ deux décen-

13 Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda.

14 Jason K. Stearns et Christoph Vogel, Groupe d'Etude sur le Congo, Cartographie des groupes armés dans l'Est du Congo, décembre 2015, p.5

nies, des milieux qui présentent des capacités de production agricole, ne vivent que des aides humanitaires. Cela a engendré une certaine paresse dans le chef de la population devenue dépendante et inactive. Dans ces milieux, les quelques personnes qui ont pu développer des initiatives d'autopromotion et d'autosuffisance alimentaire sont, par effet de jalousie, souvent haïs par les autres. Ces derniers, restant par ailleurs prêts à développer des coups bas contre leurs confrères. Néanmoins, il s'avère important de signaler que la dégradation avancée des routes de dessertes agricoles et de routes nationales ne facilite pas non plus l'écoulement des produits agricoles vers les centres de consommation. Par peur de perdre, les paysans produisent juste pour leur besoin de substance. Le dernier aspect est lié aux multitudes de barrières érigées par les inciviques du village au marché. Lors du monitoring des violations des droits humains effectués par une structure de base de Kalehe, un paysan qui décide d'aller vendre sa poule au marché dont le prix de vente est estimé au total à cinq dollars américains, devra perdre en allant avec la poule deux dollars pour traverser ces barrières illégales. En retournant avec les trois dollars, la personne est astreinte à supporter les charges de scolarités et de santé de la famille.

4. Le manque d'indépendance de la justice, l'impunité et la corruption : ces trois facteurs sont interdépendants dans le sens où ceux qui commettent des bévues sont presque sanctionnés positivement par les tenants du pouvoir. Ils sont promus (cas des autorités militaires) pour avoir violentés la population civile à ce sens que celle-ci recourt à la justice populaire pour se venger. Des innocents sont ainsi abattus pour des fautes très minimes. En outre, des attitudes clientélistes en faveur de ceux qui ont « motivé¹⁵ » leur dossier auprès de la justice congolaise demeurent.

15 Motiver signifie ici, donner un pot de vin, une vache en vue de faire taire la raison et obtenir gain de cause lors d'un procès.

En somme, la paix demeure « un art de prévenir, de calmer et de dépasser des conflits par des initiatives proactives, en remplaçant sa violence par le dialogue et en transformant la violence des autres par des réflexes de paix »¹⁶.

¹⁶ <http://www.grainesdepaix.org/fr/ressources-de-paix/concepts-de-paix/ce-quest-la-paix/definitions-de-la-paix-vers-lelargissement>

De la prévention à la gestion non violente des conflits, un souffle de paix de bas en haut au Sud-Kivu (cas des territoires de Fizi, d'Uvira et de Mwenga)

Par Evariste Mfaume*

I. Comité des jeunes bembe et fuliiru :
un modèle de cohabitation pacifique

Les violences entre les jeunes des communautés bembe et fuliiru s'arrêtent, grâce aux actions réalisées par le barza intercommunautaire en appui à la Dynamique Locale de Paix (DLP). S'impliquant dans la cohésion sociale, les jeunes initient et exécutent des initiatives de paix et de développement local.

« Depuis l'arrivée de nos grands-pères à Mboko un demi-siècle déjà, leurs relations avec les membres des communautés bembe n'ont pas connu de tensions. Celles-ci ont commencé quand les babembe ont abusé de nos droits et valeurs culturelles. Nous nous sommes fortement engagés dans les violences. C'est positif pour le moment, les jeunes de la communauté bembe avec nous, faisons des choses ensemble » fait savoir un jeune **Mr Makegeta Tekera**, jeune leader de la communauté fuliiru.

* Coordinateur de SVH, Sud-Kivu, RDC. « Solidarité des Volontaires pour l'Humanité » SVH en sigle est une association sans but lucratif de droit congolais. Créée le 20 Mai 2003 à la suite des turbulences de la politique générale en RDC, particulièrement en territoires de Fizi, d'Uvira et de Mwenga au Sud-Kivu. SVH s'est impliquée dans les activités de recherches, d'analyses sur les thèmes paix et transformation des conflits, droits humains, ressources naturelles (www.svh-rdcongo.org). Dans le cadre du service civil pour la paix les efforts de SVH sur le terrain dans la construction d'une culture de paix et de non violence sont appuyés par le Service Chrétien international pour la Paix « EIRENE » depuis 2015 jusqu'à ce jour.

Mr Walengamina Loba Joalé, ancien président du comité des jeunes de Kabondozi, précise que plusieurs jeunes de la communauté fuliiru ont vite compris la nécessité de s'écarter des mauvaises habitudes qui compromettaient nos relations : « depuis un temps, certains jeunes bafuliiru n'obéissaient plus à l'autorité coutumière locale, s'emparaient de nos espaces de terres arables, coupaient excessivement les arbres dans nos forêts, ne contribuaient plus à la caisse de solidarité, saisissaient l'autorité militaire pour des faits civils. Par souci de cohésion sociale dans notre entité, nous avons salué l'implication des acteurs locaux à savoir les membres du barza intercommunautaire, les membres de la DLP, les responsables de la jeunesse au niveau du secteur de Tanganika et les autorités administratives et coutumières. Ils nous ont conduit et encouragés vers la paix entre nous » se réjouit-il.

De son côté **Mr Misabe'o Wa Nunda**, notable du village A'AMBA (Mboko) reconnaît les efforts de paix et de développement local du comité des jeunes de Kabondozi. « Ces jeunes échangent avec les autres jeunes sur la paix et la cohésion sociale, tiennent leurs réunions, organisent des matches mixtes de football intercommunautaires, appuient le reste des membres des communautés dans la réalisation des travaux communautaires » ; conclut cette autorité coutumière.

Exemple de Kabondozi, un modèle à étendre ailleurs

Le barza intercommunautaire bembe-fuliiru, la DLP et les autorités œuvrent pour le travail d'intérêt commun des jeunes de différentes tribus. Le comité des jeunes de Kabondozi est un cas parlant avec à son actif la baisse de la violence entre les jeunes et l'inclusion des femmes et jeunes filles au sein de ce comité. Pour le président du barza intercommunautaire bembe-fuliiru, l'expérience du comité des jeunes de Kabondozi doit être échangée avec les autres jeunes : « Mboko étant un village comportant 14 quartiers habités par les membres de différentes ethnies, certes les jeunes sont à la base des tensions, il est impor-

Barza intercommunautaire Bembe-Fuliiru : une structure traditionnelle mixte pour la pacification des leaders communautaires

- ◆ En 2015, le conflit intercommunautaire Bembe-Fuliiru a été caractérisé par un climat élevé de méfiance et de confrontation armée et verbale entre les leaders armés et non armés de ces deux communautés. A la base, la présence des groupes armés à caractère communautaire installés dans les moyens plateaux de Mboko et plusieurs exactions commises par ces éléments armés. Il s'agit des Mai-Mai Bwasakala (MMB) pour les babembe et le groupe d'autodéfense Raiya Mutomboki (GARM) pour les bafuliiru. Bénéficiant de la bénédiction totale des membres des communautés, ces deux camps s'accusaient mutuellement de la perpétuation des incidents humanitaires sur les personnes non armées de telle ou telle autre communauté vivant dans les moyens plateaux.
- ◆ Profitant de cette situation, les leaders de ces deux communautés en particulier les jeunes ont commis des violences (bagarres, querelles, extorsions, coups et blessures etc.)
- ◆ Pour prévenir et mieux gérer les conflits intercommunautaires à Mboko dans le secteur de Tanganika, les mêmes leaders ont, sur initiative de la DLP Mboko, décidé de créer une structure traditionnelle mixte composée en toute légitimité par les représentants des deux communautés. Le Barza est donc un cadre coutumier d'analyse et de concertation ; d'échange sur les activités d'intérêt communautaire ; de prévention et résolution pacifique des conflits intercommunautaires, un pilier de référence crédible pour les deux communautés.

tant pour nous d'étendre la bonne expérience de Kabondozi sur tous les autres comités. Ceci renforce à mon avis la paix intercommunautaire. Il est cependant vrai que la tâche ne sera pas facile mais le dépassement des obstacles du cas de Kabondozi est un travail qui a trop coûté à tous les intervenants » et, qui va inspirer les différents quartiers pré-cise **Mr Bwengwe Ehota**, président du barza intercommunautaire.

II. Actions phares dans la zone de hauts plateaux

Dans le cadre du consortium de 9 organisations de la société civile sous le lead d'International Alert ; œuvrant dans la plaine de la Ruzizi, moyens et hauts plateaux d'Uvira et de Mwenga (Itombwe) avec des activités de stabilisation et consolidation de la paix au sein du programme « Tujenge Pamoja Kwa Ajili ya Amani » (construisons ensemble pour la paix) qui suit comme but de « Renforcer la confiance et la légitimité mutuelle entre l'Etat et la société » pour qu'ils puissent résoudre ou atténuer ensemble les principaux moteurs des conflits et dans le souci de réaliser le résultat qui souhaite voir les solutions de paix concertées identifiées collectivement au sein des structures locales de paix mises en œuvre dans la zone du projet. Il y a de cela 8 mois, Solidarité des Volontaires pour l'Humanité SVH avait procédé à l'analyse des pouvoirs et à la redynamisation des structures locales de paix afin non seulement de doter les communautés locales en proie aux violences ; des cadres permanents de dialogue, mais aussi promouvoir la culture de prévention et résolution pacifique des conflits, de paix et de cohésion sociale.

« Solidarité des Volontaires pour l'Humanité » SVH, étant positionnée sur les piliers du dialogue démocratique et de la gouvernance sécuritaire, en plein processus de renforcement des capacités et d'accompagnement technique, appuis-conseils (leadership, analyse et prévention des conflits, médiation, négociation, plaidoyer, sensibilité au conflit et au genre) ; les membres de différentes structures locales de paix se mobilisent vers des initiatives, des solutions collectives de paix avec un



mandat et une crédibilité engagés, deviennent de plus en plus des acteurs clés notamment les femmes, les jeunes, les hommes à travers des actions concrètes sur le terrain parmi lesquelles :

1. **Kamati ya Amani Kalingi** (Comité de paix de Kalingi)

Depuis l'année 2016, le chef de groupement Basimukindje¹ monsieur BITOLWA avait vendu une vaste étendue de terre située à côté du marché de Kalingi dans le voisinage de hauts plateaux de Minembwe, évaluée à 10 ha à une personnalité de grande notoriété politique, cette dernière par la suite avait régularisé cette vente auprès des services étatiques compétents. Mécontent de cette vente qui a dépossédé les membres du clan basimukindje de la localité de Kalingi de ce qu'ils appellent « la terre de leurs ancêtres », les membres du clan basimukindje de Kalingi de la communauté babembe ne cessent d'afficher leur méfiance envers leurs voisins de la communauté banyamulenge. Cette situation a sérieusement affecté la cohésion sociale non seulement entre les membres de la famille régnante au niveau de ce groupement, mais aussi entre les membres des communautés babembe et banyamulenge.

Après sa redynamisation en Mars 2018, la structure locale de paix mixte de Kalingi accompagnée techniquement par « Solidarité des Volontaires pour l'Humanité » SVH, travaille sur la question à travers l'organisation des réunions intercommunautaires qui ont abouti jusqu'à présent à un accord à travers lequel la personnalité politique avait pris l'engagement de construire certaines infrastructures sociales au profit de la population de Kalingi notamment le centre hospitalier dont les travaux sont en cours et le marché local dont les travaux se font attendre. Le dialogue se poursuit au niveau communautaire sur les autres enjeux de cette question et la communication développée dans ce processus s'inscrit dans la prévention en faveur de la cohésion sociale et du développement local.

2. Kamati ya Amani Kipupu na Tulambo (comités de paix de Kipupu et Tulambo)

L'implication des structures locales de paix mixtes de Kipupu et Tulambo dans les hauts plateaux d'Itombwe accompagnées techniquement par « Solidarité des Volontaires pour l'Humanité » SVH, dans la recherche d'une solution pacifique et négociée sur la tension entre les jeunes banyamulenge du groupe armé communément appelé EL SHABAB et les Mai Mai babembe – tension liée au vol de bétails des éleveurs banyamulenge à CHANZOVU par les Mai Mai lors des événements de Bijombo – est une démarche qui vient de dissiper les préjugés et stéréotypes identitaires et amène ensemble les communautés à dialoguer et à privilégier l'intérêt supérieur d'une paix collective pour la communauté toute entière.

Pendant les affrontements intercommunautaires ayant opposé les groupes armés de la communauté banyamulenge d'une part et ceux des communautés babembe, bafuliiru et banyindu d'autre part pendant le mois d'avril 2018, dans les différents villages du groupement de Bijombo dans le territoire d'Uvira, les éléments Mai Mai issus des communautés citées ci-haut avaient réussi à emporter une cinquantaine de vaches appartenant aux éleveurs banyamulenge et les ont ramenées dans le village Kiseke où ils les ont vendues aux commerçants ambulants. N'ayant pas digéré cette perte énorme, les jeunes armés de la communauté banyamulenge communément appelés EL SHABAB en provenance de Bijombo dans le territoire d'Uvira se sont ralliés aux autres jeunes armés banyamulenge d'Itombwe et ont occupé le village de Tulambo habité en majorité par cette communauté avec le motif d'attaquer le village de Kipupu situé à 6 km pour selon eux, libérer de force les vaches appartenant à leurs parents. Ce climat avait suscité de l'animosité du côté des Mai Mai qui se sont à leur tour mobilisés à Kipupu pour répondre à toute attaque. Cette situation avait provoqué un climat de psychose généralisée dans le chef des habitants de l'axe Tulambo-Kipupu-Kiseke et ses environs qui se sont déplacés massi-

vement en brousse pour se mettre à l'abri des éventuels affrontements dans leurs villages. Ayant constaté la gravité de la situation, les animateurs des structures locales de paix de Kipupu et Tulambo ont développé un mécanisme souple de communication rapide, sont convenus d'initier un dialogue entre les deux parties pour prévenir les affrontements qui étaient déjà perceptibles à la porte de Kipupu. C'est ainsi que les deux côtés avaient commencé à négocier chacun avec le groupe armé de son obédience communautaire et l'inviter au calme, à la retenue et au sens de responsabilité afin d'obtenir l'organisation d'une rencontre intercommunautaire pour dialoguer en se regardant dans les yeux autour de la question.

Après avoir obtenu le désengagement de ces deux groupes sur leurs positions avancées, les deux structures locales de paix ont convoqué les chefs coutumiers et autres leaders communautaires influents représentant toutes les communautés vivant dans la zone dans une rencontre tenue à Tulambo en date du 28 Avril 2018. A l'issue de cette réunion dans laquelle les délégués de deux groupes armés avaient pris part, les résolutions suivantes ont été prises :

- a) Tous les groupes armés devraient rentrer dans leurs positions initiales et laisser les sages de différentes communautés poursuivre les discussions sur les vaches volées.
- b) Tous les habitants des différents villages déplacés en brousse devraient retourner dans leurs villages respectifs pour vaquer librement à leurs activités quotidiennes.
- c) Tous les groupes armés devraient libérer les différents axes routiers qu'ils avaient bouchés pour permettre la circulation des personnes et des biens dans toute quiétude.

Ayant obtenu la mise en œuvre de ces résolutions, les deux structures locales de paix ont réussi à prévenir les hostilités intercommunautaires et à rétablir l'espoir entre les communautés.



3. Groupe consultatif des sages d'Itombwe

Les affrontements intercommunautaires vécus dans le groupement de Bijombo en territoire d'Uvira ont sérieusement affecté le secteur d'Itombwe. Non seulement les mêmes communautés qui s'affrontent dans Bijombo se retrouvent dans Itombwe, mais surtout, les uns et les autres ont participé dans les affrontements à travers le soutien moral et matériel accordé aux communautés antagonistes sur place dans Bijombo. C'est dans cette optique que la majorité des combattants de deux côtés provenaient soit du secteur d'Itombwe soit du territoire de Fizi où chaque communauté a dépêché des jeunes gens pour aller à la rescousse des leurs.

Au regard de la montée de la tension dans le secteur d'Itombwe et des risques potentiels de propagation des affrontements de Bijombo sur Itombwe, le groupe consultatif composé des leaders de toutes les communautés du secteur d'Itombwe s'était réuni à Tulambo en date du 03 Juillet 2018 pour analyser la situation et mettre en place un plan de contingence pour minimiser les risques de déportation du conflit de Bijombo vers le secteur d'Itombwe.

Après analyse de la situation, il a été décidé que chaque communauté mette en place une commission qui aura comme mission d'aller sensibiliser les acteurs de violence au sein de sa communauté avec comme objectifs :

- a) Eviter toute provocation pouvant provoquer des affrontements intercommunautaires dans le secteur d'Itombwe.
- b) Arrêter tout appui orienté vers les protagonistes du conflit de Bijombo pour donner la chance à sa prévention et résolution pacifique

Il est important de noter qu'après le déploiement de ces différentes délégations, les actes de provocation entre les communautés vivant dans le secteur d'Itombwe ont sensiblement baissé d'une part ; et les affrontements ont baissé d'intensité dans le groupement de Bijombo où on observe actuellement une accalmie sur une grande partie.

Par ailleurs les papiers d'analyse du contexte socio sécuritaire de la zone de hauts plateaux de Fizi, d'Uvira et de Mwenga avec des implications au niveau transfrontalier, régional (RDC, Burundi, Rwanda) tels que produits régulièrement par SVH en 2017–2018 avec des mises à jour systématiques, les notes techniques de plaidoyer partagés avec divers partenaires à temps ont permis de mobiliser l'attention des acteurs Etatiques et non Etatiques sur les problématiques de dualisme de pouvoir coutumier, de conflits fonciers, de DDR, des conflits intercommunautaires dans les zones chaudes (Bijombo, plaine de la Ruzizi, Itombwe) avec des actions de prévention, de stabilisation qui sont en cours sur le terrain et qui nécessitent d'être renforcées pour plus d'impact.

Dans le cadre du projet Vijana Tunaweza (Jeunesse nous pouvons) mis en œuvre dans les hauts plateaux de Fizi et de Mwenga « Solidarité des Volontaires pour l'Humanité » SVH en consortium avec trois organisations de la société civile sous le lead d'International Alert, a participé à l'organisation des visites d'échanges d'expériences transfrontaliers des jeunes filles et garçons issus des communautés bafulliiru, banyamulenge, babembe, banyindu dont la cohabitation est perçue négativement en provenance de hauts plateaux d'Itombwe en RDC ; pourtant ils ont fait de longs kilomètres ensemble à moto ou à pied dans la forêt avant d'atteindre la partie littorale accessible aux bus de transport, avec une confiance manifeste à destination du Burundi et du Rwanda voisins pour y rencontrer d'autres jeunes ; découvrir des nouvelles réalités de vie.

III. Visites d'échange d'expériences des jeunes au niveau régional

III. a) Visite d'échange d'expériences des jeunes congolais au Rwanda

Au mois d'Avril 2018, 15 jeunes filles et garçons des hauts plateaux d'Itombwe au Sud-Kivu ont visité le site mémorial du génocide de 1994 à Kigali, couplée d'une soirée culturelle ensemble avec les jeunes Rwandais encadrés par l'organisation non gouvernementale Rwanda Never Again. Pendant ce moment ces jeunes ont appris non seulement les cycles de violences, les souffrances aiguës, les traumatismes provoqués par le génocide aux milliers de victimes (femmes, enfants, jeunes, hommes), les blessures intérieures avec une horrible fragmentation sociale, mais également ont appris à comprendre la possibilité des espaces de dialogue, d'écoute, d'appui psycho social, de sociothérapie, la résilience, la capacité à reprendre la vie sur le vaste chemin du pardon, de paix et la réconciliation sur laquelle le Rwanda se relève aujourd'hui ; de ce grand choc vers des idées nouvelles de tolérance, du vaste processus de détraumatisation, de dépassement de la haine, et de l'implication des jeunes dans l'entrepreneuriat, le leadership, l'émergence du développement local.

III. b) Visite d'échange d'expériences des jeunes congolais au Burundi

Au mois d'Avril 2018, 14 autres jeunes filles et garçons des hauts plateaux d'Itombwe au Sud-Kivu ont visité une coopérative des jeunes et des femmes accompagnée par le projet « Tushiriki wote » (participons tous) à travers l'association des femmes rapatriées de Bujumbura AFRABU. Des exposés sur le cadre normatif, cadre légal relatif à la jeunesse et à la sécurité : passer en revue les mécanismes, les politiques Etatiques en RDC et au Burundi sur la jeunesse, en faisant le lien logique avec la résolution des Nations unies 2250 relative à la jeunesse, la paix et la sécurité ; de la résolution à l'action.

Dans une ambiance cordiale des échanges ont été ouverts sur les réalisations des jeunes, les attitudes et les comportements dans un contexte de processus électoral apaisé. Ces échanges encourageants devraient contribuer aux dynamiques régionales de prévention des conflits en passant les échanges socio économiques, un plaidoyer sur l'implication des jeunes dans le processus démocratique dans la région des Grands-Lacs. A cela s'ajoute l'autonomisation des jeunes comme facteur de prévention et consolidation de la paix. Dans ces échanges d'expériences il a été également question d'encourager la promotion de l'art comme moyen efficace de mobilisation des jeunes pour la paix, sans oublier les espaces des possibilités de promotion des jeunes talentueux.

Il y a encore beaucoup d'efforts à fournir et le chemin sera long, mais nous sommes persuadés que le travail de prévention des conflits va porter ses fruits dans notre région des Grands Lacs.



La prévention des conflits dans la province du Tanganyika en RDC : une tâche essentielle dans un environnement instable

*Par Jean-Marie Toro**

La coopération allemande au développement représentée par la GIZ intervient dans la province du Tanganyika en République Démocratique du Congo dans une vaste zone qui vient d'être secouée par une longue période de conflit violent opposant les communautés bantou et pygmées (twa) qui y vivent ensemble depuis des générations. Le degré des violences et les pertes subies de part et d'autre sont la démonstration de la baisse de qualité des relations entre les communautés de la province en général et de la zone en particulier. Cependant ces relations ont été longtemps caractérisées par des frustrations causées par la marginalisation, la domination et une perception négative d'une communauté (les bantous) par rapport à l'autre (celle des « twa » aussi appelés pygmées). Il faut également prendre en compte que depuis une trentaine d'années le mode de vie des twa continue à subir des changements profonds en lien avec l'évolution politique et socio-économique de la province mais aussi plus globalement au regard des événements qui ont jalonné l'histoire de la RD Congo. A cela s'est ajouté il y a quelques années l'accaparement de terres par des grands propriétaires fonciers avec comme conséquence une réduction sensible des espaces de vie et de subsistance pour les twa comme pour les bantous. Face à cette menace existentielle, les deux communautés réagissent en utilisant notam-

* Expert Technique en cohésion sociale, transformation des conflits et inclusion du genre Projet Tukule Muzuri. Deutsche Gesellschaft für Entwicklungszusammenarbeit (GIZ) GmbH dans la province de Tanganyika, en RD Congo

ment la violence ; elles forment ou renforcent des milices armées pour défendre leur patrimoine et leur intégrité physique. Au vu de l'insécurité grandissante et de la montée des violences dans plusieurs régions de RDC liées entre autres à des luttes de pouvoir au niveau national enchevêtrées avec des conflits locaux, il s'agit de prendre parallèlement en compte les moteurs locaux et nationaux des conflits.

La coopération allemande exécute ses projets de sécurité alimentaire et nutrition avec un volet transversal de cohésion sociale et transformation des conflits.

Elle a adopté une approche de transformation des conflits qui sont négatifs et destructifs en des relations positives et constructives, par des activités qui visent à gérer en même temps les aspects de comportement et d'attitude ainsi que d'autres dimensions du conflit.

La transformation du conflit violent entre les twa minoritaires et les bantous majoritaires (eux-mêmes divisés en plusieurs ethnies), en une opportunité constructive est donc conçue comme une mesure de prévention de conflit en vue d'aboutir à la création des conditions favorables au retour d'une paix durable. Ainsi, le conflit violent entre ces deux communautés est en train d'être transformé en une opportunité de changement social positif, résultant d'un changement d'attitudes et de comportements, des relations entre les communautés ou individus et des perceptions (opinions) des uns sur les autres. L'ensemble des activités menées par la GIZ dans ce domaine ont pour but la transformation des structures sous-jacentes du conflit, en vue de la création de nouveaux liens entre les groupes et acteurs. Dans ce cas, le conflit violent entre les communautés de la zone est transformé en un changement social positif résultant en un changement des attitudes, des relations entre les communautés ou individus et des comportements des uns et des autres membres des communautés concernées.

Pour la coopération allemande, la transformation du conflit qui est associée à sa prévention tourne autour des points suivants :

- ◆ Identification des capacités locales de paix et des portes d'entrée au sein des communautés pour parler de réconciliation et de la cohésion sociale.
- ◆ Analyse approfondie des conflits et de leurs histoires qui est la base sur laquelle les interventions des projets sont développées et exécutées. Nous intégrons les acteurs locaux et les parties prenantes au conflit dans les espaces de réflexion et d'analyses. A travers ces dernières, nous voulons simplement développer une base et une compréhension commune des causes profondes du conflit, objectifs pour mettre fin à la violence et restaurer les conditions pour la paix, en même temps que nous réfléchissons ensemble sur le changement social désiré, comme alternative aux conflits et à la violence.
- ◆ Le développement d'un partenariat durable avec les organisations de la société civile en vue d'une pérennisation des actions de gestion et transformation des conflits pour la construction d'une paix durable.
- ◆ Le rapprochement communautaire et la mise en œuvre des activités intégratrices visant la cohésion sociale.

En quoi et comment renforçons-nous les capacités locales pour la paix ?

A travers des séances de dialogue communautaire, l'équipe de la GIZ ensemble avec ses partenaires locaux crée des opportunités pour établir de nouvelles relations et formes d'interactions entre les communautés. Cela suppose également la responsabilité sociale d'accompagner le processus de construction de la paix, un soutien à l'établissement d'accords au sein des communautés et en assurer le suivi, l'accompagnement des organisations de la société civile dans leurs efforts de promotion de la paix et, en particulier, l'analyse des conflits, le développement

de mécanismes alternatifs de résolution des conflits (dialogue, médiation) offrant aux acteurs jadis impliqués dans la violence une nouvelle façon de s'engager. Le projet de la coopération allemande accompagne les communautés dans leurs efforts de médiation des conflits locaux. Nous appuyons la Commission Diocésaine Justice et Paix de l'Eglise Catholique dans l'installation ou le renforcement des structures locales de transformation des conflits communément appelées « Baraza ». Ces inclusives regroupent les membres des communautés locales ; ils constituent un cadre de concertation et de transformation des conflits au niveau communautaire. Nous accompagnons les membres de ces baraza dans la planification stratégique des activités concrètes et la mise en réseau avec d'autres acteurs dans la zone du projet.

Ces baraza ont développé leurs propres formes de médiation afin de répondre immédiatement aux conflits survenant dans leur zone géographique et d'éviter toute escalade.

Nous travaillons en vue d'établir une certaine légitimité sociale de ces « médiateurs » pour les placer comme des acteurs clés dans une approche de prévention et de transformation des conflits.

Les analyses auxquelles les membres des baraza se livrent mettent en lumière les conflits sociaux envenimés par la violence qui a secoué notre zone d'intervention et ils y travaillent en cas de besoin.

Nous travaillons avec les acteurs de la société civile locale pour accroître leurs capacités d'analyse, renforcer leurs connaissances dans le domaine de la construction de la paix, faciliter l'émergence d'un esprit critique ainsi que créer des espaces de réflexion et d'analyse du contexte.

Les activités de rapprochement communautaire que nous organisons renforcent le respect et la solidarité entre les personnes et les communautés partageant le même espace vital, développent des instruments et espaces de communication entre les acteurs en conflit, inventent des mécanismes de création et de partage d'une vision commune. Ces activités conduisent en même temps vers le dépassement de certaines pratiques socio-culturelles qui incitent à la discrimination, à l'exclusion et

qui favorisent ainsi la violence et la destruction ; elles encouragent plutôt la conception de nouvelles valeurs socio-culturelles qui sont promotrices des droits humains, de paix sociale et d'engagement pour une transformation sociale positive.

Etant entendu que les violences et les conflits aigus détruisent les mécanismes de production de richesses et placent les populations dans une situation de dépendance, les projets de la coopération allemande renforcent les moyens de production agricole par l'appui en intrants, en matériels et la promotion des pratiques agricoles porteuses. Nous travaillons de sorte que cette intervention ne soit source de conflit. Nous faisons respecter les principes du « ne pas nuire » pour qu'enfin la discrimination ou la marginalisation qui serait source de conflit soit directement adressée et que la cohésion sociale soit affermie.

Nous avons compris que certains services et biens mis en place par les projets au sein de la communauté peuvent jouer un rôle de catalyseur dans le conflit et/ou la capacité de paix. Ils peuvent raviver les tensions entre les groupes ou raffermir les liens interpersonnels ou communautaires. Il s'agit des points d'eau, des moulins, marchés, routes de dessertes agricoles... Tout en mettant en place ces infrastructures et d'autres réhabilitées, les projets de la coopération allemande facilitent la compréhension des enjeux qui entourent ces biens et services dans le domaine de cohésion sociale. A travers les actions des projets et de leurs partenaires locaux, les communautés se rendent compte du caractère intégrateur des infrastructures communautaires et mettent en place des systèmes de prévention des éventuels conflits liés à l'accès, la jouissance ou la gestion de ces biens.

Quels sont les obstacles que nous rencontrons ?

Nous travaillons dans une vaste zone où le pouvoir public est quasi absent. Sur une distance d'environ trois cents kilomètres, nous ne trouvons aucun poste de forces de l'ordre ni de symbole du pouvoir public. Les capacités locales de paix qui devraient être soutenues par le pouvoir

public se retrouvent abandonnées à la seule communauté qui a du mal à les reconnaître comme telles.

Quelles sont les questions que nous nous posons ?

- ◆ Entre les formations et la modification du comportement des gens ou des organisations, comment progresser pour réaliser un renforcement des capacités beaucoup plus complexe ?
- ◆ Quelles capacités faut-il renforcer en priorité : Celles des individus ? Celles des organisations ? Celles d'un secteur ? Ou bien doit-on viser la société civile dans son ensemble ?

Existe-il des mécanismes locaux dans les communautés qui œuvrent pour la prévention de conflits ?

La communauté bénéficiaire des projets de la coopération allemande est souvent composée par plusieurs groupes ethniques et chaque groupe a en son sein un mécanisme traditionnel de prévention des conflits. Le trait commun entre les nombreux mécanismes est :

- ◆ Tous sont basés sur l'initiation : les jeunes générations sont préparées pour assurer la relève des vieux par l'initiation aux valeurs traditionnelles dont notamment la paix, la solidarité communautaire, la succession, la justice et la protection communautaire ;
- ◆ Le rôle des sages (vieux) à qui revient le pouvoir de médiation et d'orientation ;
- ◆ L'autorité traditionnelle ou coutumière (le sultanat) qui fait respecter les mesures locales de gestion et prévention des conflits autour du chef traditionnel. Cette procédure va de la sanction négative à la réconciliation ;
- ◆ Le rôle des femmes et des jeunes dans le processus de gestion des conflits sociaux ;

- ◆ La fixation des règles de conduite et de communication qui évite aux individus et communautés des différends et confrontations comme premier recours en cas de conflit.

Toutes les communautés (ethnies ou tribus) ont donc leur système de prévention des conflits tirés des ressources du mode traditionnel opéré dans la « case du village » ou sous « le manguier mythique ». Là les décisions pour vivre dans l'harmonie au sein de la communauté ou prévenir les conflits violents sont prises par le Chef, ici appelé « Sultan » entouré d'autres sages du village.

Nous essayons d'utiliser et de renforcer les éléments positifs de ces éléments traditionnels. Il faut cependant souligner que nous voulons avancer vers le soutien et le renforcement de médiations et de dialogues intercommunautaires entre communautés, villages, etc. C'est un prochain pas à entamer.

Kalémie, septembre 2018

Les acteurs civils face à la prévention des conflits

*Par Pasteur Fidèle Muanda Mikiama**

**La prévention des conflits est une précaution
urgente pour rendre les sociétés
plus résistantes aux conflits violents.**

0. Introduction

Les acteurs civils sont conviés à être proactifs en matière de règlement, de résolution et de transformation pacifiques des conflits. Il s'agit d'attaquer le problème quand il est encore à son état embryonnaire. Lorsque la tension est prévisible pour une question ou un problème donné, l'acteur civil doit s'atteler à vite prévenir au lieu d'attendre que la tension déclenche un conflit ouvert et le régler, le résoudre ou le transformer par la suite.

C'est une mission certes difficile, mais pas impossible. Pour y arriver, il faut régulièrement renforcer les compétences des acteurs locaux qui sont dans notre contexte les membres des comités paroissiaux, consistoriaux et communautaires de la Commission Justice-Paix-Sauvegarde de la Création.

* Secrétaire Exécutif Provincial de la Dynamique Protestante Justice-Paix-Sauvegarde de la Création (Kongo Central, DRC) & Eveilleur des consciences individuelles et collectives

I. Renforcement des capacités locales pour la paix : une mission impérative

La prévention est nettement mieux que le règlement, la résolution et la transformation pacifique des conflits. Souvent, prévenir un conflit pose des risques énormes si l'on n'y va pas avec minutie, prudence et sagesse. Il y a risque de provoquer une situation plus grave que celle que l'on voulait prévenir.

La prévention réussit plus facilement quand c'est l'une des personnes concernées qui cherche la médiation avant l'éclatement du conflit ou tout au moins quand le conflit est encore larvé. Dès que les tensions sont vives, l'artisan de la paix doit vite chercher à désamorcer la crise prévisible.

C'est pourquoi cette démarche exige un renforcement des capacités des acteurs locaux engagés dans cette voie de la construction de la paix durable et qui laisse moins de blessures entre protagonistes.

Dans le renforcement des capacités locales, nous convions les acteurs civils à commencer par localiser la nature du conflit latent. Quelle est la source de l'antagonisme, de l'incompatibilité ou de l'intérêt ? Après avoir bien identifié la source, il faut identifier les personnes cibles à travers lesquelles le conflit risque d'éclater. Ensuite, passer aux contacts individuels après avoir clairement reçu les informations sur les contours de la tension.

La prévention réussit mieux quand la situation est encore au niveau de « tension ». Entendu par là, un climat de refroidissement des relations observé visiblement entre deux personnes ou deux communautés.

Nos sociétés ont souvent l'habitude de vite extrapoler les conflits socio-professionnels en conflits communautaires. Un problème de deux leaders communautaires devient très vite un problème entre deux communautés, si la prévention n'intervient pas tôt. Voilà la raison majeure qui fonde notre souci permanent de prévenir toujours le conflit avant que la situation ne s'empire.

Il faut comprendre par prévenir un conflit le fait de « devancer l'éclatement d'un conflit larvé ou potentiel. Viser à empêcher l'éclatement d'un conflit violent, éviter que le conflit ne dégénère en violence »¹.

Pour prévenir les conflits, l'acteur social doit jouer le rôle d'éducateur et de formateur c'est-à-dire apporter aux autres acteurs civils le savoir qui leur permet de gérer leur conflit dans un sens constructif, écarter la violence de son apparence de légitimité, enseigner la tolérance, les méthodes pratiques pour gérer les tensions quotidiennes. Éviter que la situation ne puisse éclater en conflit ouvert ou en violence.

Dans nos formations, nous insistons sur les bienfaits d'être « proactif » en tant qu'acteur social engagé dans la construction de la paix. Nous partons de l'hypothèse selon laquelle quand la case de ton voisin brûle, le vent peut apporter le feu jusqu'à chez toi. Il faut donc toujours prévenir au sein de l'organisation ou de la société.

II. Les obstacles que rencontrent souvent les bâtisseurs de la paix

Nous utilisons la terminologie des acteurs civils qui sont aussi activistes de la paix. Cette appellation nous paraît dans notre mission de bâtisseurs de la paix très dynamique. Toute action positive est toujours en proie à une opposition interne ou externe. Travaillant plus sur le terrain de l'Église mais aussi de la société, les obstacles que nous rencontrons souvent sont ceux des tireurs des ficelles dans l'ombre, les insatisfaits perpétuels et les artisans qui vivent au profit des conflits et de la violence.

Les tireurs des ficelles dans l'ombre sont des personnes qui colportent des faussetés, montent de fausses informations et divisent les gens. Ils inventent des histoires qui opposent les responsables dans une organisation. Ils sont contents quand il y a des gens qui ne s'entendent pas au

¹ Fidèle MUANDA MIKIAMA, Pour une humanité réconciliée, Guide du formateur à la transformation pacifique des conflits, éd, CEC, Matadi, 2010, pp. 21-22.

sein d'une organisation. Ils vont puiser chez l'un pour colporter vers l'autre. Dès que le bâtisseur de la paix s'en aperçoit, il doit vite attaquer dans un premier temps le mal à la racine. Il doit d'abord collecter les informations auprès du tireur des ficelles sans le pointer en tant que coupable. Il va ensuite prendre langue respectivement auprès de l'un et auprès de l'autre des parties en conflit potentiel.

Comme la dissension n'a pas encore pris de l'ampleur, c'est plus facile d'éteindre le petit feu qui veut embraser la savane. Après avoir eu la certitude que le tireur des ficelles est la plaque tournante qui veut allumer le feu entre les deux protagonistes, l'artisan de paix doit rentrer auprès de ce dernier et lui proposer carrément de cesser le jeu de caméléon. Par la suite, après avoir écouté en aparté les deux protagonistes, proposez-leur d'être autour d'une table pour mettre fin à la tension qui risquait de se volcaniser en conflit ouvert.

Les insatisfaits perpétuels sont des personnes qui jouent souvent le rôle de trouble-fête. Ils ont au sein de la société ou d'une organisation l'habitude de décourager les motivés à travailler, se donner pour la vie de l'organisation en apportant le meilleur d'eux-mêmes. Ils sont viscéralement pessimistes sur toute la ligne. Quand l'acteur civil, bâtisseur de la paix, veut jouer la médiation entre le chef et un groupe de personnes lésées, le trouble-fête va tenir auprès de ces dernières des propos dissuasifs, en leur faisant croire que la démarche n'aboutira pas. La voie pour se faire entendre serait le soulèvement contre le chef. Ils sont de grands meneurs dans l'ombre mais qui sont très proches du chef. Très influents auprès du dirigeant de l'organisation.

Il y a des artisans qui alimentent la violence au sein de l'organisation. Parfois ils travaillent beaucoup sur la paix verbalement, mais la sapent en action au sein de l'organisation. Ce qui importe aux personnes de ce genre, c'est « de ne faire que ce que je dis ». Ils disent que sans violence, rien ne peut changer la situation. Ces gens sont dangereux pour la société. C'est eux qui disent que pas de guerre, pas d'affaires. Ils font de la violence un fond de commerce. Ce sont des agitateurs qui sont parfois très retranchés et difficiles à dénicher.

Face à ces trois catégories d'opposants, la prévention des conflits est urgente sur tous les fronts car ils exploitent le terrain culturel, économique et politique. L'attitude du bâtisseur de la paix doit être la constance, l'audace de réussir l'initiative et la détermination pour ne pas tomber dans le piège du découragement.

III. Nos interrogations

Il y a une série d'interrogations qui pincent parfois mon cœur au sujet de la construction de la paix dans les Eglises, dans les organisations et au sein de la société.

- ◆ Pourquoi, ayant tant des pierres devant nous, nous aimons plus les utiliser pour ériger des murs de séparation, des murs de fragmentation et non pour construire des passerelles et des ponts pour cimenter la paix entre frères et sœurs, entre humains sur cette terre des hommes ?
- ◆ Comment bâtir des citadelles dans les cœurs des humains pour vivre dans une humanité pacifiée et réconciliée ?
- ◆ Comment les acteurs civils peuvent-ils aider les tireurs des ficelles qui combattent la paix afin qu'ils sachent que rien ne vaut mieux que la paix dans le monde ?

IV. Mécanismes locaux utilisés pour prévenir les conflits

Nous avons plusieurs mécanismes locaux que nous utilisons pour prévenir les conflits.

Dans notre culture, la prévention a toujours occupé une place de choix. Nos ancêtres ont même utilisé beaucoup de proverbes dans ce domaine :

Pour introduire, une prévention concernant une situation qui s'annonce scabreuse, je dirai par exemple « Avant que le doigt ne soit blessé, il faut déjà le bander ». Nous utilisons donc la diplomatie silencieuse quand il s'agit des autorités, la médiation ouverte quand nous

sommes devant deux groupes ou deux communautés. Parfois un noyau d'acteurs civils déjà rodé en matière de prévention mène l'action.

La prévention des conflits dans notre culture occupe une place de choix. Si tu veux fuir les conflits va au champ : ce proverbe veut dire que plus on n'a rien à faire plus on est exposé aux conflits parce que vous allez beaucoup tailler bavette jusqu'à tomber sur un sujet de controverse pouvant amener aux conflits et à la guerre. Plus on est occupé à travailler plus on est épargné à se chamailler et entrer en discussions conflictuelles nous enseigne-t-on dès le bas âge.

Dans notre Eglise nous avons des commissions de paix au sein des comités paroissiaux qui veillent sur la prévention des éventuels conflits. Elles s'occupent aussi de règlement, de la résolution et de la transformation des conflits.

Ces différents concepts ont, à notre entendement, des nuances différentes quant à leurs applications sur le terrain. Régler un conflit, c'est mettre fin à un comportement violent en arrivant à un accord de paix. Cette pensée du Pasteur Martin Luther King peut nous aider à bien cerner la problématique « résoudre pacifiquement un conflit ». Ce grand artisan de paix a dit que « l'humanité doit imaginer, pour résoudre tous les conflits entre les hommes, une méthode qui exclut la vengeance, l'agression, et les représailles. Le fondement de cette méthode est l'amour »².

Résoudre pacifiquement un conflit, « c'est chercher un consensus entre les protagonistes. C'est proposer le dialogue et la concertation après avoir répondu sur le pourquoi et le comment terminer le conflit en présence. La résolution traite les causes du conflit et cherche à établir entre des groupes hostiles des relations nouvelles et stables »³.

La transformation pacifique du conflit est une démarche qui consiste à corriger pacifiquement les réalités et les structures sociales injustes, inégales, discriminatoires, exclusives en situation et en structure plus

2 Martin Luther KING, je fais un rêve, « Discours d'acceptation du prix Nobel de la paix », éd, centurion, Paris, 1987, p. 63.

3 Fidèle MUANDA MIKIAMA, Op. Cit, p. 37

justes, égales, et inclusives. Elle vise le changement social, culturel et de comportement pour s'accepter en toute dignité. La transformation pacifique de conflit traite l'ensemble des sources sociales et politiques d'un conflit et cherche à transformer l'énergie négative du conflit en changement social et politique positif. Il s'agit donc de rendre les relations et les structures souvent injustes et inégales plus justes et équitables.

Dans les Eglises les injustices et les inégalités se posent souvent en termes de promotion des cadres dans les deux départements de collaboration entre l'Etat et l'Eglise qui sont : l'enseignement et la santé. Il y a parfois géographiquement des coins qui sont lésés, des consistoires marginalisés et des communautés minoritaires très peu considérées. Corriger les injustices et les inégalités consiste à promouvoir à compétence égale les personnes de tous les consistoires de la même manière. Cela va de soi pour le genre, à compétence égale, il faut donner la promotion à autant de femmes que d'hommes.

Conclusion

La prévention des conflits a l'avantage de faire de nos sociétés et de nos organisations des milieux plus stables, résistants aux conflits violents et par ricochet favorables au développement durable. Déjà au niveau de la prévention, nous parlons de la réconciliation alors que celle-ci est le sel qui garde la saveur des relations humaines. Elle est un acte qui restaure la paix, rapproche les tribus et les ethnies, les communautés et les peuples.

La prévention des conflits est le socle de la paix. Tout ou presque dans la vie est lié à la paix. Le développement stable et durable d'un pays, d'une société ou d'une organisation est fortement conditionné par la paix culturelle, économique et politique car rien ne peut se construire dans l'insécurité culturelle, économique et surtout politique.

La prévention des conflits pour une société résistante aux conflits violents est donc une mission urgente, impérative et imposée à nous tous.

BIBLIOGRAPHIE

Fidèle MUANDA MIKIAMA, Pour une humanité pacifiée, Guide du formateur à la culture de la paix, éd, CEC, Matadi, 2010.

Fidèle MUANDA MIKIAMA, Pour une humanité réconciliée, Guide du formateur à la transformation pacifique des conflits, éd, CEC, Matadi, 2010.

Martin Luther KING, je fais un rêve, « Discours d'acceptation du Prix Nobel de la paix », éd, centurion, Paris, 1987.

Prévention des conflits : expériences dans les écoles du Sud-Kivu

*Par Divine Kasimbi et David Mukamba**

Il y a des problèmes aussi bien dans les communautés que dans les écoles protestantes qui y sont implantées. Des injustices qui forment des foyers de tensions souvent latentes qui pourraient éclater en conflits violents plus tard. Ceci se manifeste surtout par le tribalisme et le favoritisme qui peuvent conduire à une crise. C'est ainsi que les écoles protestantes du Sud-Kivu en RDC, entreprennent des activités de prévention des conflits qui sont réalisées par des élèves membres des clubs de paix.

En quoi et comment nous renforçons les capacités locales pour la Paix

A) LA FORMATION

Etant donné que notre travail de Paix est spécifiquement orienté dans les écoles, nous avons pris l'initiative de former les acteurs éducatifs (enseignants et chefs d'établissement) et les élèves dans certaines écoles sur l'éducation à la Paix et la transformation pacifique des conflits. Ces formations visent à capaciter les acteurs éducatifs sur différents thèmes à savoir :

- ◆ **Concepts clés comme base de l'Education à la Paix (La Paix, la Violence)**
- ◆ **Notions sur le conflit** (Types de conflit, Causes de conflit, Evolution du conflit, Style de comportement face au conflit)

* Pour l'équipe SCP de la Coordination Provinciale des Ecoles Conventionnées Protestantes (ECP) au Sud Kivu, RD Congo

- ◆ **Techniques de transformation pacifique du conflit** (Dialogue, Négociation, Médiation)
- ◆ **Clubs de Paix au sein des écoles** (transformation et prévention des conflits, promotion de la culture de paix en milieu scolaire)

C'est ainsi qu'à l'issue des formations, nous créons des clubs de Paix au sein de chaque école qui se structurent sur trois cellules d'intervention dont la prévention des conflits, la transformation pacifique des conflits et la promotion de la culture de Paix.

Il y a des activités de préventions des conflits pour chaque club de Paix selon les trois cellules. Parmi les activités nous avons des chansons, des poèmes, des sketches, du théâtre, etc. voici un exemple de certains poèmes, sketches et chansons des enfants dans les écoles :

1. Valeurs pour la cohabitation pacifique

A : Ah ! Ah ! Ah ! Ah ! Ah !

Moi, étudier avec des filles ? Non, non, non.

Je ne le veux pas vraiment !

Comme celle là, une fille de l'autre ethnie ? Non, je refuse !!!

B : Bonjour Mr.

Eh ! Eh ! Eh ! Eh ! Eh ! Tu es méchant !

Je te vois entrain de te tourmenter,

Mais tout ce que tu disais est antivaleur.

Là il s'agit du stéréotype, la haine, le tribalisme et j'en passe.

A : Qu'est ce que je peux faire mon ami ?

B : Vivez les valeurs telles que :

L'amour du prochain, l'esprit d'équipe, la solidarité et qu'en sais je.

C : Eh ! eh ! eh !, mes frères !

De quoi est ce que vous vous disputez ?

Vivons la paix et la cohabitation pacifique !

Réconcilions-nous, oublions le passé afin que nous vivions une Paix durable dans la Région.



2. Sketch pour l'intégration de toutes les tribus

Père : Ma femme, où est notre fils Jay ?

Mère : Papa, il est allé se promener chéri !

Père : Mais il fait déjà tard pour rentrer à la maison.

Mère : C'est un jeune tu sais ! Il va arriver.

Père : Ça va alors.

Mère : Prenez place, on l'attend.

Fils : (se tourmente chemin faisant) : Ah ! Ah ! Je l'aime bien cette fille ! Mais est ce que mes parents vont accepter ? Elle est Tutsi et avec le tribalisme qui règne dans la région ?

Toc toc toc !

Mère : Qui est-ce ?

Fils : C'est votre fils Jay maman !

Mère : Approchez mon fils !

Fils : Bonsoir mes chers parents ! Après mes études, j'ai trouvé un bon travail et maintenant je veux une femme pour le mariage.

Père : Ah Ah ! Eh Eh ! C'est vraiment une très bonne chose mon Fils. Mais, où veux-tu avoir une femme ?

Fils : Ah ! Mes parents, je vais vous proposer quelques tribus et ethnies pour que vous m'orientiez ! Soit chez les Tutsi, chez les Hutu, chez les Hunde, chez les Nande, chez les Banyamulenge ou chez les Bashi.

Mère : Mon fils, dans toutes ces tribus il y a des bonnes et belles femmes car elles reconnaissent la valeur d'un mari au foyer.

Père : Ecoute mon fils ! Ma femme est Nande, ton grand frère a une femme Hutu, toi tu peux aller chez les Tutsi, ton petit frère ira chez les Hunde ou chez les Banyamulenge, et comme ça, notre famille sera élargie.

Fils : Oh oh oh ! Dieu merci ! Mes parents ne sont pas comme les autres qui sont tribaux ! Et maintenant, qu'est ce qui m'empêchera d'épouser ma bien aimée chez les Tutsi ?



Chanson

Nous refusons la guerre, nous voulons la paix !
Nous refusons les conflits, nous voulons la paix
Tous ensemble,
Eeeh membres du club de paix, Eeeh nous voulons promouvoir
la paix !
Tous ensemble pour la paix, levons nous tous pour la paix !

Unissons nous, cherchons la Justice,
Unissons nous, cherchons la vérité.
Ouah ouh Ouah ouh yeleyele lele (2 x)
Travaillons ensemble et prions ensemble !
Agiions ensemble en allant ensemble !
En bannissant la discrimination et la ségrégation dans cette région
En recherchant la liberté et la fraternité !

Les poèmes, les sketches et chansons évoqués ci-haut à titre d'exemple, sont des moyens par lesquels les communautés scolaires sont sensibilisées pour prévenir les conflits.



B) Campagne de sensibilisation

Il sied de mentionner également que nous organisons les campagnes de sensibilisation à travers le théâtre participatif. Ces campagnes visent d'abord à former les élèves sur le théâtre participatif qui est un théâtre débat.

Le théâtre participatif est un théâtre communautaire qui explore les situations affectant une communauté et offre aux spectateurs un espace des discussions visant la résolution des conflits avec les membres de la communauté.

En effet, les élèves qui ont des talents dans le théâtre sont formés pour user positivement leur talent à sensibiliser les autres afin d'avoir la

paix à l'école. Dans les spectacles organisés, ils sont appelés à aborder des thèmes qui relatent la situation qui ne favorise pas la paix à l'école, en suite ils laissent l'espace d'échange aux spectateurs pour que ceux-ci proposent des pistes de solutions aux problèmes.



C) Rencontres régionales

Des rencontres régionales visant le renforcement des capacités sont aussi initiées dans le cadre de l'éducation à la paix et la promotion des valeurs chrétiennes afin de promouvoir la paix dans la région. Ainsi, elles réunissent les élèves et encadreurs/enseignants provenant du Rwanda et de deux provinces de l'Est de la République Démocratique du Congo soit le Nord- et le Sud-Kivu.

Ces activités sont toujours accompagnées par des présentations culturelles des élèves à travers les danses traditionnelles, théâtres, poèmes et chansons et ensuite sanctionnées par le plantage d'arbres de paix.



Les difficultés rencontrées

Comme le champ d'action de la coordination des écoles protestantes au Sud-Kivu est vaste, il y a des zones où les conflits sont fréquents, mais qui sont difficiles à atteindre suite à l'insécurité causée par la présence de plusieurs groupes armés.

Approche de la CBCA dans la réduction des tensions intercommunautaires dans la plaine de la Ruzizi/Territoire d’Uvira au Sud-Kivu en République Démocratique du Congo (2012–2018)

*Par Pierre Murhula Kaheto**

Résumé

Cette article décrit l’approche du dialogue intercommunautaire que la CBCA a mise en œuvre pour réduire les conflits et les tensions dans la chefferie de la Plaine de la Ruzizi, territoire d’Uvira, Province du Sud Kivu en République démocratique du Congo. Il a été constaté que les conflits intercommunautaires résultent de facteurs endogènes et exogènes dans les domaines social, politique, économique et culturel. Les dits conflits entraînent plus de conséquences négatives que positives sur la population de la chefferie de la Plaine en général et sur les membres de deux communautés (Bafuliru et Barundi) en particulier. Cet article constitue une esquisse sur l’approche de la CBCA qui a aidé à contribuer à la pacification intercommunautaire dans cette région. Bien que les conflits intercommunautaires récurrents et persistants dans la Plaine de la Ruzizi soient de type violent, la CBCA partage ses expériences en montrant certaines de ses activités sur le terrain qui contribuent à la réduction des tensions aujourd’hui sur ce territoire. Comme il ne serait pas possible de parler de l’approche de la CBCA et ses expériences dans la réduction des tensions à Ruzizi sans comprendre le contexte, le lecteur de cet article pourra aussi trouver les éléments du contexte et l’historique des conflits et tensions communautaires dans la plaine de la Ruzizi.

*CBCA JPIC Field Officer/Bukavu-DR Congo

1. Introduction

La chefferie de la Plaine de la Ruzizi est située au Nord-Est du territoire d'Uvira à la frontière avec le Burundi qui se trouve à l'Est. A l'Ouest de la chefferie, se trouvent les moyens et hauts plateaux d'Uvira qui touchent les hauts plateaux de Mwenga. La chefferie de la Plaine est l'une des trois chefferies du territoire d'Uvira. La majorité de la population est Bafuliru. La deuxième plus grande partie de la population est constituée de Barundi, qui sont des Tutsi d'origine burundaise. On trouve également un nombre considérable de Banyamulenge, Bavira et Babembe et d'autres communautés.



Carte du territoire d'Uvira

2. Le contexte et historique des tensions intercommunautaires dans la plaine de la Ruzizi

La tension entre les communautés bafuliru et barundi est la plus récurrente dans cette chefferie. Une bonne compréhension de l'histoire est nécessaire pour comprendre les dynamiques du conflit et des tensions actuelles. Il est tout d'abord important de comprendre l'origine des différentes communautés peuplant cette Plaine. Les Bafuliru y sont arrivés à la fin du XIXème siècle. Les Barundi s'y sont quant à eux installés pendant la première moitié du XIXème siècle. Bien que les Bafuliru soient arrivés dans la plaine plus tard, ils considèrent qu'ils constituent la communauté « autochtone », sachant qu'ils étaient déjà installés sur

les moyens plateaux d'Uvira depuis le XVIIIème siècle (Source : Comprendre les conflits dans l'Est du Congo : la plaine de la Ruzizi, Rapport Afrique de Crisis Group N°206, 23 juillet 2013). Les Barundi sont souvent associés aux Banyamulenge qui appartiennent eux aussi aux communautés burundaises et rwandaises arrivées à l'Est de la RDC (au Kivu) suite à plusieurs vagues migratoires. Les colons y avaient installé des communautés rwandaises. Les Banyamulenge sont des Tutsi d'origine burundaise et rwandaise qui vivent surtout dans les hauts plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga. Les Babembe sont considérés comme des « autochtones » de Mwenga. Avant cette vague de migration organisée, une minorité de Banyamulenge habitaient dans les hauts plateaux de Mwenga, Uvira et Fizi et certains Barundi habitaient dans la plaine de la Ruzizi. D'autres migrants sont également arrivés suite aux famines et aux conflits politiques entre 1905 et 1974, aux émeutes anti-tutsi au Rwanda lors de la crise d'indépendance (1959-1963) ou bien, depuis le Burundi, dans les années suivant la période coloniale (Source : Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013).

Les tensions entre ces ethnies peuvent se résumer en 4 étapes : les premières tensions ethniques, les violences interethniques au début des années 90, les manipulations politiciennes et foncières, le pouvoir et les identités inter ethniques.

3. Expériences de la CBCA dans la réduction des tensions intercommunautaires à RUZIZI

La plaine de la Ruzizi est un champ vaste d'évangélisation pour la communauté Baptiste au Centre de l'Afrique (CBCA). La CBCA ne peut pas rester silencieuse dans ce territoire lorsque les conflits et tensions communautaires y sont récurrents. Ainsi, ayant analysé les éléments qui perturbent la quiétude de la population dans la plaine, entre autres les problèmes identitaires, les conflits terriens entre éleveurs et agriculteurs, les conflits de pouvoir et bien d'autres, la CBCA a choisi d'utili-



La JPSC/CBCA monte des stratégies de sauvetage et réduction des tensions par un dialogue intercommunautaire entre agriculteurs et éleveurs de vaches à KILIBA dans la plaine de la Ruzizi : Uvira Mai 2018

ser une approche communautaire en organisant des dialogues intercommunautaires.

L'approche du dialogue intercommunautaire était toujours absente dans les planifications nationales et pourtant, parmi les causes lointaines des conflits et tensions dans la plaine de la Ruzizi, on cite toujours certains décrets et ordonnances des autorités étatiques qui ont été signés sans dialogue et consensus avec la base. On peut aussi citer le découpage de cette région en trois chefferies sans dialogue au préalable avec la base.

Les efforts engagés par la CBCA dans l'approche du dialogue intercommunautaire a aidé à découvrir les racines de la conflictualité et des tensions dans la plaine. Les racines suivantes ont été identifiées : les tensions ethniques liées à la terre, les manipulations politiciennes, la possession du pouvoir et les identités inter ethniques. Les problèmes énumérés ci-haut doivent intégrer des réponses taillées sur mesure pour les conflits et tensions locaux que les acteurs de la résolution des conflits

tendent à ignorer encore trop souvent, c'est la recherche de solutions de façon participative des parties prenantes dans le conflit.

La CBCA a pris donc l'initiative de regrouper toutes les couches sociales : les jeunes, les femmes, les chefs coutumiers, les faiseurs d'opinions et les leaders dans leurs milieux respectifs. A l'issue des ces rencontres en février 2013, tous ont émis le vœu de se rencontrer pour se réconcilier. La CBCA a organisé une rencontre à Bukavu en date du 30/06/2014 dans laquelle toutes les parties prenantes aux conflits et tensions ont pris part et une structure dénommée Cellule intercommunautaire de paix et développement de la plaine de Ruzizi à été créée. Le constat était que les conflits et tensions de la plaine se répercutaient déjà sur les habitants de la ville de Bukavu, ceux des cités de Baraka et Uvira. Avec ce dialogue, nous avons donc identifié non seulement les racines des conflits et tensions intercommunautaires dans la plaine mais aussi ses conséquences et ses ramifications dissimulées à travers toute la province du Sud- Kivu.

Même si la violence semble dominer cette région, le travail d'écoute des parties prenantes dans les conflits et tensions a montré que la majorité de la population souhaite développer un dialogue autour des problèmes existant dans la plaine de la Ruzizi. Sur un total de 102 personnes ayant participé au dialogue, en majorité leaders et faiseurs d'opinions dans cette contrée, 96, soit 94%, ont dit que le dialogue reste l'un des mécanismes les plus souhaités dans le cadre de la résolution des conflits et de la réduction des tensions dans la plaine. Ils souhaitent donc avoir des cadres d'échanges et de dialogues permanents dans leur entité.

4. L'approche intercommunautaire par la CBCA dans la réduction des tensions à Ruzizi

L'approche intercommunautaire consiste à des rencontres d'échanges, de discussions et des dialogues. La CBCA est en train d'utiliser cette approche qui permet aux parties en conflit de se rencontrer, d'échanger, de se dire les réalités de leurs divergences et de chercher des solutions palliatives concertées. Cette approche permet aux antagonistes de mener des actions de paix d'ensemble en dépit des différends qui les opposaient. Cette approche aide à la consolidation de la paix, à la cohabitation pacifique et au rétablissement de la confiance entre anciens acteurs dans les conflits sociaux. Dans la construction d'une bonne cohésion sociale inter ethnique dans la zone, la CBCA est en train de mener des actions concrètes pour la réduction des tensions. De nombreuses rencontres ont eu lieu entre la CBCA et les chefs coutumiers, entre la CBCA et les leaders d'opinions ressortissants de la plaine. Certaines rencontres ont eu lieu à Bukavu et d'autres à Uvira en guise de préparation d'un dialogue apaisé entre les communautés de la plaine. Après les rencontres avec les chefs et les leaders, la CBCA a rencontré les souches sociales en commençant par les jeunes, les femmes et d'autres. L'écoute des différentes parties prenantes a conduit la CBCA à organiser un dialogue intercommunautaire dont les résultats ont permis des avancées. La CBCA a aussi mis sur pied un comité de suivi des recommandations issues du dialogue intercommunautaire et cette commission est dénommée cellule intercommunautaire de paix et développement de la plaine de la Ruzizi. Elle a son siège à Kiliba et se rencontre une fois par mois pour évaluer et orienter les actions communes et intercommunautaires et la CBCA fait le coaching. Elle est constituée de 6 membres qui viennent des différentes ethnies et communautés vivant dans la plaine.

Pour le moment, à part les actions citées ci-haut, pour la pacification et la solidification des actions de paix à Ruzizi, la CBCA poursuit les activités suivantes :

- ◆ Réunir tous les trois mois les acteurs locaux en mini dialogues intercommunautaires sur la paix.
- ◆ Organiser des séminaires et conférences visant la culture de la paix et la tolérance entre les membres des différentes communautés ethniques de la plaine.
- ◆ Mener des activités susceptibles de rapprocher les communautés telles que les activités sportives des jeunes comme le football, le théâtre, les concours de poèmes, etc.
- ◆ Diffuser des messages sur la cohabitation pacifique et l'importance du dialogue au travers des dépliants.
- ◆ Créer des activités génératrices des revenus, pour une paix économique en faveur des membres des différentes ethnies. La CBCA vient de créer une coopérative des agriculteurs du Cotton et éleveurs à Kiliba, visant le rapprochement intercommunautaire. Aussi, nous avons initié un microcrédit rotatif pour les membres.

S'agissant de l'impact du dialogue précité, les tensions ont sensiblement diminué et les populations (les Barundi et les Bafuliru) qui avaient déjà déserté leurs villages juste après les massacres à Mutarule, ont accepté de revenir dans leurs villages respectifs. Le rapprochement et la réduction de suspicion entre communautés est aussi le grand impact des activités sportives des jeunes en plus des activités économiques pour les agriculteurs et éleveurs de la plaine de la Ruzizi. Tandis que les émissions radio diffusées, les conférences et séminaires sont en train de nous aider à la réduction des tensions, en construisant une culture de tolérance, de non violence et de confiance entre les communautés et les ethnies de la plaine. Cependant, malgré les efforts fournis par la CBCA, le chemin pour la réconciliation totale est encore long et surtout, un processus.

Pour plus de réussite dans son approche des dialogues sociaux, la CBCA ne travaille pas en solo. Elle coopère avec d'autres organisations de la société civile et des églises locales dans la plaine de la Ruzizi. Elle s'efforce de capitaliser aussi tous les acquis d'autres partenaires locaux, provinciaux, nationaux et internationaux qui militent pour le rétablissement de la paix et surtout qui utilisent des approches similaires à celle de la CBCA

5. Conclusion

L'approche de la CBCA dans la réduction des tensions dans la plaine de la Ruzizi, essentiellement basée sur les dialogues sociaux et le rapprochement des souches sociales, a connu des avancées significatives dans la pacification de cette région. Cette approche, longtemps manquante, dans la réduction des tensions dans cette partie du territoire d'Uvira, est venue à point nommé et la CBCA se réjouit des résultats déjà atteints. Il y a donc nécessité d'une continuité des dialogues sociaux, intercommunautaires et d'actions communes de paix et développement afin de renforcer la confiance interethnique dans la plaine de la Ruzizi.

Références

- Analyse de Conflit « Hauts Plateaux de Mwenga – Plaine de la Ruzizi », SFCG, octobre 2014.
- Comprendre les conflits dans l'Est du Congo : la plaine de la Ruzizi, Rapport Afrique de Crisis Group N°206, 23 juillet 2013, ICG, 2013.
- DR Congo : the Troubled East, Center for Strategic and International Studies, Gerard Prunier.
- Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013.
- Sortir de L'Impasse : Vers une nouvelle vision de la paix à l'est de la RDC, International Alert, 2012.
- Terre, Pouvoir et Identité, International Alert, 2010.

Médias et Journalisme dans le travail pour la Paix

Editeurs : Christiane Kayser et Flaubert Djateng



Construire la Paix



Service Civil Pour la Paix (SCP) / BfdW –
Mano River Region, Grands Lacs d'Afrique
et Cameroun

No.12

Introduction • Journalisme en situation de crise, journalisme proactif et Journalisme de Paix • Le journalisme pour la Paix et Boko Haram • L'internet est afropolitain • Médias et responsabilisation • Le défi du professionnalisme journalistique dans la région des Grands Lacs • Avec les informations contre la peur : un projet transfrontalier dans les Grands Lacs • Nos pensées et nos souhaits par rapport au journalisme sensible aux conflits • Mon premier séjour au pays voisin • Les présumés ennemis sont devenus mes amis • Du rôle de la presse en période électorale dans le contexte actuel du Sud-Kivu • Au Nord-Kivu les radios communautaires apportent leur pierre à l'édifice de la paix localement et dans la région • Cameroun : les radios communautaires et la consolidation de la Paix • « Les pauvres et les marginalisés se retrouvent sans voix dans ce domaine public monolithique » • L'Épopée d'Ogorum : Impliquer la communauté dans le processus de Paix • Le journalisme pour la Paix en situations de crise • Culture Radio défend le journalisme pour la Paix en Afrique

Réseautage pour la Paix

Editeurs : Christiane Kayser et Flaubert Djateng



Construire la Paix



Service Civil Pour la Paix (SCP) /
BfdW – Mano River Region, RD Congo
et Cameroun

No.13

Introduction • Réseautage pour la paix : une expérience apprenante • Le filet et ses mailles • Le réseautage : Une approche pour construire la paix • Réseautage pour la paix – L'important est que cela se termine bien • Réseautage international et local pour la paix : Pax Christi décrit les principes de son travail • La consolidation de la px : En quoi est-elle différente du travail de développement ou des approches humanitaires et quel est le rôle joué par la mise en réseau ? • Réseautage et préservation des acquis du Programme Service Civil pour la Paix (SCP) au Cameroun • Les réseaux de médias communautaires dans la Région du Sud-Ouest du Cameroun • « La présence de réseaux non-officiels est nécessaire en premier lieu pour bâtir les communautés, afin de créer ce sentiment d'appartenance et de réciprocité » • Une expérience de travail en réseau pour prévenir l'expansion de la violence et l'émergence de nouveaux conflits en situation d'insécurité • L'œuvre de paix et les réseaux • Travailler en réseau pour la paix : Des opportunités en faveur du Partenariat Mondial pour la Prévention des Conflits Armés

Chemins vers la Paix

Editeurs : Christiane Kayser et Flaubert Djateng



Construire la Paix



Service Civil Pour la Paix (SCP) / BfdW –
Mano River Region, Grands Lacs d'Afrique
et Cameroun

No.14

LES ARTS POUR LA PAIX • Un ville comme théâtre de la lutte pour la paix – expériences de Doual'Art • « Non à la terreur ! » Une caravane artistique au Cameroun • Si vous voulez comprendre comment fonctionnent les médias, produisez le vôtre! • Le cinéma comme moyen d'œuvrer pour la paix • Les Arts et la consolidation de la paix : VOIES TRADITIONNELLES VERS LA PAIX • Les funérailles à l'ouest du Cameroun • L'éducation, les liens traditionnels et l'art dans le travail de paix en territoire de Fizi • L'extrémisme violent et la promotion de la paix • Les théories Africaines du changement : perdues dans l'interprétation ? • EDUCATION À LA PAIX • L'apport des écoles protestantes pour la promotion de la paix au Cameroun • La participation active – une approche indispensable • La main donne, la main prend – L'Éducation alternative de au Libéria • Les clubs de paix des jeunes de Goma et Gisenyi, gages pour la stabilisation ? • Education à la paix dans les écoles au Sud-Kivu • Leçons tirées du programme d'éducation à la paix de WANEP

Pérenniser la Paix

Editeurs : Christiane Kayser et Flaubert Djateng



Construire la Paix



Service Civil Pour la Paix (SCP) / BfdW – Mano River Region, RD Congo et Cameroun

No.15

Introduction • Pérenniser la paix : du réactif au pro-actif sur base des capacités endogènes • Pérenniser la paix : Que cela signifie-t-il en pratique ? • Discours littéraire et recherche de la paix à Goma • CDJP Bafoussam : Maintenir la paix à travers une culture de la paix • Le secret et la pérennisation de la paix • La paix durable au sein du réseau SCP : Quoi – par qui – comment ? • SiLNORF : Donner une réalité concrète aux droits fonciers des femmes en Sierra Leone • Des médias responsables sont une condition essentielle à des élections pacifiques et une paix durable • Le rôle des médias dans la promotion d'une paix durable • Les médias en zone de guerre latente • La paix n'est pas un mot, la paix est un comportement • « Le lumpen-radicalisme et autres maladies de la tyrannie » • L'éducation pour les peuples et la : créer des avenir durables pour tous



Introduction • Les citoyens africains, acteurs essentiels de la prévention des conflits • Prévention des conflits : Possibilités et défis liés à la mise en œuvre des principaux engagements et priorités stratégiques • Les acteurs du changement : Les rôles de la société civile dans la prévention de la guerre et la consolidation de la paix • Société civile, l'engagement citoyen et la consolidation de la paix • Peacbuilding toolkit • Le grand débarras • L'art, outil d'émancipation pour la paix • Chefs traditionnels, leaders religieux et société civile: Des capacités de Paix dans la crise au Cameroun ? • Les médias communautaires sont dans une position idéale pour faciliter le dialogue entre les acteurs d'un conflit • « Hand put it, hand take it » (La main donne, la main prend) Atelier de formation de médiateurs de paix, Liberia • La prévention

du conflit – étude de cas de la Sierra Leone • Tracer une voie prometteuse pour la prévention des conflits dans l'Union du Fleuve Mano (UFM) • La diplomatie préventive, pour une approche holistique de consolidation de la paix – cas du Sud-Kivu • De la prévention à la gestion non violente des conflits, un souffle de paix de bas en haut au Sud-Kivu • La prévention des conflits dans la province du Tanganjika en RDC : une tâche essentielle dans un environnement instable • Les acteurs civils face à la prévention des conflits • Prévention des conflits expériences dans les écoles du Sud-Kivu • Approche de la CBCA dans la réduction des tensions intercommunautaires dans la plaine de la Ruzizi/Territoire d'Uvira au Sud-Kivu •